

**ÉDOUARD GUYOT**

---

**L'Université  
et  
l'État moderne**



---

**LIBRAIRIE  
VALOIS**

---



**BIBLIOTECA  
CENTRALA A  
UNIVERSITĂȚII  
DIN  
BUCUREȘTI**

№ Curent 54581 Format -

№ Inventar A30056 Anul

Secția Depozit II Raftul III

**L'UNIVERSITÉ  
ET L'ÉTAT MODERNE**

## DU MÊME AUTEUR

---

LE SOCIALISME ET L'ÉVOLUTION DE L'ANGLETERRE CONTEMPORAINE (Couronné par l'Académie Française, *Alcan*).

LE PRAGMATISME DE A. H. CLOUGH (*Alcan*).

L'ANGLETERRE MODERNE : SA POLITIQUE INTÉRIEURE (Couronné par l'Académie Française, *Delagrave*).

H. G. WELLS : SON ŒUVRE (Couronné par l'Académie Française, *Payot*).

### *Traductions :*

H. G. WELLS : ESQUISSE DE L'HISTOIRE UNIVERSELLE (Couronné par l'Académie Française, *Payot*).

TONO BUNGAY (*Payot*).

Inv. A. 20.056

BIBLIOTHÈQUE SYNDICALISTE

XIV

**Édouard Guyot**

PROFESSEUR A LA SORBONNE

**L'Université  
et l'Etat moderne**



54224

PARIS  
LIBRAIRIE VALOIS  
7, PLACE DU PANTHÉON, 7  
1929

CONTROL 1955

Biblioteca Centrală Universitară  
"Carol I" București

Cota.....54581.....

1956

Re 127/10

JUSTIFICATION DE TIRAGE

L'ÉDITION ORIGINALE de cet ouvrage comprend :

- 6 exemplaires sur Madagascar, numérotés de I à VI;
- 6 exemplaires sur pur fil Lafuma, numérotés de VII à XII;
- 10 exemplaires, hors commerce, sur pur fil Lafuma, numérotés de A à J;
- 3.300 exemplaires sur vélin Navarre, numérotés de 1 à 3.300;
- 200 exemplaires sur vélin Navarre, réservés à la Presse.

Le présent exemplaire appartient à l'édition originale dont le bon à tirer a été donné le 16 Juin 1929.

N° 00,838

B.C.U. "Carol I" - Bucuresti



C54224

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

# L'UNIVERSITÉ ET L'ÉTAT MODERNE

---



I

**Dans le Monde de Demain  
l'Éducateur sera le Maître.**

**T**OUT mouvement, politique, économique, social, est engendré par la double action des faits sur les idées, des idées sur les faits. Ce n'est qu'en apparence que les découvertes scientifiques, le développement des moyens de communication, les progrès de l'hygiène modifient l'orientation, le sens profond de notre vie. Le paysan qui se sert du train pour aller au marché ou se fait vacciner, le petit boutiquier qui, le soir, se donne un concert de sans-fil demeure identique à lui-même. Il fait plus de choses, accumule plus de sensations en un même temps, développe ses capacités en tant qu'agent de production ou de consumma-

tion. Son existence se développe selon un rythme inconsciemment accéléré. Il fait songer à ces toupies que les enfants dénomment « sabots » et auxquelles des coups de fouet répétés impriment un mouvement de plus en plus rapide sans qu'elles changent presque de place. Peu importe la technique dont bénéficie un pays, si la force révolutionnaire de celle-ci ne lui est pas révélée. Ce n'est, par exemple, qu'à une infime minorité d'esprits qu'apparaît la contradiction qu'il y a entre l'envol de l'avion et la multiplication, après la guerre, des douanes européennes. Des existences entières, des siècles de civilisation se sont pliés sans dommage aux pires paradoxes. L'homme est fait d'un tissu plus extensible qu'on ne croit. Il absorbera tout ce qu'on voudra lui donner. Les soi-disant « merveilles de la science » n'égalent jamais ses pué- riles attentes.

Une dynamique sociale est donc liée à l'exercice de la fonction éducative, elle dépend de l'intervention d'un groupe d'hommes capables de dire à tous ceux qui vivent le progrès : voilà, non seulement ce que sont, mais vers quoi *tendent* les choses. Dès lors le cercle est rompu. La révélation de tel processus évolutif suffit à accroître sa vigueur et son intensité; il bénéficie de la conscience qui s'y ajoute.



L'action et la jouissance quotidiennes perdent leur caractère de routine et sont perçues comme des points sur une trajectoire. Les remous deviennent courants, des mouvements qui s'ignoraient la veille se renforcent mutuellement en se coordonnant.

Il se peut que le jeu, le conflit des intérêts, joints au perfectionnement de la technique, parviennent spontanément à créer un nouvel équilibre social, amenant par surcroît un transfert ou une réadaptation de la puissance politique, et qu'une révolution soit déjà poussée très loin avant d'avoir pris conscience d'elle-même. Mais, quel que soit le parti ou la classe au pouvoir, les réactions suscitées par son entreprise lui feront entrevoir bientôt la nécessité d'une justification. La contrainte elle-même s'abritera derrière un semblant de morale. L'heure de l'opinion aura sonné. La présentation des faits comptera autant que les faits eux-mêmes. Le technicien cèdera, du moins pour un temps, la place à l'éducateur.

Par éducateurs, j'entends pour le moment tous ceux qui peuvent, par leur parole ou leurs écrits, travailler au maintien de certaines traditions ou opérer le travail préparatoire qui permettra à une tradition nouvelle de s'établir : professeurs, jour-

nalistes, conférenciers, prédicateurs. Leur terrain d'action : tous les êtres chez qui les idées n'auront pas atteint une cristallisation définitive.

D'où l'extrême importance pour tout régime qui se crée de mettre la main sur le plus essentiel des leviers de commande. Aucun n'y a failli. Aucun n'y peut faillir. Nécessité d'abord de maintenir en état de combativité les troupes qui vous ont porté au pouvoir, de ne pas laisser le doute s'insinuer en elles, d'opérer un filtrage des idées tel que celles qui identifient le droit et les faits auront seules la faculté de s'exprimer. D'où censure, visas, limitation ou interdiction des réunions publiques. Puis, pour tout mouvement qui prétend se survivre, préparation d'une matière nouvelle, matière de remplacement, pour l'heure amorphe et plastique. L'école est ainsi visée, après le journal, et après la tribune.

Parler d'un État nouveau sans parler d'une éducation nouvelle, supposer que de nouveaux équilibres se créeront, dans l'ordre de la production et de l'administration des choses, sans que le flot de suggestions qui, du dedans comme du dehors, agissent sur l'esprit humain voie son cours modifié, c'est négliger le plus élémentaire des enseignements humains. S'il est maître des groupes, l'État ne se

sentira en sécurité, s'il est dominé par eux, les puissances qui le tiennent en tutelle ne seront sûres de poursuivre leur œuvre que si, par des procédés francs ou déguisés, État ou groupes se sont assuré le concours, ou tout au moins la neutralité bienveillante, de l'unique force de suggestion : la force éducative.

Avoir des journaux, avoir des écoles, tout est là pour un gouvernement, pour un parti, pour une coalition d'intérêts. Sinon nous ne sommes plus en présence que de cellules privées de tout influx nerveux. Et quand nous parlons d'éducation, nous entendons autre chose que la simple tenue à jour du livre des connaissances techniques, que la révélation à l'individu des limites présentes de son domaine. Faire le tour d'un musée, d'une exposition de sciences appliquées ne détermine pas en nous la décision d'agir. Ne se met en mouvement que celui qui a pris parti sur les choses, qui sait où conduit la route ou dans quel sens coule la rivière. Chez les cerveaux les moins réfléchis, « l'esprit du temps » est le correcteur et le soutien de tous les autres mobiles.

Une étude de l'État moderne sous-entend donc un examen méticuleux du dispositif éducatif qui est à sa portée. Il n'est aucun rajeunissement pos-

sible pour lui si celui-ci aussi ne peut être rajeuni. Une force matérielle n'est utilisable que si on lui adjoint une force spirituelle. Il ne s'agit pas de quitter terre, mais de se former une opinion sur ce que l'on est à même d'utiliser. Les achèvements de l'industrie, les prodigieux développements du régime bancaire ne tiendraient pas un instant devant une vague d'ascétisme. Rien ne garantit que l'homme de demain ne sera pas ainsi dégoûté de ses créations que le Romain des débuts de l'ère chrétienne l'était de sa puissance. Rien ne garantit qu'un idéal d'immobilité, de vie patiente et stagnante, ne succèdera pas à nos trépidations. Des conversions peuvent s'opérer dans la vie des peuples comme dans celle des individus.

En tout cas, dans ce domaine comme dans les autres, un inventaire s'impose pour qui cherche à tracer les linéaments de l'avenir. Les forces qui ont agi sur notre structure économique ou politique en ces dernières décades ont-elles infléchi simultanément notre système éducatif? Les organismes qu'il utilise sont-ils déjà en partie adaptés, ou simplement adaptables, à l'usage nouveau que, dès demain, on pourra exiger d'eux? Ou doivent-ils végéter et se corrompre avec tant de choses? Suivront-ils cahin-caha le grand mouvement qui se

manifeste dans le monde des faits, ou seront-ils les centres d'où partiront les premiers rayons de lumière montrant sa route à l'Etat moderne, et dégageant sa figure vraie?

## Éducation et Technique.

**A** l'âge de la politique pure a succédé celui de la technique. La fonction des hommes chargés, à un degré quelconque, de l'administration de la chose publique était jadis de conserver : elle est aujourd'hui de créer. La seule éducation véritable est donc celle qui aura une vertu créatrice.

Jusqu'à l'aube de la civilisation industrielle, la coupure s'établissait dans nos sociétés d'une façon très nette. En bas, la foule des individus dont la destinée suivait celle des choses, appliqués à leur confection ou à leur échange; pour ceux-ci : marchands, artisans, laboureurs, être instruit c'était pouvoir reproduire ce que vos prédécesseurs avaient fait, c'était avoir la même précision dans le geste, la même sûreté dans la méthode : l'éducation était une initiation, dont l'entrée dans le métier lui-même marquait la fin : on parvenait au chef-

d'œuvre, on prenait la succession de la maison. A partir de ce moment, l'intérêt cessait, comme il cessait dans les romans d'autrefois le soir des noces. En haut, une minorité dont la fonction était tantôt de gestion, tantôt d'administration. Puissance et rang social étaient liés à la possession d'une certaine étendue et d'une certaine forme de richesse, ou à l'exercice d'une autorité, conférée par le souverain, sur des groupements humains. Cette fois, l'éducation visait à élever l'homme au-dessus de la fonction, plus qu'à l'y préparer directement. Elle était l'ennemie de toute spécialisation, s'évertuait à créer un type d'homme au fond invariable, l'aidait à dégager et à mettre en valeur les plus essentielles de ses qualités psychiques et morales. Une vision désintéressée de la vie, ou tout au moins un détachement relatif des diverses formes de richesse, aussi bien que de l'occupation quotidienne, en découlait presque toujours. L'individu se dédoublait : par la fonction sociale, il appartenait à son temps; il administrait ses terres, rendait la justice, percevait l'impôt. Mais cela n'empêchait pas qu'il y eût dans son esprit de vastes espaces réservés. Certains restaient fidèles aux images que leur tendait le passé, se consolait du prosaïsme de leur besogne

par la contemplation d'objets dont la valeur esthétique leur semblait immuable; d'autres mettaient plus hardiment le cap sur l'avenir. Le magistrat relisait Horace, le financier faisait siennes les idées de l'*Encyclopédie*.

Le grand changement que réalise le temps présent vient, non de ce que notre puissance matérielle s'est accrue, de ce que nous avons subjugué la nature, comblé les espaces, mais de ce que nous sommes franchement engagés dans notre besogne, quelle qu'elle soit, de ce que nous nous y donnons tout entiers. L'homme moderne, quelle que soit sa fonction, sait qu'il n'est jamais au-dessus de ses actes. Il sait qu'il supportera, et que ceux qui viendront après lui, supporteront l'entière conséquence de chacun d'entre eux. La courbe de la pensée s'identifie ainsi avec celle de l'action. Ce que nous ferons sera compris, voulu, ou ne sera rien du tout. Il n'y aura plus une classe d'hommes en relation étroite avec la matière, l'ouvrant, en tirant le meilleur parti, bornant à l'échange de cette matière façonnée ses rapports avec le monde extérieur, et, au-dessus d'elle, une élite dirigeante, à l'esprit ouvert, curieux, délicat, mais désincarné. Le propre de l'État moderne, c'est que personne ne peut plus se tenir au-dessus, ni ne doit se tenir au-



dessous de sa fonction. Il faut s'élever jusqu'à elle ou l'élever jusqu'à soi. Etre humain, c'est ne plus considérer le monde des choses avec dédain, s'excuser presque d'avoir à y faire figure. C'est, au contraire, se passionner pour la destinée des choses, marquer la noblesse du rythme qui les engendre, frémir avec les multitudes qui les attendent. C'est chercher à jeter autant de passerelles qu'il se peut vers les activités voisines. C'est accroître son champ de vision, c'est coordonner, deviner...

C'est dans ce sens que l'on peut dire que notre époque est celle de la technique. Ce terme n'implique pas que les réalisations matérielles effectuées par la plupart des hommes exigent une somme plus grande d'application et d'énergie qu'autrefois. Le métal, le cuir, le bois, ne sont pas travaillés selon des procédés plus sûrs, les maisons ne sont pas mieux construites, les livres mieux imprimés, les routes plus savamment tracées. Et, eu égard à nos populations accrues, je ne suis même pas sûr que le facteur *quantité* joue toujours en notre faveur. Age de la technique ne signifie pas non plus subordination de toutes les valeurs humaines au perfectionnement des méthodes, suppression de tous les mobiles qui s'opposent au maximum de rendement. Ce qui compte, ce sont moins les achève-

ments, que la destination dernière de chaque homme. Le monde moderne appartient au technicien, dans le sens qu'il appartient à celui qui crée, qui dirige et qui organise, à celui qui garde les yeux grands ouverts, qu'aucun préjugé, aucun intérêt de caste ou de patrie ne rend aveugle à ce qui se passe autour de lui. Le technicien n'est pas l'homme dont la science n'est jamais en défaut et dont la main ne tremble pas. En fait, pendant la guerre, depuis la guerre, il a multiplié les bévues, il s'est rendu coupable d'un énorme gaspillage de temps et d'énergies. La technique bancaire, la technique commerciale, dont certains s'émerveillent, n'ont abouti qu'à l'effondrement de nos monnaies et au découpage de l'Europe en une multiplicité de camps retranchés. Les grandes lignes de l'édifice projeté n'apparaissent même pas. Nous n'en sommes qu'aux fondations.

Mais il est un fait certain : c'est que des hommes, plus nombreux qu'ils ne l'ont jamais été, ont abandonné les retraites qu'hier ils jugeaient sûres et se sont lancés sur la grand'route, et c'est qu'ils se reconnaissent, d'où qu'ils viennent, à un signe qui ne saurait tromper. La vieille fonction de gestion, celle qui donnait des loisirs pour la poursuite des « humanités », perd chaque jour de son lustre, en

tout cas de son importance sociale. L'individu qui se borne à « gérer son bien » nous fait aujourd'hui l'effet d'être assis sur un morceau d'iceberg en lutte contre le soleil printanier. Il a beau crier : « Sauvez l'iceberg ! », n'empêche qu'il le sent craquer. La propriété est un protêt économique, aux aspects et aux rôles variés à l'infini. Elle peut être barrage ou fluide fécondant. Elle est la récompense vers laquelle nous tendons tous. Elle peut représenter le plus justifié des salaires, comme elle peut être l'accident que rien ne justifie. En tout cas, le transfert des fortunes au cours de l'ère industrielle, et davantage encore le grand tumulte économique consécutif à la guerre, nous ont montré qu'elle est le plus volatile des gaz utilisés par notre chimie sociale. Des générations ont été élevées à monter la garde devant le domaine ou le coffre dont elles devaient hériter un jour. Mais un moment est venu où elles se sont aperçu qu'en dépit de leur vigilance le domaine se rétrécissait et le coffre se lézardait.

Aussi, à la notion de gestion d'une fortune acquise s'est substituée chez nombre de jeunes hommes d'après-guerre celle, plus dynamique, d'une succession de « coups » dont on s'assimilera en hâte le produit. Méthode qui fournira au moins

quelques émotions à ceux qui la pratiquent. Mais la Cité ne se laisse pas longtemps travestir en maison de jeu. Or, le fait est que dans cette Cité toutes les constructions qui s'élèvent à l'heure présente, tous les chantiers qui s'ouvrent, tout ce qui ajoute à la sécurité et au confort, tout ce qui soutient et accélère le rythme de la vie, est l'œuvre d'une classe nouvelle, sans droits acquis, sans frontières et sans privilèges, et dont l'activité fonctionnelle est le signe distinctif. Cette classe demande la juste rétribution de ses services, rétribution qu'elle peut dans certains cas vouloir élevée. Elle n'est pas nécessairement pauvre : elle peut pratiquer l'épargne, elle peut même avoir conservé une partie des biens accumulés par certains des éléments dont elle est issue; mais ce sont là avantages purement individuels, créés par le hasard. Ce qui est essentiel, c'est qu'elle a faussé compagnie à la richesse acquise, qu'elle poursuit des buts entièrement différents, et qu'en dépit de certaines apparences, elle n'est plus liée à elle par aucune solidarité d'intérêts.

Cet ordre nouveau, cet Ordre des techniciens, qui englobe pêle-mêle des gens d'origine les plus diverses et d'occupations les plus disparates : ingénieurs, hauts fonctionnaires, médecins, professeurs,

directeurs de banque et, plus bas, chefs d'ateliers ou contre-maîtres, bref, tous ceux qui ajoutent à la besogne routinière du plus grand nombre un élément imaginaire et créateur, prend graduellement conscience de son rôle. Il sait que, lui disparu, la machine s'arrêterait. Il sait qu'en dehors de lui il n'y a que force brute ou parasitisme. Il a conscience que l'homme qui ne fait qu'un avec le coup de bêche ou le va-et-vient de la machine, de même que l'homme qui se borne à truster des moyens de production qu'il n'a pas lui-même créés, est sans action véritable sur le monde moderne. Empêcher, retarder, haïr, faire régner la terreur, se donner l'illusion de la puissance, n'est rien. C'est à d'autres, à ceux qui sont capables de concevoir et d'exécuter, que le domaine de l'action appartient.

Dire que cette classe a besoin d'une éducation, c'est énoncer un truisme. Étendre et renouveler son savoir est pour elle une nécessité première. Chaque catégorie de techniciens doit d'abord être nanti des connaissances qui ressortissent à sa profession ou à son métier; elle doit ensuite ne rien ignorer de la marche suivie, par l'esprit de recherche, depuis une époque qui peut être reculée, dans le domaine limité qui lui est assigné. Réclamer ce genre d'enseignement, c'est enfoncer une porte

ouverte. Il est, d'ailleurs, donné partout, ou tout au moins dans tous les pays parvenus au stade industriel. La seule question qui se pose est celle de la facilité qu'auront les plus dignes d'y accéder. Mais le problème véritable est autrement complexe, atteint une autre profondeur. Faire des ingénieurs, des directeurs d'entreprises, des médecins, des professeurs, les initier à ce que la science apporte d'ultimes perfectionnements, c'est bien. Mais à l'armée la mieux équipée, il faut un plan de campagne, des directives, un but à atteindre, des signes de ralliement. Sinon l'équipement devient fardeau. Or, nous l'avons dit, l'un des signes des temps présents, c'est que l'Ordre des techniciens est en train de prendre conscience de son rôle, de l'éminence de sa fonction. Des solidarités se créent ainsi entre gens d'occupations différentes, des coupures s'établissent au sein de classes qu'alimentait une même tradition. Le constructeur de machines se sent aussi éloigné, par exemple, du rentier ou de l'individu qui tire ses revenus de la pure spéculation que du simple manoeuvre. Peut-être l'est-il même davantage, car le premier veut faire de lui son tributaire, tandis que le second est soumis à ses ordres. D'où constitution d'une psychologie nouvelle, adoption de nouvelles hiérarchies, reclasse-

ment de toutes les valeurs économiques et sociales, aboutissant à une morale elle-même renouvelée. Et il arrive ceci : c'est que si l'éducation — le terme étant pris cette fois dans un sens large — à laquelle ont été soumis ces hommes qui prennent aujourd'hui conscience de leur importance fonctionnelle a gardé les aspects qu'elle avait au temps où la mission de l'élite était surtout de *conserver*, si, par exemple, le caractère dynamique de l'histoire et de la littérature ne leur a pas été révélé, si on les leur a montrées soumises à des immuables et non en fonction de l'expérience humaine, un choc violent se produira entre elle et les besoins d'une époque que chacun sent être révolutionnaire : d'où désaxement des esprits, ralentissement, peut-être ruine des activités.

Qu'on ne se méprenne pas. Une technique nouvelle développe nécessairement une nouvelle morale, une nouvelle philosophie; elle rompt des habitudes de vie, mais elle brise aussi les cadres de la pensée traditionnelle. Les prodigieuses découvertes de la Renaissance, la mer, le ciel ouverts à l'homme, conduisirent à une efflorescence de doctrines qui ébranla jusqu'au substratum de l'esprit moderne. Bacon et Luther furent en puissance

dans Colomb et dans Gama. Plus tard, le machinisme créa en Angleterre une politique et une économie révolutionnaires. Et cependant, il est des gens pour s'imaginer que le cerveau d'une jeunesse à qui les bouleversements de la guerre ont offert un champ d'entreprise inégalé, qui a à sa disposition l'avion et le radium, qui doit débrouiller les fils d'une organisation bancaire dont toutes les incidences n'apparaissent pas encore, sera pétri par les mêmes mains, formé selon les mêmes disciplines, dirigé vers les mêmes buts qu'au temps où la grande affaire était de ne pas s'appauvrir, de « garder son rang », où nos principales préoccupations étaient d'ordre juridique, où le maintien et le transfert de la propriété, les chicanes qu'ils engendraient fournissaient au roman les quelques thèmes que l'amour pouvait laisser vacants.

Refonte ou rupture, tel est le dilemme. Ou introduction dans leur interprétation du passé, par tous ceux qui font fonction d'éducateurs, d'un levain identique à celui qui agit sur la vie contemporaine, raccordement aux activités présentes d'activités qui se sont graduellement épuisées, ou cassure nette, irrémédiable, entre ce qui fut d'hier et ce qui est d'aujourd'hui, entre l'éducation et la technique.



Conclusion à laquelle certains intérêts peuvent se résoudre, qu'ils verraient même s'instituer sans regret, tant est vif leur désir d'utiliser pour leurs propres fins l'instrument nouvellement créé, mais que l'État moderne, progressif et synthétique, ne saurait admettre.

## A propos du Monopole.

**L**e problème de l'éducation est de ceux sur lesquels l'État est contraint de prendre parti. Il déborde les intérêts de l'individu, aussi bien que ceux du groupe. Il n'est pas même limité par les besoins d'une génération. L'individu verra dans le processus éducatif un moyen de préparation à une fonction qui l'attire, parce que rémunératrice ou flattant ses goûts secrets. Le groupe découvrira en lui l'instrument qui lui permettra de développer son champ d'action et d'accroître son influence. Mais, ni l'un ni l'autre ne pose le problème comme il doit l'être. Le but de l'éducation est de relier certaines traditions à un ensemble de suggestions qui se dégagent d'un examen impartial des faits contemporains, le tout dans l'intérêt d'éléments sociaux en formation, dont on ne peut dire encore quelles formes concrètes revêtiront leurs activités. Science, technique, c'est de la

pensée ou ce sont des efforts qui cristallisent; l'éducation, c'est de la pensée qui coule.

Il s'agit donc d'une besogne de sélection, d'interprétation, de préparation, dont il semble bien, du moins en théorie, qu'aucun intérêt privé ne peut être chargé, d'une poursuite de fins lointaines contrastant absolument avec les fins immédiates que nous nous assignons presque tous. Il y a d'abord un tri à opérer parmi des traditions dont certaines offrent à l'homme une première table d'orientation, lui fournissent un point de départ, mais dont d'autres encombrant sa route, comme des arbres morts. Il y a ensuite tout un travail de critique s'exerçant sur des tendances, des doctrines, des essais de reconstruction qui peuvent être générateurs de réformes profondes et de progrès durables, mais qui peuvent tout aussi bien traduire une passagère effervescence de la pensée. Et puis, il y a surtout cet absolu désintéressement, cette subordination des valeurs présentes aux valeurs d'avenir que seule une puissance dont le regard peut à la fois plonger dans le plus lointain passé et se fixer sur la ligne d'horizon est capable d'atteindre et de réaliser.

Ce n'est que de notre temps que, dans le problème de l'éducation, on a fait intervenir la notion

de liberté. En fait, il y a là un domaine qui est toujours resté fermé à cette dernière. Et, de nos jours même, il faut être aveugle pour ne pas voir que la lutte est circonscrite, non entre les tenants de l'autoritarisme et ceux de la liberté, mais entre les champions des deux formes d'autoritarisme. Seulement, par tactique ou pusallinimité, personne n'ose abattre son jeu.

La liberté ne peut jouer ici, pour la raison première que les êtres auxquels s'applique le processus éducatif, qui doivent en être les bénéficiaires, ne sont eux-mêmes pas encore libres. Ils sont, non de l'actuel, mais du potentiel, un simple devenir. Quelle que soit leur condition, ils ne peuvent faire un choix. Ils subissent ce que la loi ou certaines traditions ont fixé. Etre libre, c'est être prêt à payer le prix de ses actes. Ici, les décisions sont prises par des gens ou par des entités qui n'en subiront pas la conséquence directe, intime, personnelle; tout au plus en subiront-ils les contre-coups, en un temps où leur tâche sera souvent achevée.

La seule liberté possible réside donc ici dans le libre exercice d'une certaine forme d'autorité : autorité de la famille, autorité de l'État, autorité religieuse. Ces diverses autorités peuvent d'ailleurs

pratiquement se combiner, l'esprit de l'enfant étant considéré comme un territoire divisible.

Dans nos sociétés d'aujourd'hui la répartition de ces zones d'influences semble s'être opérée ainsi : à la famille la zone morale : formation du caractère et développement de la sensibilité; à l'Église la zone métaphysique : détermination des buts de la vie et définition des vérités échappant à l'expérience; à l'État la zone de la connaissance proprement dite : équipement de l'individu, adaptation de celui-ci aux conditions de la vie présente. L'État moderne s'édifie encore à l'heure actuelle sur ce compromis. Est-il viable? Les forces qui agissent à l'intérieur de nos sociétés ne tendent-elles pas à le ruiner? L'État, lui-même, dès qu'il aura pris conscience de sa mission et de ses buts, aura-t-il le droit de le perpétuer?

Remarquez qu'il est historiquement une chose nouvelle, qu'à une époque toute proche de nous cette reconnaissance de trois puissances égales : la famille, la religion, l'État, n'existait pas. C'était l'Église qui monopolisait tout, directement ou par personnes interposées, qui manœuvrait tous les ressorts agissant sur l'esprit ou sur la conscience de l'enfant. Nous ne parlons même pas des temps où cette Église constituait la seule puissance éduca-

trice et où la science n'était que la servante de la théologie. Nous nous bornons à mentionner ceux, tout proches, où la technique industrielle et bancaire est déjà en pleine transformation, où, dans tous les domaines, l'esprit de recherche et de critique porte déjà ses fruits. Or, même alors, durant les années où un pli définitif est donné à l'esprit de l'enfant, l'influence de la famille ne s'exerce guère. L'écolier, cloîtré dans le lycée ou le collège, est soumis corps et âme à leurs rudes disciplines. Aucune place n'est faite au libre déploiement des instincts, au jeu de l'imagination. Le tambour règle ses mouvements : il est pris dans un système uniforme d'obligations et de défenses. Qu'il travaille ou qu'il joue, il est à l'exercice. Bref, un régime qui, à tous égards, fait songer à celui de la caserne d'aujourd'hui. Les facultés sont moins développées que rompues. Par ailleurs, un idéal invariable, limité à la compréhension juste et fine de textes légués par le passé, à une certaine rigueur dans l'expression, est offert à chaque génération. La même meule aiguise la même lame. La famille, dans la variété de sa composition et de ses origines, intervient peu à ce stade. Elle n'offre à l'adolescent, en fait de suggestions, que l'interrogatoire ou les recommandations banales du jour de sortie. Dans un certain sens, le

lycée vise plus que les écoles d'autrefois à faire de l'enfant le futur serviteur de l'État. Mais cette notion est toute négative. Il s'agit moins de le préparer à un service actif que de tuer dans le germe toute velléité de résistance à l'égard du pouvoir. Pour le reste, l'esprit de l'enseignement reste d'essence religieuse. Prêtres et laïcs collaborent dans les mêmes établissements, occupent indifféremment les mêmes chaires. Il ne s'agit pas, sans doute, de susciter partout des vocations religieuses. On se contente de veiller à ce que les matières enseignées soient présentées sous un jour tel qu'entre les vérités expérimentalement acquises et les vérités révélées aucun choc ne se produise. Là même où la culture est le plus solide, où les maîtres gardent le plus d'indépendance, la littérature, l'histoire, la philosophie, — les sciences et les langues vivantes jouant encore le rôle de Cendrillon — rejoignent par un détour le chemin que l'Église tient ouvert pour tous. Elles sont des témoins, des témoins éloquents, rien de plus. Un enseignement donnant des faits sociaux une explication voisine de celle que fournira le matérialisme historique ou n'aboutissant pas, en philosophie, à des conclusions pour le moins « spiritualistes » eût été alors impitoyablement traqué. Bref, tout ce

qui, dans un pareil système, prétend s'élever au-dessus de connaissances fragmentaires et livresques, tout ce qui relie entre elles les acquisitions de l'esprit, tout ce qui revêt un caractère métaphysique, tout ce qui touche à la destination dernière des activités qu'on prétend stimuler ou diriger, est d'essence religieuse. L'esprit de recherche peut se réaliser pratiquement comme il l'entend; sur le plan de la spéculation pure, il est maintenu dans d'étroites limites.

Le XIX<sup>e</sup> siècle est resté soumis, jusqu'en ses dernières décades, à cet autoritarisme dilué. L'État pouvait avoir ses établissements, ses maîtres, son système propre d'examen, l'esprit qui animait cet ensemble n'était pas le sien. Il pouvait dispenser les connaissances positives, polir ou meubler les jeunes intelligences, le dernier mot revenait à une puissance qui, au cours des siècles, s'était plus d'une fois dressée contre la sienne. Au maître, au livre, au manuel, l'Église disait : « Tu n'iras pas plus loin ». Aussi adapté que fût l'homme aux exigences de son temps, de quelque revêtement scientifique qu'on entourât sa pensée, ses fins dernières, l'orientation de sa vie, la légitimation de ses activités, étaient liées à une morale dont les bases restaient théologiques.



De ces survivances, il n'y avait pas lieu de s'étonner. Il est un point sur lequel nous n'insisterons jamais trop : c'est qu'une éducation qui ne se raccorde pas à une métaphysique est un non-sens presque une dérision ; d'où il résulte qu'il ne peut y avoir de neutralité véritable en matière d'éducation. L'éducateur, quel qu'il soit, exerce une fonction d'autorité. Il n'a de choix que sur la forme du moule dans lequel il coulera la matière fluide qui lui est confiée. Celui qui soutient que les droits de l'enfant doivent être respectés n'est qu'un niais ou qu'un hypocrite. L'enfant représente une substance inerte : ce n'est que parvenu à l'âge d'homme, alors que les suggestions qui s'exercent sur lui se seront multipliées, alors qu'il se trouvera placé à un confluent d'idées, qu'il pourra opposer le correctif d'un jugement personnel aux premiers enseignements reçus. Il n'y a même pas de neutralité dans la présentation des faits : la croyance dans la validité de certaines méthodes est inséparable de celles-ci. Vous ne pouvez commenter un texte historique, littéraire, philosophique, sans que votre voix elle-même prenne parti ; l'enthousiasme avec lequel vous conduisez une expérience scientifique montre, aussi bien que la plus enflammée des déclarations, quelle est la foi qui vous anime. L'enfant,

d'ailleurs, s'attend à cela. A de rares exceptions près, il est un métaphysicien né. Il est une créature qui cherche sa voie et qui ne peut la découvrir seule. Il n'y a pas d'opposition pour lui entre la science et la croyance, il ne peut y en avoir qu'entre une croyance et une autre croyance.

Remarquez, d'ailleurs, que si l'Église s'est trouvée, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dépouillée de son monopole, ce n'est pas parce qu'une puissance spirituelle s'est brusquement dressée en face de la sienne; c'est simplement parce que l'État s'est tout à coup décidé à faire pénétrer l'instruction, sous sa forme la plus réduite, la plus terre à terre, la plus voisine d'une présentation atone de faits élémentaires, dans des régions où la première ne s'était qu'à peine aventurée. L'Église, et derrière elle l'État théologien, s'étaient avant tout préoccupés du recrutement et de la formation d'une élite. Ils postulaient que, tenant les gouvernants, ils tiendraient les gouvernés, et ils avaient tout à gagner à ce que l'intelligence de ces derniers se bornât à ce qu'il fallait pour comprendre et pour exécuter les ordres venus d'en haut. Mais voici qu'à cette conception organique de l'ordre social, une autre, fruste, révolutionnaire, celle de la valeur et des droits souverains du nombre, vient

brusquement s'opposer. Il ne s'agit plus cette fois du recrutement d'une élite, pas plus que de l'orientation à donner à des vies humaines, ou de traditions à relier à des besoins nouveaux. Les réformateurs ont des visées plus modestes : ce qu'ils demandent, c'est que tout homme puisse courir sa chance, c'est qu'en vue de la grande loterie personne ne reste sans billet. Dans le train qui part, chacun se casera comme il pourra, mais personne ne restera sur le quai.

L'Église fut ainsi moins défaite que surprise. Elle se tenait, avec un État où survivait l'esprit de caste comme auxiliaire, sur un terrain qu'elle avait admirablement préparé, et voici que subitement elle se trouvait tournée, par les forces du nouvel État démocratique, à travers des régions vagues qu'elle avait considéré comme au-dessous d'elle d'occuper. Aucun mouvement de défense, aucune contre-attaque n'était d'ailleurs possible. La nouvelle tâche que s'assignait l'État, il était seul équipé pour la remplir. L'instruction ne pouvait être imposée à tous que si elle était sans relation avec la condition des fortunes. A défaut d'une comptabilité pratiquement impossible à tenir, la gratuité devenait le corollaire de l'obligation. On se trouvait dès lors en présence de dépenses : construction

et entretien des bâtiments, préparation et rétribution des maîtres, qui était improductive, dans le sens que l'industrie privée donne à ce mot. L'Église, au temps de sa puissance temporelle, eût pu encore engager la lutte sur un tel terrain. Mais, à présent que ses ressources couvraient difficilement ses frais d'administration, elle était désarmée. Sans parler du coup droit qui lui fut porté, en 1904, par l'éviction de tout un personnel qui ne lui coûtait rien. Aussi, avec une puissance d'adaptation à laquelle on ne peut que rendre hommage, allons-nous la voir rompre et se replier sur une ligne dont personne n'a pu jusqu'ici la déloger. A la puissante machine administrative de l'État, à son développement, à son avance, elle oppose les retranchements de la conscience individuelle. Elle sait que les jours de son monopole sont à jamais révolus, mais elle connaît autrement bien que son adversaire, en vertu d'une longue pratique, le jeu des mobiles humains. Elle sait qu'une éducation *dirigée*, qui sera quelque chose de plus qu'une simple prise de contact avec les faits, qui englobera l'individu tout entier en lui fixant ses buts, est la seule à laquelle souscriront les éléments vraiment actifs, vraiment conscients de la nation, ceux qui voient en l'enfant, non un disque enregistreur,

mais un faisceau de tendances. Aux besoins, aux décisions d'une civilisation fondée sur le nombre et qui veut, dans une certaine mesure, rendre le nombre efficient, l'Église, et tous ceux qui gravitent autour d'elle, cherchent à faire contrepoids par les revendications d'éléments qui sont trop souvent les gardiens des traditions les plus cristallisées, mais qui se distinguent aussi en ce qu'ils voient dans l'éducation un bloc : technique, moral, religieux, dont aucun élément ne peut être dissocié. La conséquence, c'est que l'autorité de l'Église, naguère si peu soucieuse des droits de la famille, s'abrite maintenant derrière l'autorité familiale et que, pour la première fois, intervient dans un domaine où elle n'a que faire la notion de liberté.

Il faut aller au fond des choses et ne rien céler. Quoi qu'il puisse accomplir par voie d'autorité, l'État, dans sa conception présente de son rôle d'éducateur, occupe une position très faible à l'égard de ces revendications. Qu'il maintienne le compromis actuel ou supprime toute concurrence, qu'il réserve ses subsides aux établissements sur lesquels il a effectivement la haute main ou qu'il les répartisse, comme le demandent les partisans de de l'enseignement libre, proportionnellement au

nombre des élèves de toutes les écoles, le vrai problème de l'éducation n'aura été ni résolu, ni même abordé. Qu'il accentue son libéralisme ou tende au monopole, le véritable processus éducatif se déroulera en dehors de lui.

Remarquez que les arguments qui militent en faveur d'une prise de pouvoir complète de l'État ne manquent pas, et que si l'idéal poursuivi par l'État moderne était uniquement celui d'un rendement supérieur, d'un surcroît d'« efficiency », comme disent les Anglais, ils prendraient même une valeur péremptoire.

En fait, les choses en sont venues à un point où l'État jouit, avec l'acquiescement de presque tout le monde, d'un privilège essentiel : celui d'être seul à conférer grades et diplômes entraînant le droit d'enseigner. On ne peut dire que, dans un sens large, il *forme* la totalité des maîtres qui exerceront dans les écoles publiques ou privées; mais, du moins, a-t-il seul le pouvoir de constater quel est le niveau de leurs études. En un mot, s'il n'a pas le contrôle des tendances, il a celui des connaissances. Peut-être même pousse-t-il plus loin ses avantages. Une interprétation de l'histoire viciée par le fanatisme, une conception trop restrictive de la littérature, éliminant par exemple les auteurs frappés

par quelque index, vaudraient aux candidats de si cruels mécomptes qu'aucun enseignement privé ayant un examen ou un concours pour fin ne voudrait encourir une telle responsabilité. Quelles que soient les résistances de sectes qui veulent maintenir immuables leurs traditions, elles ne peuvent, lorsqu'elles abandonnent la chaire pour l'école, résister tout à fait à l'esprit du temps.

Il est donc reconnu que, dans ce stade préparatoire du processus éducatif, la notion de liberté ne joue pas. L'État exerce ici le même contrôle que dans tous les autres cas où les intérêts permanents de la race ou la défense de la collectivité sont en cause. Il se proclame juge des mérites du futur maître, comme il l'est de ceux du médecin ou de l'officier. Le déchaînement d'intérêts privés qui caractérise notre époque n'a pu jusqu'ici étouffer la voix du simple bon sens. Du moins dans des pays de vieille civilisation comme le nôtre. Chacun comprend que l'esprit de l'enfant doit, au même titre que son corps, être mis à l'abri des entreprises des charlatans ou des simples originaux. Il est des sursauts ataviques, joints à une tradition centralisatrice, qui empêchent l'offre et la demande de jouer en un tel domaine. Deux jours par an, l'État jouit encore du respect de la bour-

geoisie française : celui où il distribue des décorations aux pères, confère le baccalauréat aux fils.

De même, en recourant au monopole, l'État ne lèserait pas, à proprement parler, d'intérêts privés. En dehors de quelques chefs d'établissements qui introduisent, là où le désintéressement devrait être la règle, un esprit de mercantilisme, simples parasites qui n'auraient qu'à disparaître, le personnel déplacé se trouverait absorbé, pourvu qu'il eût les titres requis, par les écoles dont le nombre d'élèves se serait accru. Pour ce qui a trait au rendement éventuel d'une telle mesure, il ne peut être mis en doute que par ceux qui n'ont jamais eu l'occasion de juger la valeur respective des deux systèmes. Par la qualité professionnelle de ses maîtres (je ne parle pas du dévouement) par ses méthodes, par son équipement, l'école privée reste de plusieurs degrés au-dessous de l'école publique. Je compare, en regardant seulement le chemin parcouru et sans me demander si leur inégalité est fondée en droit, deux situations de fait. Je constate qu'à l'opposé des temps où la science était l'apanage du clerc, où monastères et écoles religieuses étaient les conservatoires de la connaissance, presque tous les instruments : bibliothèques, laboratoires, utilisés par l'esprit moderne, sont entre les mains d'un État



qui, quelle que soit sa politique religieuse, a cessé de voir dans le clergé l'un de ses Ordres. Je constate que, neuf fois sur dix, l'enseignement libre est contraint d'être un enseignement au rabais et que les quelques succès qu'il remporte dépendent dans une large mesure de la survivance d'un certain snobisme social, d'une croyance, restée vivace chez une fraction de la bourgeoisie, en la division par « classes » de la société. Sur ce terrain, on joue moins de l'argument de conscience qu'on ne fait valoir aux familles que jeunes gens et jeunes filles ne seront en contact qu'avec des enfants de « leur monde ». Mais cette dernière tactique ne peut être pratiquée lorsque les chefs d'établissements sont en présence d'éléments éclairés, qui veulent assurer à leurs enfants autre chose qu'un certain ton social et qui, sur le fond d'une morale traditionnelle et d'essence religieuse, exigent un premier plan de connaissances précises, actuelles, conformes au dernier mot de la technique. A ces éléments modernes et réfléchis, l'enseignement libre ne peut donner satisfaction qu'en complétant le personnel qu'il contrôle par des maîtres qui tirent leur prestige du fait qu'ils figurent dans les cadres de l'État. C'est ainsi qu'il n'est pas chez nous une « Institution » ou un « Cours » qui se respecte et dont les

prospectus ne fassent mention de l'appoint que lui apportent quelques agrégés des lycées.

Si donc nous nous placions sur le terrain de la pure technique, sur celui de l'enseignement-connaissance, s'opposant à l'enseignement-éducation, notre conclusion serait que, non seulement le monopole ne constituerait pas une mesure révolutionnaire, mais qu'il innoverait à peine sur l'état de choses actuel. Par ailleurs, l'argument tiré d'un droit abstrait qu'auraient les parents de choisir à leur guise le maître de leur enfant, est en bonne partie spécieux. Il ne doit entrer dans ce choix ni caprice, ni idiosyncrasie ; et si l'éducation avait seulement pour but de mettre l'enfant en présence des faits révélés par la science, on peut présumer qu'il se fixerait toujours sur l'homme dont le fonds de connaissances serait le mieux garanti. Les parents iraient vers le meilleur éducateur, comme ils vont vers le meilleur médecin ou vers le meilleur avocat, sans se préoccuper de quelle métaphysique s'entoure leur érudition. Mais toute la difficulté vient, ainsi que nous l'avons déjà marqué, de ce que l'éducation vraie vise, non seulement à enrichir ou à meubler l'esprit, mais à lui imprimer certaines tendances, qu'elle sème en vue d'un avenir lointain dépassant l'expérience individuelle et,

aux yeux de certains, s'étendant même par delà la vie. D'un tel fait, il n'est presque personne qui n'ait conscience. Il n'est pas une famille qui ne sente que de cette direction imprimée à l'enfant dépend bien autre chose que son adaptation aux exigences de la vie contemporaine, que, par-delà la science pure, il existe une science du devoir et du bonheur. D'où des alarmes dont l'État, s'il est décidé à être autre chose que le spectateur muet du choc des appétits individuels, s'il est le grand régulateur des tendances, le conciliateur suprême, doit tenir compte.

Sans pousser les choses trop loin d'ailleurs. L'opposition d'une conscience collective à la conscience familiale est, en effet, celle d'une force évolutive à une force purement traditionnelle. L'État a la vision claire des changements nécessaires. La famille, dans presque tous les cas, cherche à inculquer à l'enfant les préceptes qu'elle a elle-même reçus : père et mère, tout en souhaitant que leur progéniture s'élève *socialement*, désirent la voir, en son fond, semblable à eux-mêmes. L'éducation de l'État a le progrès pour ressort. L'éducation familiale a pour base le respect.

Plus que toute autre raison, c'est cette inaptitude présente de l'État à élever l'enfant à la hau-

teur du rôle qu'il aura à jouer dans la Cité, à lui montrer comment ses activités devront, pour être fécondes, se conjuguer avec d'autres, à lui fournir une vision d'ensemble du monde dans lequel il aura à se mouvoir, qui nous fait reculer devant une extension nouvelle de ses pouvoirs d'éducateur. L'État en est encore à faire appel à des sentiments plus ou moins vagues de confraternité humaine qui ne sont d'aucune application pratique pour les besognes quotidiennes de la vie; il feint de croire que l'homme, avec la raison pour guide, doit s'avancer indéfiniment sur la route d'un progrès cautionné par une suite brillante d'inventions; mais ce dont il se garde bien, c'est d'indiquer le parti que l'individu moyen peut tirer du moment *présent*, les sacrifices qu'il doit savoir personnellement consentir pour que toutes les possibilités qu'offre son temps deviennent réalité, c'est d'opérer pour lui un tri entre les valeurs vraies et celles qui veulent faire illusion, entre les puissances nocives et celles que l'on peut servir sans déchoir. Cette mise en place des individus, associés dans un but commun, ni l'école primaire, ni le lycée, ni l'Université, ne l'assurent encore. Un mysticisme humanitaire; une étude consciencieuse des achèvements du passé, jointe

à une exploration de celles des connaissances actuelles qui permettront au jeune homme de goûter à travers l'existence une forme toute personnelle de succès; un complément de culture, avec une vue plus ample ou plus minutieuse des formes de civilisations qui se sont succédé à la surface du globe : voilà à quoi se limite l'apport de nos trois ordres d'enseignement. Le premier oriente l'enfant vers un Eden, les deux autres poussent l'adolescent vers une société de concurrence. Aucun ne s'appuie sur une morale sociale.

Le monopole ne peut être justifié que s'il permet la diffusion plus ample d'une véritable religion d'État. Qu'on nous entende bien. Il ne s'agit nullement d'opposer dogme à dogme, de prendre parti sur des problèmes tels que ceux de l'existence de Dieu ou de l'immortalité de l'âme. Ces derniers restent autant en dehors de la sphère où se meut l'État moderne que ceux qui touchent aux préférences subtiles, aux décisions secrètes de l'instinct sexuel. Son intrusion dans un tel domaine serait moins un abus de pouvoir qu'une inconvenance. Dans religion, je vois seulement la volonté de *lier* ce qui est épars, de coordonner ce qui est dissocié. L'État éducateur n'a achevé sa tâche qu'après avoir dit : « Voilà quel est, dans son

ensemble, le monde auquel vous aurez à vous adapter. »

Une dernière objection, et qui est peut-être la plus forte, doit être formulée contre le monopole. Nous avons dit que l'école n'est plus, à l'heure présente, que l'un des foyers de suggestion qui font sentir leur action sur l'adolescent aussi bien que sur l'adulte. Si vraiment l'État veut régner sur les esprits, ce n'est plus seulement de l'école, mais du journal, mais du livre, mais de la chaire qu'il doit se rendre maître. Sinon, autant en emporte le vent... Ce fait est si vrai que nos dictatures modernes n'ont pas reculé devant une entreprise aussi monstrueuse. L'Italie de Mussolini, la Russie des Soviets, exercent à tous les degrés, et sous toutes ses formes, le contrôle de la pensée. Ce n'est plus ici, d'ailleurs, la main souple de l'État organisateur, tirant intelligemment parti d'équilibres qui se sont spontanément créés. C'est l'estampille brutalement apposée au front de tous les individus. C'est l'État déifié. C'est aussi l'oubli des réactions qui, depuis que le monde est monde, se sont manifestées chez toute matière humaine violentée.

## L'École unique.

**I**L faut dans tout processus éducatif, un élément actif et une matière sur laquelle cet élément puisse agir. L'intérêt de l'État moderne veut que ladite matière soit aussi ample que possible. Tous les éléments que l'État ne s'assimile pas, qui n'agissent que sous l'empire de traditions déjà dépassées, qui ne parviennent pas à une compréhension tant soit peu claire de leur rôle, constituent pour lui un danger latent. Nous vivons, en effet, à une époque où, dans les progrès incessants de la technique, aucune tradition ne tire d'elle-même une garantie suffisante de durée, et où, d'autre part, l'homme possède une capacité de détruire au moins égale à celle qu'il a de créer. Dans tout illettré il y a un naufrageur possible. Mais là n'est pas la principale des raisons qui doivent pousser l'État à appliquer à tous les individus qu'il contrôle les rudiments de son système

d'éducation. Ce qu'il poursuit, c'est l'adaptation finale de l'homme à la fonction, à des fonctions infiniment diversifiées, touchant à la production et à l'administration des choses aussi bien qu'au gouvernement de collectivités placées dans des cadres qui, en s'élargissant, englobent l'atelier, l'usine, le métier, et finalement, la nation elle-même. Or, cette adaptation ne peut être réalisée que si l'État dispose d'une substance assez riche, assez constamment renouvelée, pour que les échecs, les tâtonnements qui ralentiront toujours son action soient largement compensés au cours des expériences qu'il lui sera loisible de tenter. A l'exemple de la nature qui, dans son œuvre de sélection, fait preuve d'une véritable prodigalité, l'État doit pouvoir travailler en pleine pâte. Avec cette différence que, dans son cas, le résidu, le déchet conservera une valeur d'usage bien plus grande que s'il n'avait pas été éprouvé.

C'est bien à cette adaptation fonctionnelle que se ramène le rôle de l'État éducateur. On le voit volontiers tenant, mettant sans cesse à jour les registres d'un immense Office du Travail et, en regard, ceux d'un Office des Capacités, puis opérant entre l'un et l'autre des échanges constants. Il n'agit d'ailleurs qu'avec une extrême prudence.



Les jugements qu'il formule dans son appréciation des valeurs humaines, il les révisé quotidiennement, à mesure que se manifeste tel ou tel trait de l'individu, qu'une faculté se révèle ou qu'une autre s'assoupit. Mais s'il ne pousse pas plus loin qu'il ne faut l'expérience lorsqu'elle s'avère infructueuse, il veille à ce qu'aucune influence extérieure n'en vienne rompre la continuité.

C'est cette continuité qu'assurera l'École unique, qui n'a rien à voir avec le monopole, quoiqu'en prétendent ses adversaires, et qui doit être l'un des postulats de l'État éducateur.

Il est bien évident qu'à l'heure présente les choses s'arrangent comme elles peuvent, et que l'État fait figure moins d'organisateur que de joueur. Ce qui maintient l'illusion d'un ordre rationnel, d'une sélection mettant chacun, du plus inintelligent au plus apte, à la place qu'il faut, c'est que depuis cent ans des personnalités exceptionnelles ont surgi, venues de tous les points de l'horizon, étonnant leur temps par de prodigieux accomplissements, centuplant la puissance de l'humanité moyenne, la soulevant, l'animant, lui imposant bon gré mal gré une nouvelle technique industrielle, une nouvelle technique commerciale, une nouvelle technique bancaire, et que, dans les

voies nouvelles qu'ouvriraient ces créateurs, ont été entraînés quantité d'individus aux capacités moyennes, sans grande originalité de pensée, mûs strictement par la recherche du profit et s'adaptant docilement à des conditions qu'ils n'avaient en rien contribué à faire naître. Mais, sans que l'ère des grandes découvertes soit close pour cela, notre civilisation, à base scientifique, tend à se stabiliser. Il s'agit moins maintenant d'étonner que de perfectionner, d'assouplir des articulations, d'atténuer, en vue d'un rendement accru, la friction sur tel ou tel point de détail. Une collaboration intelligente dans l'œuvre purement technique, une compréhension juste et nuancée des possibilités d'ordre économique et social intéressant la branche de production dans laquelle chacun se trouve employé, devient une condition absolue, non pas seulement de progrès, mais de simple survie. Les industries, publiques ou privées, ont ainsi besoin de concours innombrables, où la conscience de l'œuvre à accomplir remplace à tous les degrés la simple obéissance. C'est là un changement dont les derniers tenants de la conception du patronat de droit divin ont aujourd'hui le sentiment, au même titre que les plus modernes de leurs concurrents. Ils découvrent qu'ils ne peuvent assurer

la prospérité de leurs affaires qu'en puisant sans cesse dans un vaste réservoir de technicité, alimenté par des affluents chaque jour plus larges et plus nombreux. Et ils ont l'obscur perception d'un désaccord entre les traditions qu'ils s'appliquent encore à défendre, dans lesquelles ils voudraient maintenir leurs fils, et les besoins profonds des entreprises qu'ils dirigent.

Mais l'État, qui devrait être le pourvoyeur général d'énergies et de talents pour les entreprises de tout ordre, le grand inventeur de matière humaine, semble accepter bénévolement que ses chances de découverte demeurent infinitésimales. Le champ dans lequel s'exerce le processus sélectif dont il doit bénéficier est, du fait de certaines entraves d'ordre économique et de certaines cristallisations d'ordre social, si limité que c'est pur hasard quand il s'en dégage quelque personnalité d'élite. Et, même dans ce cas, on ne peut dire que ces personnalités soient les meilleures ou les plus qualifiées de toutes, tant il en est qui ne pourront jamais courir leur chance. La civilisation avance, le progrès marque des points, parce qu'il offre aux individus l'attrait d'un intérêt ou d'un gain personnel : il attire ou stimule des énergies qui, pour une raison ou une autre, sont déjà isolées de la

masse ambiante; mais ces dernières ne représentent qu'une part infime du potentiel social. Quels riches noyaux de métal précieux recèle encore cette gangue qui, dès le début, est dédaigneusement rejetée! Que d'esprits curieux et vaillants ne dépasseront pas l'ère des premiers balbutiements!

Il est absurde de dire qu'avec l'organisation présente de l'école, tout individu bien doué peut atteindre aux hautes fonctions de direction. Certes, théoriquement, rien ne s'y oppose. Si vous considérez l'enfant comme une simple entité, dégagée des contraintes et des préjugés que fait peser sur lui son milieu, on ne voit aucun obstacle de droit, aucune interdiction légale dictée par l'esprit de caste qui lui interdise de passer de l'école primaire au collège ou au lycée, de celui-ci à l'Université. Certains palliatifs, comme celui des bourses d'études, donnent même aux classes dirigeantes l'illusion que les choses se passent ainsi. Mais nous savons qu'en fait, pour des raisons les plus diverses, qui tiennent, par exemple, à la répartition de la population sur le territoire national, à la survivance de certains modes de vie ou de traditions anciennes dans telle ou telle branche de la production, neuf enfants sur dix ne pourront jamais dépasser le stade le plus élémentaire, ne recevront

d'instruction que ce qui est nécessaire pour lire un journal ou faire une addition. Il faut déjà beaucoup de conscience et de désintéressement chez les paysans pour qu'ils veillent à ce que leurs enfants fréquentent régulièrement l'école. Un tel effort représente pour eux la limite du devoir social. Vouloir pousser plus loin l'enfant dont le maître a décelé les aptitudes ou l'originalité d'esprit, c'est se heurter à des obstacles d'ordre matériel, la plupart du temps infranchissables. Le collège ou l'École primaire supérieure sont presque toujours hors d'atteinte du village. La pratique de l'abonnement de chemin de fer ne peut s'établir que sur la périphérie des villes. L'idée de l'externat doit être ainsi bannie. Quant à l'internat, il dépasse les ressources de la plupart des budgets paysans, surtout dans un pays de petite propriété comme le nôtre. Le seul cas où la poursuite des études de l'enfant représentera pour les parents une opération blanche, sera celui où l'État éduquera et nourrira à ses frais son futur agent, comme cela se fait dans les Écoles normales d'instituteurs. Mais il est cent autres fonctions qui exigent des individus aussi qualifiés.

Nous voyons qu'ainsi, dès le départ, sur ces éléments riches et plastiques que nous fournissent

directement les sources de la vie, sur ces éléments qui représentent un immense *possible*, la sélection éducative ne s'exerce pas. Si un enfant sur dix — et ceci est vrai du monde artisanal comme du monde paysan — rompt le cercle dans lequel il se trouve enfermé, ce ne sera pas en vertu d'une décision de la collectivité, mais parce que des raisons d'ordre purement social l'auront favorisé : aisance relative, ambition des parents, situation de fils unique, etc., etc. Il n'aura, certes, pas été le plus mauvais de sa classe, mais rien ne garantit qu'il en était le meilleur, rien ne garantit surtout, étant donné que les facultés les plus agissantes sont souvent celles dont l'apparition est le plus tardive, qu'il n'eût été de beaucoup dépassé, à l'heure décisive, par les autres bambins qui auront continué à vaquer aux travaux de la ferme. Il en résulte qu'une opération dont dépendent en fin de compte les destinées de l'État moderne, qui devrait être conduite logiquement, passionnément, par ceux qui veillent sur celles-ci, se trouve dès le début radicalement faussée. Il en résulte que ledit État, ayant laissé échapper le meilleur de la substance qu'il va être appelé à brasser, verra s'exercer contre lui toutes les probabilités, et que son équipement technique, tout impressionnant qu'il semble, demeurera, en

tant qu'il dérive de la libre action des intelligences, la simple parodie de ce qu'il aurait pu être.

J'entends bien que, dans une certaine mesure, des forces de suggestion dépassant de beaucoup celles qui agissent sur l'étroit milieu où le petit rural se trouve enclos, s'exerceront tôt ou tard sur lui, que le moment viendra où ses prises de contact avec les gens, les spectacles, les idées de la ville se feront de plus en plus nombreuses et où leur attraction pourra être telle qu'elle l'arrachera définitivement au village. Mais une excitation, durable ou passagère, voire même un changement brusque d'occupations, ne peuvent suppléer au développement continu que l'État éducateur doit avoir pour but. Il n'y a pas alors de sélection, bien au contraire. Ceux qui cèdent à l'attrait de la ville ne sont pas nécessairement les plus intelligents ni les plus forts; ce sont tout aussi bien ceux qui poursuivent le moindre effort ou dont les assises morales sont les plus chancelantes. L'exode rural met à la disposition des industries, des magasins, des banques, la foule des manœuvres ou des agents d'exécution dont ils ont besoin, mais cette foule est stagnante, le levain de l'éducation n'agit plus sur elle, la pensée a cessé d'être chez elle en mouvement; cantonnée dans des besognes qui, à quelques excep-

tions près, demeureront toujours subalternes, elle ne se distinguera de ceux que la terre a gardés que par une nouvelle façon de s'habiller, par une émotivité plus vive, par une réponse plus prompte aux appels des manipulateurs d'opinion.

Remarquons, d'ailleurs, que si les chances qu'ont ces derniers éléments de participer au processus éducatif sont à l'heure présente très réduites, leurs besoins spirituels s'accroissent, en même temps que s'opère leur intégration économique à l'État moderne. Or, cette intégration est un fait, un fait d'ordre presque révolutionnaire. Sans doute, dans un pays de propriété morcelée comme le nôtre, la technique de la culture ne se modifie pas avec la même rapidité que la technique industrielle. L'emploi de la machine reste l'exception, et par suite l'individu n'a pas à résoudre les mille petits problèmes d'ordre pratique, à se tenir au courant des multiples inventions de détail qui préoccupent aujourd'hui nombre de citoyens. Il n'empêche que cette forme de production, demeurée techniquement individuelle, est de plus en plus liée à des phénomènes économiques d'ordre mondial. La fourniture des engrais, le ramassage des denrées, par exemple, sont réglés par de puissants organismes dont le paysan sera de plus en plus astreint



---

---

L'ÉCOLE UNIQUE



à connaître le fonctionnement. Il devra, dans une certaine mesure, chimiste, statisticien, savoir décomposer en ses temps principaux la grande opération qui relie la ferme au consommateur. Le marchandage lui-même tend à devenir une science qui ne s'accommode plus des roueries d'autrefois. On peut donc prévoir que si l'État se refuse à ouvrir spontanément les voies permettant à tous les esprits qualifiés d'atteindre à un degré de culture plus haute, une pression, dans un avenir plus ou moins proche, s'exercera sur lui, dont il lui faudra bien tenir compte. Il aura notamment à se demander si l'obstacle constitué par l'éloignement où se trouve la cellule rurale du grand centre ne peut pas être tourné, si, par des procédés hier encore inconnus : radiophonie, télévision, cinématographe parlant, il ne pourra distribuer le savoir comme dans beaucoup de campagnes il distribue l'énergie. En tout cas, le premier soin de l'État doit être de veiller à ce que les mille filets qui descendent des terres paysannes puissent rejoindre le grand fleuve qui fertilise toute notre civilisation, elle-même fondée sur l'esprit de recherche, et, si cet effort s'avère infructueux, d'empêcher que les jeunes esprits auxquels un hasard heureux a permis d'échapper au massacre des innocents ne se

heurtent pas, dès le lendemain de leur sauvetage, à un mur érigé par l'esprit de caste. Un raccordement parfait entre les trois ordres d'enseignement, un ajustement des programmes, une coordination des méthodes, permettant à l'enfant, en quelque lieu qu'il ait été initié, de poursuivre sans heurt et sans perte de temps, son effort, est une nécessité que seuls peuvent nier des hommes aveuglés par la passion ou accrochés à leurs privilèges.

Or, ce raccordement hier encore n'existait pas. Son absence, dans des pays comme les États-Unis, où règne en matière d'enseignement un empirisme désordonné, ou comme l'Angleterre, où les grandes écoles secondaires, ainsi que les plus anciennes Universités restent les chasses gardées de l'aristocratie ou de la haute bourgeoisie, n'était pas trop fait pour surprendre. Mais qu'on ait négligé d'y pourvoir dans un pays comme la France où l'enseignement primaire est sorti tout armé de la pensée du législateur, où d'un trait de plume les programmes de l'enseignement secondaire ont été à plus d'une reprise bouleversés, où d'un seul coup tous les grands centres provinciaux ont été dotés d'universités modernes et autonomes, voilà qui dépasse l'entendement. Comment, si les pouvoirs publics n'avaient eu en vue que le développement

de l'esprit de l'enfant, que la mise en valeur progressive de ses facultés, comment, si tout un ensemble de pressions, de préjugés, de résistances ataviques n'avait infléchi ou retardé leurs décisions, la nécessité de cette œuvre d'unification ne leur serait-elle pas apparue?

Les faits sont pourtant là, et il faut être de mauvaise foi pour nier que, d'un bout à l'autre de notre système d'éducation, le dualisme entre l'enseignement-connaissance et l'enseignement-culture se révèle de façon flagrante. D'un côté, l'école primaire, dirigeant les plus aptes de ses élèves vers des écoles professionnelles ou techniques, d'où ils sortiront préparés au gouvernement des choses. De l'autre, le collège ou le lycée, dirigeant les siens vers les Facultés ou les Grandes écoles, c'est-à-dire vers le gouvernement des hommes. D'une part, l'État technique, de l'autre, l'État administratif, dressés l'un contre l'autre. Opposition, dont les effets peuvent être tragiques, d'un enseignement sur lequel les idées n'ont pas de prise et d'un enseignement sans contact avec la vie, ou alimenté par un courant d'idées trop souvent périmées.

Ainsi, dès le départ, parce que vous avez réduit pour ces enfants aux facultés infiniment variées,

qui sont les uns des réalistes, les autres des imaginatifs, le champ de l'expérience décisive qui précède l'entrée dans la vie proprement dite, vous voilà encombrés d'éléments qui ne trouveront jamais leur vraie place. Vous condamnez des gens qui sont nés chefs, qui ont par nature l'autorité et le tact requis pour la direction des ensembles humains, chez qui l'esprit public restera toujours en éveil, à rester en contact avec la matière, à ne connaître de lois que celles qui régissent cette dernière. Vous encombrez par contre l'État légiste, l'État administrateur, l'État politicien, d'individus auxquels une culture a été imposée, qui ne l'ont reçue qu'à leur corps défendant, que leurs aptitudes, en même temps que leurs préférences secrètes, portaient vers des besognes plus concrètes, et qui, dans le cadre d'un métier purement manuel ou dans les branches inférieures mais profitables du négoce, auraient pu concourir utilement à l'œuvre nationale.

Les ponts lancés entre les trois ordres d'enseignement s'avèrent à l'usage comme des plus fragiles. On doit, en tout cas, constater que très peu de monde y passe, et que les quelques-uns qui s'y aventurent se trouvent, sur l'autre rive, singulièrement dépaysés, alourdis par leurs débuts,

astreints à des efforts épuisants pour rejoindre leurs condisciples mieux préparés. C'est qu'il ne s'agit pas d'un simple retard que quelques veillées peuvent combler. On s'est alarmé, par exemple, chez les partisans de l'École Unique, de l'avance qu'ont en latin, les élèves des classes élémentaires de nos lycées sur leurs petits camarades primaires passés au secondaire après le certificat d'études. Souci respectable, certes, mais non primordial. Ce dont les seconds auront à souffrir, ce n'est pas de la légèreté de leur bagage, mais du sceau particulier dont ils se trouveront marqués, c'est du contraste qui s'établira entre le fonds positifs de connaissances dont ils se trouveront nantis, connaissances ayant leur fin en elles-mêmes, directement utilisables, susceptibles d'accroissements purement quantitatifs, simple matière assimilée, et l'orientation déjà donnée aux jeunes esprits qui les entoureront par des maîtres plus soucieux de l'instrument qu'ils ont à perfectionner que des usages auxquels celui-ci pourra être soumis.

Ce qui est vrai du lycée, au moment où s'achève le cycle des classes élémentaires, l'est de l'Université au point où son enseignement se raccorde aux études secondaires. Un système de plus en plus étendu d'équivalences entre les diplômes qui sont

dans le prolongement du primaire et le baccalauréat tend à faire entrer de plain-pied dans certaines Facultés des éléments qui n'ont pas suivi la filière traditionnelle et chez qui l'esprit de recherche s'est développé hors du stimulant, des disciplines des vieilles humanités ou même de ces « humanités modernes » que les plus récentes réformes ont introduites dans nos lycées. Mais, outre que ces équivalences ne s'appliquent pas à celles des Facultés : Lettres, Droit, Médecine, dont les études font obligatoirement place à la langue et à la civilisation latines ou présupposent une connaissance suffisante de ces dernières, elles ne résolvent pas le problème essentiel : celui de la fusion des éléments qu'elles visent à identifier. Chacun garde la marque de ses origines. Des confluent se trouvent établis, mais les eaux, bien après leur rencontre, gardent une coloration distincte. Le courant-connaissance et le courant-culturel ne se marient pas, même quand le second se trouve inférieur au premier, en volume, en vigueur et en qualité. Le plus obtus des fils de famille garde ainsi sur le plus intelligent des enfants du peuple un avantage indéniable. Mis en face d'un texte, texte de loi ou texte littéraire, son esprit ne dispose pas du même appareil critique. Le premier s'est rendu maître des faits et des idées

en les disséquant, en les rapprochant, en établissant entre eux des rapports plus ou moins subtils, le second en les enregistrant tels quels.

Le devoir suprême de l'État moderne, c'est de maintenir ouverte pour tous la grande route de la recherche, de faire de tout homme un inventeur, de l'aider à franchir les limites qui séparent le domaine du connu de celui de l'inconnu. L'invention scientifique n'est elle-même, à l'encontre de ce que croit la masse du public, qu'une des provinces de ce domaine. Elle entretient la vie de l'État au même titre que l'invention littéraire, politique, artistique. L'enseignement ne sera pas unique, dans le sens qu'un même moule pourra contenir tous les esprits. Mais il doit tendre à ce que chaque type d'esprit puisse, de bout en bout du processus éducatif et en dépit de tous les transbordements, développer les vertus innées qui lui donnent sa saveur, son originalité. L'École doit surtout être unique dans le sens *que la culture doit être infuse dans la connaissance*, et cela dès le premier stade. En rendant impossible l'exploitation directe d'une classe, passive parce qu'illettrée, par une autre classe qui possédait par droit de naissance le privilège de puiser largement aux sources du savoir, l'État n'a accompli qu'une partie de sa tâche. Il

lui reste maintenant à mettre fin à l'antagonisme de ceux qui *savent* et de ceux qui *comprennent*, à entretenir à l'intérieur de tous les cerveaux le mouvement qui s'oppose aux cristallisations trop rapides, aux conclusions trop sommaires, à ajuster ses méthodes et ses programmes de telle sorte que la matière vraiment riche que lui fournit l'afflux populaire soit soumise à l'action d'un levain analogue à celui qui donne encore à des hiérarchies dont le rôle actif n'apparaît plus l'ombre d'une justification.



## La nouvelle Querelle des Humanités.

**N**ous avons cherché à montrer que l'un des traits qui distinguent le plus l'époque présente des âges précédents, c'est le don absolu, sans réserve, que fait l'individu de lui-même dans l'exercice de la fonction qu'il occupe. Certes, nous vivons dans un temps de prodigieux accomplissements, mais ce n'est pas à un simple accroissement de puissance ou à la multiplication de nos besoins que l'existence contemporaine doit son caractère plus tendu, plus ardent. C'est le ton social lui-même qui s'est modifié. Il ne laisse plus de place au dilettantisme. Personne ne se console plus d'avoir à agir, en traçant dans les régions que la vie quotidienne n'atteint pas des arabesques gracieuses. Le repos dont nous avons besoin, nous l'appelons repos, nos divertissements sont des divertissements. Pour le reste, nous sommes tout à ce que nous accomplissons. Et, ce faisant, un grand nom-

bre d'hommes, ceux-là mêmes qui donnent sa configuration à l'État moderne, obéissent à un mobile plus élevé que la simple poursuite d'un enrichissement personnel. L'industrie, le commerce, la banque ont engendré une certaine mystique. L'individu ne cesse plus d'être créateur ou organisateur au moment précis où ses besoins, ainsi que ceux des siens, ont reçu satisfaction. L'effort, dans nos sociétés dynamiques, est prisé pour lui-même, l'activité humaine s'apparente de plus en plus aux grands courants qui agitent la matière. Il n'est que très peu de gens dont l'idéal soit maintenant de se retirer après fortune faite.

Mais le grand danger pour l'État moderne, c'est de perdre en humanité ce qu'il gagne en puissance. Le grand danger, c'est que la prodigieuse agitation à laquelle est soumise le monde économique fasse de nous des forces inconscientes, se précipitant vers les chances que leur offre le hasard ou le progrès de la technique, c'est que l'esprit, porté vers les seules réalisations, oublie les règles qui président à son fonctionnement, cède au danger des fausses ou hâtives généralisations, ne sache distinguer le fait accidentel du fait essentiel, se montre incapable d'analyse aussi bien que de synthèse. L'État moderne n'a pas à compter sur les hommes

qui, selon la formule d'un auteur dramatique, sont trop grands pour eux-mêmes. Mais il ne peut attendre beaucoup d'hommes qui ont perdu le sens de leur identité.

Nous ne voulons plus qu'aucun de nous se considère comme supérieur à ce qu'il accomplit, mais nous voulons que l'homme demeure l'homme. Nous demandons qu'il soit constructeur de ponts, destructeur de miasmes, créateur d'entreprises, avec le même zèle, avec la même foi qu'il était jadis porté vers la Croisade. Mais nous n'acceptons pas qu'il fasse corps avec le métal qu'il plie, avec l'onde qu'il dirige, avec les sels qu'il combine. Comment concilier ces deux exigences? Par quelles disciplines conserverons-nous à cette créature, qui doit, avant tout, répondre à l'appel de son temps, son unité, son fonds d'éternité? Quels modèles, quels exemples lui offrir pour qu'en dépit de son effort de spécialisation, elle reste et se sente, en ses traits essentiels, semblable aux autres hommes?

C'est d'une préoccupation voisine de celle-là qu'est né en ces dernières années le conflit d'idées et de doctrines que l'on pourrait appeler : « La Nouvelle Querelle des Humanités », s'il ne s'était développé dans les limites étroites d'un réajustement de programmes scolaires, touchant d'ailleurs

au plus désuet, au plus anarchique de nos trois ordres d'enseignement. On eût aimé qu'après avoir tant créé, tant accompli, qu'après avoir bouleversé la technique de la production et celle des échanges, le monde fît halte un moment pour procéder à l'inventaire des valeurs intellectuelles qui avaient soutenu, rendu possible son action. De même, au Grand Siècle, en plein travail d'organisation administrative, on s'était demandé quelle était la valeur respective des Anciens et des Modernes. Mais ce débat loyal fut esquivé. Chacun avait pris d'avance ses positions, et personne ne parlait la même langue. On vit se heurter la politique et la philologie. Des ministres aux aspirations académiques affrontèrent des auteurs de doctes ouvrages démontrant que le français ne devait rien au latin. Le tout pour savoir si l'on contraindrait les petits grimauds de sixième à décliner *rosa*, la rose, en leur laissant, d'ailleurs, la faculté d'abandonner au premier tournant Virgile et Tacite. On s'injuria, on se menaça copieusement, puis chacun s'en alla coucher.

Dérisoires furent les épisodes du combat, et cependant chacune des parties engagées sentait que l'enjeu était sérieux. C'étaient bien deux tendances qui s'affrontaient, deux tendances qui, à nos

yeux, devraient être complémentaires, mais qui étaient représentées par des hommes décidés à ne rien céder des avantages associés, d'un côté à l'avance indéniable de la technique, de l'autre à la survivance chez une bourgeoisie, jalouse de ses privilèges, de certaines traditions culturelles. Si bien qu'au lieu de rechercher en commun, à la lumière d'un examen franc et lucide, par quelles méthodes, par quels instruments, l'intelligence pouvait être mise au cœur de toute action, la technique humanisée, chaque camp s'ingénia à élargir le fossé qui semble séparer le « réalisme » du « classicisme ».

Pour le premier, tout retour offensif des langues mortes était un coup porté à l'esprit de recherche objective, la subordination du fond à la forme. Pour le second, le raffermissement des disciplines classiques était une dernière barrière opposée aux entreprises d'une barbarie scientifique, uniquement éprise de rendement, dédaigneuse des valeurs purement esthétiques. Les mêmes impatiences engendraient la même intransigeance. Il y avait dans chaque parti une ombre de mépris pour l'autre. Un monde fils de ses œuvres était dressé contre un monde fier de son dernier lambeau d'héritage. Les préoccupations culturelles

traduisaient le désir secret de maintenir intactes les anciennes hiérarchies.

Ce que des esprits de bonne foi eussent d'abord perçu, c'est que le débat ne pouvait être ramené aux proportions d'un conflit opposant des valeurs strictement esthétiques. Il nes'agissait pas de savoir si textes grecs ou latins apportent à la moyenne de nos contemporains des jouissances plus pures ou plus élevées que celles qu'ils peuvent tirer de leur littérature nationale ou de littératures reflétant des civilisations qui se sont édifiées sur les ruines du monde antique. Ce sont là préférences secrètes, qui ne touchent pas plus à la vie de l'État que celles qui s'expriment dans l'ordre de la musique, de l'architecture ou de la peinture. Pas plus que la poursuite d'un certain purisme dans l'expression, écrite ou verbale, dont de fréquents exemples montrent, du reste, qu'il peut être atteint par la fréquentation des auteurs nationaux, ne saurait contrebalancer les inconvénients qu'il y a à couler toutes les intelligences dans un même moule. Cette dernière justification ne vaudrait, d'ailleurs, que pour les pays de langue romane et laisserait en dehors du débat la moitié du monde occidental. Pas davantage ne peut-il s'agir d'assurer aux bénéficiaires du confort, des raffinements de tout ordre

qui sont liés à la possession prolongée d'avantages économiques et sociaux, une marque distinctive de plus. Ce qu'il importe seulement de déterminer, c'est si entre le monde d'aujourd'hui et le monde antique les analogies sont plus fortes que les divergences, c'est si notre humanité, brimée par des besoins trop concrètes, se redresse, allègre, au contact des littératures grecque et latine, si l'idéal de ces dernières s'accorde avec celui que nous poursuivons en secret. En un mot, le classicisme a-t-il une valeur actuelle ou une valeur de survivance, nous aide-t-il à nous mieux comprendre et à projeter plus de clarté sur l'univers dans lequel nous nous trouvons englobés, ou bien ne traduit-il que la réapparition, sous une forme culturelle, de tendances purement conservatrices, analogues à celles auxquelles, dans l'ordre politique et économique, les volontés constructives se sont, depuis un siècle, tant de fois heurtées?

C'est donc en pleine vie que nous devons nous placer, en suivant tous les courants dont la vie moderne est agitée, et en nous souvenant aussi que, dans l'histoire des idées ou de la littérature, les retours vers l'antiquité n'ont jamais été des retours vers le passé, mais sont au contraire associés à une efflorescence de forces neuves, à des mou-

vements qui sont révolutionnaires en leur essence. C'est ainsi qu'à l'époque de la Renaissance l'esprit occidental, fatigué par des exercices d'école, a pu reprendre confiance en lui-même, a mis fin au morcellisme intellectuel du moyen-âge et de la féodalité, et que toute l'Europe pensante a communiqué dans les mêmes curiosités, les mêmes admirations. Pour limité que fût le champ d'expérience de l'antiquité payenne, il y avait là pour l'homme de la Renaissance une immense avance. La connaissance des chefs-d'œuvre de la Grèce et de Rome était liée à toutes les griseries de l'esprit, aux anticipations les plus téméraires. Erasme, Rabelais, Bacon furent, en même temps que des humanistes, des révolutionnaires. L'antiquité était moins pour eux un retour vers des temps lointains que l'annonce d'un temps nouveau. Cette Renaissance, toute littéraire, était, d'ailleurs, incluse dans celle qui donna à l'Europe ses navigateurs, ses constructeurs de villes, ses destructeurs de hiérarchies ecclésiastiques. Tous eussent bien ri des efforts que certains font aujourd'hui pour donner, par le truchement du grec et du latin, une dernière leçon de maintien aux fils de la bourgeoisie et à consolider ce qui leur reste de style. Et ce qui est vrai de la Renaissance l'est des temps qui marquèrent



l'approche de notre révolution. La Grèce et Rome, c'est, pour les Révolutionnaires, l'exemple des hommes qui ont péri pour la liberté, ce sont les vertus civiques dressées contre la tyrannie.

On objectera que l'étude des littératures classiques n'a pas eu à toutes les époques cette valeur de stimulant. Mais du moins fournissaient-elles à une élite, vouée presque exclusivement aux fonctions administratives ou légales, un fonds utile de préceptes, en même temps que l'embryon d'une philosophie. Leur influence était alors modératrice. Elles offraient à l'homme l'idéal d'une vertu moyenne, le mettaient en garde contre les maux qui découlent du jeu trop libre des passions ou d'un amour inconsidéré des richesses. Dans une certaine mesure, elles imprégnaient la vie de tous ceux qui bénéficiaient de cette sorte de culture. Elles donnaient à l'esprit ce pli particulier, qui l'induit à placer toute vérité révélée par l'expérience personnelle sous la garantie, et comme sous la protection, d'une vérité d'ordre général.

Mais, pas plus que l'esprit moderne ne retrouve dans Athènes et dans Rome une patrie, il ne subit la discipline des littératures grecque et latine. Il le peut d'autant moins que l'instrument linguistique utilisé par les deux grands peuples médi-

terranéens n'est plus manié à l'heure présente que par une minorité de spécialistes. Il faut se rendre à l'évidence, à une évidence qui a du mal à s'imposer aux hommes qui ont dépassé la cinquantaine. Même dans celles des sections de notre enseignement qui font une large place aux humanités classiques, l'étude du latin et du grec se réduit aujourd'hui à quelques pénibles exercices grammaticaux. On ne s'assimile plus la substance d'Homère et de Tacite, on ne cherche même pas chez eux une leçon de style. On se contente de « construire » des phrases extraites d'Homère et de Tacite. Tous ceux d'entre nous qui ont la pratique des examens diront que l'on est très reconnaissant au candidat capable de retrouver son sujet et ses compléments, d'isoler la principale de ses subordinées. Neuf fois sur dix l'adolescent se livrera, sous les yeux d'un examinateur qui a pris l'habitude de ne s'étonner de rien, à une épreuve de mots-croisés.

C'est un état de fait que l'on peut déplorer, mais qui doit fournir un premier sujet de méditation à ceux qui voudraient généraliser l'étude des langues mortes et qui s'obstinent à voir en elles le premier des agents culturels. Si le grec et le latin agissaient sur l'homme d'aujourd'hui dans la mesure où ils agissaient sur l'homme de la Renaissance ou du

xviii<sup>e</sup> siècle, il y aurait avantage à en étendre l'enseignement à toute la jeunesse studieuse. Non seulement il devrait être rendu obligatoire au lycée, mais même l'école primaire devrait lui faire une place en ses programmes. Mais si l'on peut souhaiter que tout le monde vienne s'abreuver à une source vive, on ne saurait exiger que tous les fronts se courbent devant un simulacre. Ce n'est ni la faute des maîtres, qui n'ont jamais été plus qualifiés, ni celle des horaires, qui n'ont jamais été plus chargés, si la jeunesse tourne le dos à tout ce qu'Athènes et Rome ont adoré et si des langues, jadis aussi familières à l'élite que l'idiome maternel, prennent un caractère de plus en plus ésotérique.

C'est que l'idéal des hommes se modifie, en même temps que se créent de nouveaux foyers d'attraction. C'est que nos sociétés témoignent d'un prodigieux dynamisme, alors que la Grèce et Rome nous offrent une conception toute statique de la vie. L'ordre, l'équilibre que leurs philosophes ou leurs artistes cherchaient à introduire dans l'existence humaine n'ont plus d'attrait pour les aventuriers que nous sommes devenus. Si l'on ne craignait de verser dans le paradoxe, on pourrait aller jusqu'à dire que les peuples migrants, les

nomades de l'histoire, sont aujourd'hui plus près de nous. Nous nous sentons libres et responsables, alors que le Grec admettait que sa vie fût réglée par le destin. Nous croyons à la *réalité* du monde au milieu duquel nous vivons, alors que la pensée grecque, en son dernier état, ne voyait dans les formes qu'illusion. Quant à Rome, le modèle de civilisation qu'elle nous offre est à l'opposé de celui vers lequel nous tendons. Il est lié au triomphe de l'Etat purement administratif, soucieux de maintenir entre individus des rapports juridiques ou de faire régner la paix sur les peuples vaincus. Nul souci des forces économiques en formation, nul essai d'ajustement des antagonismes sociaux, dont on sait qu'ils entraînèrent finalement la ruine de l'Empire. Rome, l'administration romaine, habile et implacable, ont pu longtemps s'imposer à l'admiration d'une élite européenne dont la fonction était, non de créer, mais de diriger, non d'innover, mais d'établir un statut légal à l'intérieur d'un monde qu'elle croyait définitivement constitué. Mais nous savons tous que cette élite se trouve graduellement dépossédée dans l'Etat technique d'aujourd'hui. Ajouterons-nous que les préoccupations culturelles laissaient indifférente la puissance romaine, qu'elle n'apparurent qu'avec sa

décadence? Or, le premier des postulats adoptés par l'Etat moderne, c'est que là où l'esprit de libre recherche ne peut s'exercer, là où il n'est pas stimulé par tous les moyens, il n'y a bientôt plus que paralysie et déclin.

Et puis, entre nos besoins, nos aspirations et ceux du monde antique, il y a des oppositions plus subtiles encore. Tandis que nous concevons l'ordre social, non plus sous une forme stable, mais comme dynamique, notre conduite privée est liée à une conception pragmatique de la vie. Les vérités trop générales sont pour nous sans applications. Nous supportons avec impatience tout ce qui revêt un caractère proverbial. Nous découvrons de plus en plus que les relations entre individus découlent d'ajustements délicats et que notre morale, elle aussi, implique une mise au point continue. Une des caractéristiques de notre époque est, en outre, le courage, la généreuse impudeur, avec laquelle est abordé le problème sexuel. Or, pour tout ce qui touche aux relations de l'homme et de la femme, la Grèce et Rome ne nous offrent que des solutions dérisoires.

Reste la langue. Nous avons vu que, dans l'organisation présente de notre enseignement, il n'y a qu'une minorité d'élèves capables de dégager la

valeur esthétique du grec et du latin, et que l'étude des plus beaux textes antiques se réduit à une gymnastique grammaticale. J'admets que l'absurde « bourrage » des programmes de notre enseignement secondaire soit en partie cause de cet abaissement et que, dès l'instant où l'histoire n'apparaît plus à nos adolescents que comme une accumulation de faits et de dates et la géographie comme une nomenclature, il n'y a pas de raisons pour que la période latine soit pour eux autre chose qu'un composé de mots répartis par la main du hasard. Il n'empêche qu'une jeunesse éprise d'action, soucieuse de se pousser rapidement dans la vie, ne voit dans le latin — le Grec n'étant plus du ressort que de la pure érudition — qu'une langue ayant survécu à tous les usages sociaux qu'on en pouvait tirer. Personne, dans nos communautés d'aujourd'hui, ne pense en latin, n'écrit en latin, ne parle latin. Le latin a cessé d'être l'instrument de communication des élites savantes de pays à pays. Ni les traités ni les actes publics ne sont plus rédigés en cette langue. Je ne veux pas même faire mention du divorce qu'il y a entre la phrase qui sert de véhicule à la pensée d'aujourd'hui, directe, incisive, marquant des prises de contact brutales et fulgurantes avec le monde exté-

rieur, et la période latine, organique, déployée, chargée d'incidentes, tendant vers un crescendo. Le triomphe de la latinité est associé à celui de la rhétorique, et l'esprit moderne se détourne visiblement de ce genre littéraire. L'art purement oratoire est en voie d'aller rejoindre les tentures et les bois incurvés que notre siècle, considérant l'usage en toutes choses, a relégués au grenier. Il ne sera bientôt plus l'apanage que du politicien professionnel, lequel vise à émouvoir plus qu'à convaincre.

Remarquez qu'en refusant de voir dans les langues et les littératures classiques l'instrument culturel qu'il faut à notre civilisation si elle ne veut faire corps avec ses œuvres, si elle prétend tenir éveillées chez l'homme les curiosités vraiment nobles et désintéressées de l'esprit, nous n'entendons nullement fermer aux jeunes esprits l'une des plus magnifiques provinces du savoir humain. Nous voulons seulement que le passé apparaisse comme le passé, et que ceux qui l'exploreront agissent, non par contrainte, mais en vertu d'une attraction véritable. Longtemps encore les études latines et grecques détermineront des vocations, longtemps historiens et philosophes se demanderont les raisons de l'essor et du déclin

des deux grandes civilisations méditerranéennes, longtemps philologues et grammairiens rechercheront comment le latin, langue synthétique, a pu fournir une partie de sa substance au français, langue analytique. Longtemps surtout nos jeunes légistes — et pour eux la faculté pourra devenir obligation — voudront trouver dans nos institutions juridiques un reflet de celles de Rome. Mais il ne pourra s'agir là que d'un choix, dans lequel l'État moderne n'aura pas à intervenir et qui marquera déjà un effort de spécialisation. Bien entendu, on ne peut concevoir d'enseignement historique ou littéraire dans lequel la Grèce et Rome n'occuperont pas une place honorable, en rapport avec l'influence que l'une et l'autre ont exercée sur les destinées de l'humanité, mais cette place n'aura rien à voir avec la primauté que certains voudraient instituer. En tout cas, le jeune homme ne deviendra helléniste ou latiniste qu'à l'âge où l'écolier commence à faire place au savant.

En réalité, dans nos préoccupations culturelles, nous nous laissons trop dominer par l'idée d'une discipline unique. Nous cherchons une culture extérieure au savoir, alors que la culture n'agit vraiment que si elle est incluse dans le savoir. On peut pousser très loin des études latines, comme



on peut pousser très loin des études mathématiques, sans être jamais cultivé, sans jamais être un homme. Être homme, c'est comprendre en vue d'admirer, c'est avoir Ariel comme conseiller. Ou pour parler un langage plus scolaire, c'est mettre la philosophie au cœur de tout enseignement. L'une des absurdités de notre enseignement secondaire, c'est qu'il place la philosophie à la fin des études, qu'il la détache, en la spécialisant, des connaissances qui, pendant six ans, ont été imparties à l'enfant, qu'il en fait une sorte de postiche spirituel. Avec nos programmes, l'homme n'apparaît qu'au moment où le récit est bien près de se clore. Or, il n'y aura d'humanités que si l'homme est présent dès le début, que si chaque maître est le philosophe de son enseignement. Dans les écoles de l'État moderne, la philosophie ne parlera plus un langage barbare et les abstractions au milieu desquelles elle se meut présentement et qui sont trop souvent un piège pour l'esprit en seront bannies. On disposera en quelques heures de Kant, de Leibnitz et de Spinoza — dont l'étude mérite, certes, d'être conduite très loin, mais ailleurs — par contre, le drame de la terre, le drame des espèces sera révélé à l'adolescent à mesure qu'il avancera dans la connaissance de la géologie ou de la zoolo-

gie. La littérature, dont, bien entendu, on mettra au premier plan les valeurs esthétiques, fournira l'objet de vastes synthèses spirituelles, en même temps qu'elle permettra de pousser très avant la revue des mobiles humains. Les faits historiques apparaîtront comme reliés à l'édification d'une morale sociale. La chimie ne révélera plus seulement au jeune homme la composition des corps, mais elle le fera pénétrer dans le domaine, encore mystérieux, de la composition intime de la matière, avec ses rayonnements et ses prodigieuses réserves d'énergie. Les mathématiques ne seront plus pure affaire de théorèmes, mais une occasion pour l'esprit de prendre conscience de ses propres lois. La géographie oubliera un moment cours d'eaux et reliefs, pour indiquer la cause des grands courants migrants, les raisons éternelles de la politique des hommes, pour insister sur les phénomènes qui provoquent l'antagonisme des groupements ethniques ou qui tendent à le réduire. C'est sous cette forme, et sous bien d'autres, que la culture interviendra au cœur même de la connaissance. Au lieu d'offrir à l'enfant des modèles immuables, fournis par des civilisations à jamais disparues, le maître — qui, quelle que soit sa spécialité, sera, répétons-le, un philosophe — lui

montrera quelles acquisitions jalonnent la route parcourue par l'entendement humain. Et quand je parle du maître, je pense au maître primaire, aussi bien qu'à son continuateur du collège ou du lycée. Il peut y avoir des philosophes pour tout petits enfants : la mère elle-même n'est-elle pas la plus douce des philosophes? L'instituteur peut s'ingénier — beaucoup s'y ingénient déjà — à ce que chaque leçon soit une leçon de choses, soit prétexte au seul véritable enseignement, à celui qui, loin de contraindre l'esprit à rebrousser chemin pour retrouver derrière lui le modèle de toutes les perfections, lui donne le goût passionné de son temps et tient grandes ouvertes pour lui les routes de l'avenir.

## VI

### **La formation des élites et l'état moderne.**

**I**L y a deux façons de concevoir le rôle des élites. La première est celle que l'on peut qualifier d'Olympienne. Au-dessus d'une humanité vaquant à ses occupations courantes, mue par des besoins élémentaires, assaillie, tenue en éveil par de pénibles ou douloureuses réalités, on peut imaginer une classe à l'esprit et au corps harmonieusement développés, soumise à des disciplines qui ne dérivent pas d'une contrainte extérieure, une classe aux activités désintéressées et aux yeux de laquelle culture et désintéressement créent un droit au commandement. En regard de cette élite douée de vertus spécifiques et dont tous les nombres accusent, plus ou moins accentués, les mêmes traits, sont liés par une franc-maçonnerie d'esprit ou de manières, on en peut envisager une autre, diverse par ses origines et sa composition,

cherchant, non à s'isoler, mais, bien au contraire, à tirer un large parti de toutes les possibilités que lui offre la vie contemporaine, mettant son empreinte sur tout ce que cette dernière apporte de positif. Elle n'est caractérisée ni par un certain tour d'esprit ni par l'accomplissement de tâches particulières, mais par un levain qu'elle introduit dans toutes ses activités fonctionnelles, levain qui l'élève au-dessus de la tâche brute, du geste machinal. C'est de cette élite, et d'elle seule, dont a besoin l'État moderne.

Nous avons si longtemps vécu sur les traditions de l'État militaire et administratif, divisé en défenseurs et en défendus, en gouvernants et en gouvernés, que nous restons portés à voir dans tout processus éducatif tendant à la formation des élites un processus d'isolement. Maintenir son enfant dans l'élite ou l'y faire pénétrer, c'est conserver ou développer en lui, aux yeux de la plupart des gens, certains traits qui le rendront différent des autres enfants, qui le désigneront comme l'un des futurs représentants de la classe gouvernante. C'est dans ce sens que l'on peut dire que, dans trop de cas, l'éducation est dirigée *contre* quelqu'un, que, tout en faisant place à un système de valeurs positives, intellectuelles ou morales, elle vise surtout à inter-

dire à ceux qui en bénéficient les façons de penser, de s'exprimer ou d'écrire qui pourraient par la suite les faire confondre avec les individus appartenant à des milieux jugés inférieurs. On dit moins souvent à un enfant : « Tu dois parler ou écrire plus correctement », que « Tu parles comme... ou tu écris comme... (Ici une allusion à tel corps de métier, ou à telle catégorie sociale qu'un fossé sépare de l'élite) » On dit moins souvent à l'adolescent : « Nous ferons difficilement de toi un général ou un diplomate » que : « Si tu continues, nous te mettrons en apprentissage ou nous t'enverrons cultiver la terre ». En fait, une élite sans frontières est difficilement conçue comme telle dans un pays de vieilles traditions. Certes, à ces frontières les visites de la douane seront plus ou moins méticuleuses. Si, comme en Angleterre, la formation du caractère compte davantage que celle de l'esprit, si la maîtrise de soi, l'aisance dans les manières, la fréquentation de certains cercles qualifient mieux l'individu que la pénétration de l'intelligence ou la vigueur du jugement critique, elle s'attachera à l'examen de ce que le voyageur porte sur lui plutôt que de ce qu'il porte en lui. Si, comme en France, les éléments dirigeants ont gardé pendant de longs siècles des préoccupations

culturelles, la nature et l'étendue des études proprement dites, la possession de certains diplômes considérés encore comme l'apanage d'une classe, serviront de critère. Mais, dans un cas comme dans l'autre, c'est le même isolement qui sera visé. Le maître, la famille ne croiront avoir atteint leur but que lorsque l'enfant aura été marqué de certains traits distinctifs. Un enseignement accessible à tous perd aux yeux de ces éléments en qui se perpétue le vieil esprit de classe la moitié de son attrait, de même qu'une fonction accessible à tous perd pour eux la moitié de son relief. Peu importe, par exemple, chez nous, que le baccalauréat soit devenu un examen au rabais, peu importe que les deux tiers des jeunes gens qui « feront » ensuite leur droit ne se sentent prédestinés à aucune fonction particulière; baccalauréat et droit conserveront leur lustre pour une bourgeoisie en qui se sont développées les habitudes mentales des privilégiés d'autrefois, et qui n'atteint au sens complet de son identité que dans un antagonisme, tantôt craintif, tantôt féroce, à l'égard des forces ascendantes de la démocratie.

L'élite, dans un État qui est constitué de telle sorte qu'une classe ou une catégorie sociale tire sa prédominance du fait que tout le monde s'accorde à

reconnaître les services qu'elle rend, aussi bien que dans un État dont la technique s'est modifiée mais où subsistent les cristallisations sociales d'autrefois, se trouve ainsi strictement délimitée. Peu importe que ses privilèges légaux aient disparu, peu importe que des révolutions, effectuées dans l'intérêt du plus grand nombre, aient égalisé les droits politiques. Dès l'instant où la notion d'une culture distincte continue à prévaloir, dès l'instant où les éléments qui conservent ou qui viennent d'obtenir le contrôle des principales sources de richesse sont décidés à développer chez leurs descendants, par des moyens qui sont hors de la portée du commun des hommes, un tour d'esprit particulier, à les parer d'élégances que ne connaîtra jamais celui qui fait corps avec sa fonction, les idées démocratiques n'ont remporté qu'un semblant de victoire. Des puissances ont pu être ébranlées, mais les rites survivent.

Remarquez que cet isolement serait sans danger, et qu'il fournirait même à un certain type d'homme le moyen de donner toute sa mesure, s'il demeurerait un fait individuel. Il est des esprits dont la destinée est de découvrir graduellement que les mobiles qui agissent sur la plupart de leurs contemporains n'ont pas de prise sur eux-mêmes, et qui ne



progressent que dans une sorte de repliement. Ces esprits sont plus tentés par les principes que par leur application. En eux se continuent les expériences du passé et peut-être seront-ce eux qui donneront à l'avenir ses lois. Ils se tiennent à l'écart des multitudes, et cependant leurs bienfaits se répandent sur ces dernières. Toutes les époques ont connu, toutes ont eu besoin de ces reclus volontaires, qui oublient le monde en s'oubliant eux-mêmes. Des grandes inventions scientifiques, de la magnificence des œuvres d'art nous leur sommes pour une bonne part redevables, et un système d'éducation qui n'éveillerait pas chez quelques âmes cette vocation sacrée ne pourrait être racheté par aucune prétention utilitaire. Mais il y a loin de l'exaltation de dons particuliers, de l'affinement d'esprits qui sont déjà par eux-mêmes affinés, à la préparation, pour ainsi dire globale, d'une classe dirigeante tirée d'un milieu limité et parée d'attributs spéciaux. Tout effort est recommandable qui tend à créer pour l'enfant dont les dons sont exceptionnels des facilités de développements elles-mêmes hors du commun. Mais celui-là est mal venu qui tend à transformer le vaste domaine de la culture en une chasse gardée. Or, une bonne partie de notre enseignement public, et

notre enseignement secondaire tout entier, trahit à cet égard sa mission. N'importe qui peut acheter son droit d'accès à l'élite, comme n'importe qui, au moyen-âge, pouvait acheter, avec des indulgences, un droit d'entrée au Paradis. Cette aberration vient de ce que l'on cherche, non à *dégager*, mais à *former* des élites et qu'un code de connaissances réalise aujourd'hui ce que dans la société d'autrefois réalisait le code du savoir-vivre. Une teinture de latin, un commerce superficiel avec les auteurs français, une manipulation rapide des faits historiques, le tout brassé en vue d'un examen qui décourage moins ceux qui le subissent que ceux qui le font passer, à un degré au-dessus un tête-à-tête de trois ans avec les codes, et voilà le moins éveillé des fils de notre bourgeoisie muni d'un billet pour l'éternité. Il n'est, certes, pas dit que le monde moderne, qui a ses exigences, avalisera ce billet, et le moment viendra sans doute où notre jeune privilégié devra marquer le pas. Soyons cependant convaincus qu'il regardera alors de haut l'univers qui aura réduit ainsi ses chances d'avancement et où, d'ailleurs, nombre d'occupations où il s'agit moins de créer que de faire bonne mine, lui demeureront ouvertes.

Pour cette élite qui n'est à aucun degré le fruit

d'une sélection, pour cette élite qui renforce simplement par des avantages spirituels les avantages économiques d'une classe, quelque étendue et perméable que puisse être cette classe, pour cette élite qui est issue, non d'une volonté présente d'organisation, mais d'un fait historique, l'État moderne n'a pas d'emploi. Qu'on entende bien qu'en lui restant étranger il ne cède à aucune passion niveleuse. Il sait que le dévouement à la chose publique, l'oubli de soi, le culte désintéressé du beau et du vrai sont des vertus trop rares et trop profitables à la communauté pour qu'on ne les cultive pas avec un soin jaloux dès qu'elles se révèlent chez l'individu. Il sait qu'à côté des fausses hiérarchies, fondées sur des survivances économiques ou sociales, existe l'invincible aristocratie des intelligences et des âmes. L'État qui est en voie de construction est moderne, dans le sens que la nature et les relations des éléments humains qui le font vivre, la technique dont il tire sa puissance sont, dans l'histoire du monde, quelque chose de nouveau. Mais sa grandeur véritable, il la doit, comme ce fut le cas de toutes les formes politiques qui l'ont précédé, à une cohorte d'hommes imaginatifs, hardis, véridiques, respectueux du droit d'autrui, amis des belles pensées et des nobles

actions. Que cette cohorte disparaisse et toute civilisation s'écroule en même temps, et les maisons, toujours plus hautes, et les véhicules, toujours plus rapides, n'abritent et ne transportent plus que des êtres condamnés aux mêmes gestes, mus par les mêmes appétits, tournoyant dans le même cercle d'intérêts. Mais ce qui est aussi certain, c'est que ces esprits dirigeants, ces esprits constructeurs n'éprouvent, n'ont jamais éprouvé le désir de se voir agglomérés en une classe, en une secte distinctes, d'être marqués de signes visibles. Jamais l'idée qu'ils pouvaient former une élite, ayant droit à une certaine éducation, en opposition avec la masse ambiante, n'a effleuré leur esprit. Ils sont, dans l'État, le miracle, l'étincelle. L'unique droit qu'ils revendiquent, c'est celui de pouvoir rester, sans être trop durement pénalisés, seuls en face d'eux-mêmes. Leur influence s'exerce, non par patronage, mais par rayonnement. Et leur seule particularité est d'être, comme disaient les vieux auteurs, des âmes bien nées. Leur apparition dépend, non d'un certain système d'éducation, mais des lois mystérieuses qui fixent les destinées de l'espèce. Ils représentent pour l'État un gain exceptionnel, de même que certaines tares humaines entraînent pour ce dernier une perte exception-

nelle. Mais, répétons-le : l'élite, ainsi conçue, se découvre, elle ne se forme pas.

C'est pour cette raison que l'État moderne ne peut s'arrêter très longtemps à la conception d'une élite dominatrice. Il est incapable de provoquer l'apparition d'individus hors de pair, plus incapable encore de coordonner leurs activités ou de les rattacher à une fonction déterminée. Le vent de l'esprit souffle où il lui plaît. L'État verra de même toutes ses tentatives déjouées si, considérant non plus des cas individuels, mais des ensembles, il identifie l'élite à une classe dont le rôle fonctionnel lui semblera primer celui des autres. La vérité est qu'il ne possède à cet égard que les données les plus incertaines. Si, techniquement, nous pouvons nous imaginer en ses grandes lignes la configuration du monde de demain, nous sommes bien incapables de concevoir quel aspect social il revêtira. Nous vivons dans la pire des confusions que l'histoire ait connues. Le vieux corps social s'est décomposé, les classes qui exerçaient autrefois le pouvoir ont perdu leurs privilèges, la loi du nombre s'exerce presque partout, mais tant de formes anciennes subsistent au milieu du respect ou, tout au moins, de l'acquiescement général, qu'on peut se demander parfois si quelque chose

s'est vraiment passé. Il n'y a plus d'ordre équestre, mais, même parmi les démocraties, l'armée demeure hier encore au-dessus de toute critique; la religion est devenue affaire privée, mais le rôle social du clergé reste immense; la possession du sol ne crée plus de privilèges, mais elle est devenue une consécration pour les gens qui ont puisé aux autres sources de richesse; l'aristocratie n'a plus qu'un rôle politique effacé, mais elle donne encore son ton social à un pays comme l'Angleterre où le socialisme vient de prendre le pouvoir. Il est, par contre, certain que le financier, le commerçant, l'ingénieur, ont non seulement acquis plein droit de cité, mais que les dernières réserves, réduisant la valeur de leur accueil dans le monde fermé qu'était hier la « société », sont aujourd'hui tombées. Comment dès lors discerner, dans cette juxtaposition de puissances naguère hostiles, mais qui vivent à présent en bon voisinage, l'élément vraiment dirigeant? Si l'on tient compte de la fonction, où commence et où finit l'élite? Qui concèdera qu'il n'occupe dans le monde qu'un rang subordonné? Les uns ne tirent-ils pas vanité de l'ancienneté, les autres de la nouveauté de leur titre? Et la masse inorganique, qui pourrait arbitrer le différend, n'est-elle pas elle-même

mue par un orgueil prolétarien qui atteint aux proportions d'une mystique?

En réalité, les gens n'y regardent pas de si près, et la multiplicité d'origines et de tendances que nous venons de constater se trouve réduite par l'apparition d'une nouvelle échelle de valeurs, fondée sur le fait élémentaire qu'est la possession d'une certaine somme de richesses, meubles ou immeubles, de formation ancienne ou récente, tirées du travail ou de l'oisiveté. Dans un nombre croissant de pays, ce que l'on appelle communément l'élite tend à se confondre avec le corps des possédants. C'est lui que sollicite tout un monde dont la fonction est d'offrir nourritures et vêtements de luxe, articles de toilette ou d'ameublement, que la mode seule recommande. C'est pour lui, pour le fortifier dans sa bonne conscience, pour l'assurer que le bien général se confond avec ses intérêts propres que l'on a vu croître une littérature, une presse mondaines chez qui le souci du temporel prime celui du spirituel, et c'est à son profit que s'est exercée ce que Julien Benda appelle « la trahison des Clercs ». Mais l'élite ainsi comprise ne peut faire illusion qu'à elle-même. L'acquisition des mêmes objets, la fréquentation des mêmes théâtres et des mêmes restaurants, un

engouement pour les mêmes romans n'assure pas entre gens venus de tous les points de l'horizon social une homogénéité véritable. Il ne s'agit que de rapprochements passagers, liés à des succès eux-mêmes transitoires. Une élite fondée sur un certain degré de fortune ne tient compte ni des vertus innées, ni d'une culture vraie, elle dépend d'une infinité de mouvements, ascendants ou descendants. L'État peut avoir un regard indulgent pour ces combinaisons de hasard. Elles représentent pour lui l'un des aspects d'un monde que la raison ne dirige pas. Mais on ne peut lui demander d'assumer un rôle actif dans leur formation.

Il semble, en résumé, bien difficile de concevoir, dans l'État moderne, une élite isolée, dominatrice, ayant sa culture, ses lois propres, imposant en vertu d'un droit, soit héréditaire, soit spirituel, ses décisions au reste d'une société qui n'a pu s'élever jusqu'aux mêmes hauteurs. Et, à défaut de cette conception Olympienne, on ne peut se rallier qu'à celle qui oppose les élites à l'élite et assimile les premières aux simples hiérarchies fonctionnelles. Entreront dès lors dans ces élites tous les éléments qui ont pu s'élever au-dessus du travail brut ou machinal, tous ceux qui apportent, en plus de l'effort cérébral ou musculaire visant



à la reproduction d'une même besogne, une part d'imagination créatrice. La formation des élites devient ainsi, non un choix, mais une nécessité. Elle s'exerce dans le sens d'une sélection, d'une découverte constante, de jugements motivés et toujours révisibles. Elle met, à tous les degrés, l'homme à la hauteur de son acte. Elle oppose le courage, l'ingéniosité, l'esprit de recherche, les disciplines de l'âme aux prises brutales de possession, aux prescriptions de la naissance et du rang, les succès légitimement atteints à ceux qui ne sont dus qu'aux défaillances du contrôle social. La véritable élite apparaît comme une chose mouvante, comme une armée en marche, à l'intérieur de laquelle s'opèrent de perpétuels reclassements, et non comme une troupe campant sur un terrain conquis.

C'est dire que l'éducation, s'étendant sur les seules années d'enfance et d'adolescence, ne peut suffire à assurer le recrutement des élites. Elle est capable d'effectuer un premier tri, une première élimination des esprits inertes ou passifs, elle peut introduire chez les autres un ferment actif, les assouplir, les affiner, développer leurs facultés d'admiration, faire naître en eux le désir de servir, mais elle ne saurait aller plus loin; l'éducateur ne

peut, en effet, hors de certains cas, prévoir la nature de la tâche à laquelle le jeune homme devra s'adapter, son degré de persévérance, les crises, les accidents de sa vie, tout ce qui pourra attiser ou éteindre la flamme que l'on vient d'allumer en lui. Il ne s'agit là que d'un simple départ, et l'étape à parcourir se confondra avec la partie active de la vie elle-même, avec ses exaltations, ses défaites.

Et lorsque nous parlons de hiérarchies fonctionnelles, qu'on entende bien qu'il ne s'agit pas de hiérarchies de métiers ou de professions. Si les privilèges de caste se trouvent lentement détruits, ce n'est pas pour être rétablis au bénéfice de certaines occupations, aussi utiles qu'elles soient à la conservation et au développement de l'État moderne. C'est, non dans une opposition de métier à métier, mais à l'intérieur du métier lui-même que l'élite se dégagera. Il est des gens qui toujours besogneront de la main ou de la plume, pour qui la vie sera faite des mêmes répétitions, pour qui tout accroissement sera d'ordre quantitatif. Pour ceux-là, l'idéal sera d'« abattre » plus de besogne, de construire plus de maisons, de soigner plus de malades, de plaider pour plus de justiciables. Ils peuvent être zèle, conscience, dévouement, ils peuvent même développer une technique supé-

rieure, et par là avoir droit à une large rétribution. Mais l'élite ne commence à s'établir qu'un peu au-dessus d'eux. Difficile à reconnaître, d'ailleurs, à des signes certains, aussi insaisissable en son essence que les forces qui assurent le progrès du monde.

## L'Université et la politique.

**L**ES rapports de l'État et de l'Université sont d'une nature très différente de ceux que peut avoir le premier avec les autres corps qu'il administre. Ceux-ci sont chargés d'une fonction d'exécution. Ils traduisent en actes, font passer dans la pratique, des décisions qu'ils n'ont pas influencées. Il peut y avoir collaboration entre l'État et ses agents, mais cette collaboration ne saurait viser que des modalités. Elle se réduit à une consultation, à la recherche de suggestions pouvant entraîner une économie de travail ou un surcroît de commodités pour les usagers. Elle tend, d'autre part, à l'obtention d'un statut, à l'élimination de tout arbitraire dans la procédure d'avancement. Mais, sous ces réserves, le moteur de toute administration publique est un acte d'autorité, que cette autorité soit celle d'un commandement unique, d'une oligarchie ou d'une majorité.

L'agent des finances, à quelque hiérarchie qu'il appartienne, est tenu d'assurer le recouvrement des impôts, le juge d'appliquer les lois, l'ingénieur des ponts et chaussées de s'attaquer aux routes dont le tracé a été décidé. Même des organes, tels que le Conseil d'État ou la Cour des Comptes, qui ont à l'égard des Pouvoirs Publics un droit de contrôle et de remontrance, se bornent à veiller à ce qu'ils ne s'écartent pas des voies de la légalité.

Sauf dans des pays, tels que les États-Unis, où un Tribunal Suprême annule les décisions de la puissance publique qui violent les droits des individus, on s'accorde à estimer que ces derniers sont suffisamment protégés lorsque les intentions du législateur ne sont pas déformées, lorsque l'administration tient compte de la lettre et de l'esprit de la loi. Une bonne administration est celle qui fait preuve de cette fidélité doublée d'intelligence. On ne peut lui demander et elle ne peut accorder davantage. Elle ne peut se prononcer sur les principes, de même qu'elle ne peut refuser d'agir sans se rendre coupable de forfaiture. Seule l'opinion, seuls les organes par lesquels celle-ci s'exprime ou qui ont prise sur elle: Parlement, journaux, syndicats, peuvent se dresser contre la loi, montrer son injustice, exiger son changement. On peut

être aussi libéral que possible, on peut saluer avec joie le développement dans le monde des fonctionnaires d'un esprit corporatif analogue à celui qui se développe dans le monde ouvrier, on peut même envisager le cas où, comme sous notre Révolution, certaines catégories de fonctionnaires seraient nommées par le peuple, il n'empêche que, par sa nature et sa destination, une administration *subit* et ne crée pas. D'où l'extrême difficulté qu'elle a à se rajeunir. Elle tend à rester immobile, car chez elle l'esprit critique n'opère pas du dedans. Elle tend à fonctionner selon ses lois propres, qui sont rarement celles de l'intelligence. Ce qu'elle perd en initiatives, les forces de l'habitude le lui rendent en sécurité. La politique proprement dite est soumise à un principe d'évolution. Les administrations ne connaissent que les révolutions.

Je n'entends pas dire que l'Université fasse exception à cette règle et qu'elle doive se tailler, dans l'État moderne, une situation privilégiée. La gestion dont elle est chargée est, elle aussi, régie par un ensemble de loi et de règlements. Et, même dans les pays où le contrôle que l'État exerce sur elle est aussi faible que possible, où, comme en Angleterre, elle constitue un corps quasi-indépendant, elle doit compter avec l'autorité, souvent

tyrannique, de la tradition. Il est impossible, quelle que soit la souplesse de ses programmes, que ceux-ci n'offrent pas à l'enfant et à l'adolescent la garantie d'une certaine permanence et d'une certaine uniformité. Il est impossible qu'embarqué dans un cycle d'études en vue d'une sanction donnée, l'écolier ou l'étudiant voie, avant qu'il ait atteint son but, cette sanction s'évanouir. Il y a là tout un appareil extérieur qui doit être mis hors de l'atteinte des novateurs trop pressés ou des simples originaux. Au jeune esprit, qui a besoin de se développer dans le calme, qui doit pouvoir consolider chaque avance, pour qui la notion de continuité est à la base de toute discipline, chaque improvisation, chaque marque d'hésitation, chaque contradiction dans ce qui touche à l'agencement des programmes et aux horaires eux-mêmes apporte un trouble très grave. Les adultes ne se rendent pas suffisamment compte, eux dont la vie s'accommode de tous les bouleversements, eux qui vivent dans un monde que la guerre a rendu catastrophique, de l'intensité de certains petits drames scolaires. Il faut s'être penché sur un enfant pour juger de la déroute que peuvent produire les gens très bien intentionnés qui vous mettent sens dessus dessous un plan

d'études avec autant de désinvolture que s'il s'agissait d'un tarif douanier. Ce sont des habitudes, une division du travail, tout un petit compartimentage péniblement réalisés qui se trouvent ainsi anéantis. Je ne veux verser dans aucune sensiblerie, mais j'avoue que, plus la réglementation de la vie des adultes me laisse indifférente, plus je me sens tenté de prendre au tragique celle qui atteint l'existence intime de l'enfance. C'est un édifice fragile qu'il ne faut ébranler qu'à bon escient, de délicates cristallisations qui ne doivent être interrompues qu'en cas d'erreur flagrante. Nous voulons, certes, qu'un esprit nouveau imprègne notre enseignement, trop chargé de traditions, trop peu ouvert aux influences qui s'exercent sur le monde d'aujourd'hui, trop ignorant des hiérarchies qui se créent sous nos yeux, mais nous devons en même temps souhaiter, qu'étant donné la fragilité de la matière qui lui est confiée, il maintienne intacte son armature et s'organise, autant que possible, à l'abri des formes coutumières. Il est des cas où le progrès doit savoir lancer un véritable défi à ce qu'il va détruire. Ici, la suprême habileté, en même temps que la suprême bonté, c'est de changer sans que ceux qui bénéficieront du changement s'aperçoivent de celui-ci.



Il n'empêche que, tout en se montrant d'une extrême prudence dans ses fonctions de gestion, tout en se gardant de la moindre violence à l'égard des intérêts qui lui sont confiés, l'Université est contrainte, en raison même de la nature de sa tâche, d'assumer vis-à-vis de l'État une indépendance, d'exercer sur lui un droit de libre critique qui, de la part d'un autre service public, pourrait sembler voisin de l'insubordination. Il va sans dire qu'il n'y aura, dans cette attitude, rien de délibérément subversif, rien qui soit destructif des institutions ou des hiérarchies de personnes. En dehors de certains cas où les libertés publiques se trouvent ouvertement menacées et où l'Université doit se trouver tout de suite à son poste de combat, c'est à l'intérieur des cadres fixés par la nation que son action se développera. Mais, sous cette réserve, ses droits seront aussi illimités que ceux que l'esprit lui-même peut s'arroger.

Ses buts sont, en effet, autres que ceux que s'assigne la loi. Cette dernière, qu'elle soit constitutionnelle, civile ou criminelle, réalise un accord fixe, un compromis durable entre un ensemble de principes, d'intérêts ou de tendances qui ne peuvent indéfiniment se heurter sans que la paix publique soit mise en danger. L'un des caractères

essentiels de la loi, c'est sa permanence. Elle *est*, jusqu'au moment où un courant d'idées qui lui est hostile s'est avéré assez fort pour entraîner sa suppression ou sa modification. C'est pourquoi l'esprit légal se trouve aux antipodes de l'esprit éducateur. Le premier accepte, le second refuse de s'immobiliser. Le premier est soumis à une vérité qui se trouve derrière lui, le second est à la recherche de vérités, d'interprétations sans cesse renouvelées. Le premier a pour assise le respect, le second a la curiosité pour mobile. Remarquez que cette révision constante de notions acceptées, cette mise à l'épreuve de principes estimés la veille encore intangibles, s'exerce au cœur de toutes les sciences, les plus modernes comme les plus vénérables, porte sur les temps les plus reculés aussi bien que sur ceux qui sont les plus proches de nous. Il n'est pas une heure où des faits historiques ne se trouvent corrigés, où une découverte biographique, une étude de sources ne nous amène à considérer une œuvre philosophique ou littéraire sous un jour nouveau, où quelque fouille ne révèle un aspect ignoré d'une civilisation sur laquelle tout semblait dit. Les plus traditionnels, les moins novateurs des enseignements doivent subir, quand ils ne s'y sont pas associés, une telle évolution. On ne s'arcboute

pas longtemps contre une découverte, qu'elle soit d'ordre spirituel ou scientifique, quand bien même elle mettrait en péril l'ordre social tout entier. Toutes les religions, tous les régimes, qui s'y sont essayé ont explosé ou n'ont maintenu intacts leurs positions qu'en se murant vivants. Le christianisme a fait la part du feu en isolant le temporel du spirituel, en séparant les vérités démontrées des vérités révélées. Il n'en est pas moins vrai que l'ère de l'enseignement purement explicatif et dogmatique est close pour jamais, que les temps où le prêtre se bornait à commenter les commandements du Dieu sont à jamais révolus.

Plus un droit est élevé, plus il doit être exercé avec mesure et dans un sentiment plein de nos responsabilités. Cette faculté de libre critique, de libre interprétation des faits, des coutumes, des institutions, les individus spécialisés dans la fonction éducative ne la laisseront pas prescrire; mais ils veilleront aussi à ce qu'elle ne se manifeste que selon les procédés qu'emploie toute enquête honnêtement conduite, à ce qu'aucun préjugé, aucune passion, aucune idée préconçue ne la précipite ou n'en déforme les conclusions. Cela, c'est le premier devoir de l'éducateur envers lui-même. Mais il aura aussi à tenir compte des éléments en pré-

sence desquels il se trouve, de leur degré de maturité, de leur sensibilité, de l'action des forces sociales qui s'exercent sur eux en dehors de l'école. L'esprit d'un enfant ne peut être un champ d'expériences, il ne doit pas être tirailé entre des influences contraires : la plus intelligente de ces dernières doit être en même temps la plus souple. C'est dire qu'en dehors des cas où il s'agira de déraciner un préjugé grossier, d'éliminer une erreur flagrante, le maître ne devra communiquer ses conclusions qu'avec prudence et s'assigner une voie moyenne entre les novations souhaitées et la tradition. Sa hardiesse croîtra, bien entendu, à mesure que les esprits qu'il dirigera seront plus capables de réactions personnelles, à mesure que leurs résistances se préciseront. Il est, certes, loin de notre idée d'établir à cet égard une hiérarchie entre les trois ordres d'enseignement. Nous avons déjà dit que le processus éducatif devait être continu, que le même ferment devait agir de bout en bout. Il n'empêche que les curiosités qui doivent animer les jeunes esprits ne sauraient impunément être transformées en doute constant, et que le : « Pourquoi? », que nous aimerions voir servir d'enseigne à toute école, doit, dans le cas du tout jeune enfant, recevoir le plus vite possible

satisfaction. La situation se transforme à mesure que l'enseignement atteint des adolescents, et plus encore des adultes; alors le travail critique, même quand il n'aboutit qu'à des conclusions négatives, l'opposition des doctrines, le jeu des hypothèses, deviennent aussi nécessaires que féconds. Il est bon que, maître de ses moyens, l'esprit soit mis à un carrefour et cherche lui-même sa voie. L'éducateur n'a plus alors qu'à se montrer lui-même; ardent, véridique, tout en respectant la règle de courtoisie qui s'impose dans tous les rapports sociaux. Élevons-nous encore d'un degré, et le paradoxe lui-même, ce grand animateur de l'intelligence, peut sans dommage intervenir.

Il faut reconnaître que, tant à l'égard des faits d'ordre scientifique que de ceux qui ressortissent à l'histoire ou à la littérature, la liberté d'interprétation du maître n'est plus limitée chez la plupart des peuples modernes. Non seulement il n'y a plus, en cette matière, de doctrine d'État, mais celui-ci encourage, soit directement, soit par l'intermédiaire de certains corps savants, tout travail d'une note originale. Les derniers liens ont été rompus presque partout entre la philosophie et la théologie et l'on ne voit pas trop, par exemple, quels risques courrait chez nous le professeur qui

orienterait son enseignement vers des conclusions matérialistes. L'étonnement provoqué en Europe par l'extravagant procès de Dayton, où l'on vit un maître d'école américain mis en accusation pour avoir exposé à ses élèves la doctrine darwinienne, montre que, non seulement la réprobation, mais le ridicule s'attachera de plus en plus désormais à toute intervention du bras séculier.

La difficulté ne commence, les divergences de vue au sujet de cette liberté d'interprétation ne se font jour que lorsque les événements à juger, les institutions à critiquer revêtent un caractère d'actualité, lorsque l'Université a l'air d'arbitrer des conflits en cours, lorsque les individus sur lesquels l'éducateur croit devoir formuler une opinion ou dont il prétend apprécier les actes, sont présentement investis du pouvoir. A partir de ce moment, l'Université, au dire de certains, n'enseigne plus : elle « fait de la politique ».

Nous répondrons qu'elle n'a pas à s'en excuser. Tout pédagogue digne de ce nom est un politique né. C'est sa plus éminente dignité de s'élever au-dessus du temporel, au-dessus des ambitions de personnes et des chocs d'intérêts, de démasquer les réalités qu'oblitérent des passions passagères, de mettre à nu les hommes et leurs mobiles. L'op-

position que certains veulent voir s'instituer entre la liberté qu'aurait tout agent du pouvoir d'affirmer son opinion dans le privé et le silence qu'il lui conviendrait de garder dans l'exercice de ses fonctions, est sans valeur en ce qui concerne l'éducateur. Certes, il ne doit pas faire de sa chaire une tribune, ni voir dans l'événement qu'il relate ou dans le texte qu'il commente, s'ils appartiennent au passé, un prétexte à diatribes ou à allusions. Il doit alors se laisser contenir par son récit ou par la page dont il cherche à dégager le sens ou à mettre en relief les qualités. Mais si la conviction naît en lui de leur valeur actuelle, s'ils ne lui apparaissent que comme autant de jalons vers des vérités présentes, c'est sans hésitation qu'il devra se laisser entraîner jusqu'au point où le conduit le cours naturel de sa pensée.

Il fut un temps, qui n'est pas très éloigné de nous, où toute allusion, dans l'enseignement verbal aussi bien que dans les livres scolaires, aux événements dont nous avons pu être les témoins ou sur lesquels notre mémoire pouvait directement s'exercer était considérée comme une sorte d'inconvenance, ou par exemple, les histoires dites modernes jetaient un voile pudique sur toute la politique intérieure de la troisième République,

où le professeur de littérature arrêta aux Parnasiens ses commentaires, et où le plaisir que nous tirions de la lecture des Symbolistes devait être savouré de façon aussi secrète que celui que nous donnait notre première cigarette. A l'âge où les passions de l'esprit bouillonnaient en nous, où nous savions *voir* ce qui se passait autour de nous comme jamais nous ne verrions plus, on évitait tout ce qui pouvait donner aux exercices scolaires un caractère passionné, tout ce qui pouvait ressembler à une polémique. On arrivait à cette absurdité que l'individu ne prenait le sens des grands intérêts publics qu'à l'heure où, parmi les difficultés de la vie, le souci de ses intérêts privés l'accaparait tout entier, où toute vision généreuse, impersonnelle du monde s'était souvent effacée à jamais. Sous prétexte qu'on ne disposait pas d'un recul suffisant pour que les événements assumassent leurs proportions vraies, on préférait les ignorer tout à fait. Sous prétexte que les vivants risquaient être atteints dans leurs croyances, on ne conversait qu'avec les morts.

On oubliait trop qu'aux grandes époques de l'histoire, les hommes dont la parole ou les écrits avaient eu une valeur éducative avaient pris parti à l'égard des institutions de leur temps et fait,



dans le sens le plus élevé du mot, de la politique. L'Église avait montré l'exemple et, durant les siècles où elle exerçait en matière d'enseignement un véritable monopole, n'hésitait pas — pas plus qu'elle n'hésite aujourd'hui — à dire leur fait aux puissances. Plus tard, les gens de la Renaissance s'étaient lancés en pleine mêlée : ni un Erasme, ni un Rabelais, ni un Montaigne, qui furent, chacun dans leur domaine, les premiers éducateurs de leur temps, n'ont à l'égard de leurs contemporains les délicatesses que certains voudraient exiger de nos pédagogues. Leur plan d'éducation est en même temps un réquisitoire contre la plupart des notions chères à l'époque et il dresse l'adolescent contre son milieu. Tout le xvii<sup>e</sup> siècle a fait de la politique : moralistes, hommes de théâtre, prédicateurs, se sont placés en pleine actualité. Ils ont, plus que de toute autre chose, le souci de ce qui se fait et se crée sous leurs yeux. Lorsqu'ils se tournent vers le passé, c'est pour en tirer une plus juste interprétation du présent. S'il y a des historiens, c'est pour relater les actions du Roi, s'il y a des auteurs de pièces comiques ou tragiques, c'est pour amuser ou émouvoir le Roi et sa suite, si des sermons sont prêchés, c'est dans le but de réformer le Roi et la cour, et les premiers des pédagogues,

un Bossuet, un Fénelon, se donnent pour tâche, de quelque allégorie qu'ils revêtent leur enseignement, d'initier à des devoirs très positifs, à ce que nous appelons maintenant un métier, le Roi de demain. Cette époque de puissance est aussi une époque de confiance en soi-même. Elle ne s'épuise pas en considérations rétrospectives. Si un reproche peut lui être adressé, c'est d'avoir trop ignoré ce qui l'avait précédé, d'avoir donné au terme culture un sens diamétralement opposé à celui qu'il reçoit à présent. Sans doute, certaines institutions demeurent hors de cause : la religion ou le gouvernement monarchique échappent, en leur principe, à la critique. Mais, à cette exception près, quelle fermentation d'idées, quelle acuité de vision, quelle observation impitoyable s'exerçant sur les gens en place, sur les milieux de cour, quel irrespect à l'égard de la Ville et de la province, quel désir passionné de démêler les plus obscurs mobiles des actions humaines!

— Certes, on peut expliquer la pudeur de notre enseignement, son aversion pour le fait contemporain de plus d'une manière. Les disciplines napoléoniennes, l'interdiction de toute critique risquant de diminuer l'autorité d'un homme et d'un régime, la lourde emprise de l'administration sur

l'école provoquent chez la plupart des maîtres un repliement dont il leur sera ensuite bien difficile de sortir. Il faut considérer qu'à partir de la Révolution, la France ne connaît plus que des régimes d'autorité. L'ancienne monarchie, à l'époque de sa splendeur, n'avait jamais cherché à régenter les esprits, parce qu'elle ne se sentait au fond menacée par rien. S'occuper du présent, c'était pour le Roi s'occuper de sa gloire. Il ne souhaitait pas que les écrivains ou les philosophes s'évadassent de leur temps, pas plus qu'il n'admettait que ses courtisans s'évadassent de Versailles. Mais, plus tard, avec les trônes mal assurés, avec l'accession au pouvoir d'aventuriers, il apparaît aux dirigeants que toute comparaison du présent au passé peut être génératrice de regrets et fournir des armes à la sédition. Entre la pensée et l'action, ils ne distinguent, en effet, qu'une marge incertaine. C'est, pour une bonne part, à l'instabilité de nos institutions, à la perpétuelle défensive sur laquelle se sont trouvés depuis un siècle et demi nos gouvernements, qu'est attribuable la pusillanimité de l'Université en matière politique. Elle se souvient d'avoir eu avec l'autorité des contacts douloureux ou pour le moins déplaisants. Et ce n'est que dans ses régions les plus hautes, là où

elle est protégée par d'antiques privilèges, qu'elle a ouvertement bravé la défaveur des puissances. Des interventions comme celles d'un Michele ou d'un Quinet, ou comme celles de la Sorbonne et du Collège de France au moment de l'affaire Dreyfus, n'apparaissent ainsi que comme des faits isolés. Dans beaucoup de pays dont la Constitution est restée intangible ou n'a subi que d'insignifiantes retouches, faire de la politique, c'est simplement, de la part des maîtres, prendre part sur des questions d'économie ou d'hygiène sociale, en tout cas sur des questions dont la portée reste limitée; chez nous, ce peut être très vite appeler un changement radical des institutions qui régissent l'Etat. Et l'on ne tarde pas à apparaître comme révolutionnaire ou réactionnaire à ce jeu.

L'autre raison, c'est qu'avec l'avènement de la démocratie et du régime électif, la politique est devenue une fonction particulière, c'est que la discussion des faits contemporains, la découverte des solutions propres à améliorer l'état social relèvent de plus en plus d'une catégorie d'individus distincts, qui ne sont soumis à aucune sélection, qui ne sont ni les mieux informés ni les plus cultivés de tous, qui, sans autre investiture que celle d'un parti ou d'un comité, se présentent comme les

défenseurs de certaines causes et de certaines idées, et entre lesquels le pays doit, à intervalles réguliers, faire un choix. Certes, cette constatation ne condamne pas le régime parlementaire. Nous croyons, pour notre part, que celui-ci ne présente qu'une ébauche de ce que tient en réserve l'état futur, qu'il est l'inorganique dont sortiront un jour des formes définies. Mais nous croyons aussi qu'à vouloir détruire cette ébauche, on risque de laisser le champ libre à des improvisations d'un caractère romantique ou à des affirmations brutales d'intérêts. Il n'empêche que les temps modernes ont vu se constituer une classe politicienne, qui a ses hiérarchies, ses allégeances, ses mots d'ordre, ses promotions, qui, tout en se recrutant dans tous les métiers, exerce un métier distinct. Du fait de l'avènement de cette classe, la politique a cessé d'être un des prolongements de l'activité normale de l'historien ou du philosophe et tend à devenir l'apanage de quelques centaines de spécialistes, traînant à leur suite un quarteron de polémistes. Elle a cessé d'être un élément diffus influençant lentement le développement de l'Etat, d'être l'application à la chose publique des facultés critiques de tous ceux qui sont capables de penser et de tenir une plume, et se trouve ramenée

à des arguments et à des effets de tribune ou à des oraisons dominicales prononcées par des gens qui semblent n'avoir en vue que des attaques ou une défense personnelles.

Il est clair qu'ainsi comprise, la politique n'est plus liée au processus éducatif lui-même, et que son attraction sur l'ensemble du corps enseignant ne peut être que médiocre, sauf lorsqu'elle favorise des ambitions personnelles. Si s'intéresser à la politique contemporaine, c'est se mettre à la suite de M. Poincaré, de M. Tardieu, de M. Herriot ou de M. Léon Blum, si c'est prôner à tout bout de champ les mérites de l'une de ces personnalités ou crier haro sur une autre, on conçoit que la plupart des éducateurs, habitués à critiquer leurs textes, habitués à noter, dans le recueillement de l'esprit, l'enchaînement des effets et des causes, se retournent vers des époques moins actuelles et qui permettent mieux l'application d'une saine méthode.

On répondra que nombreux, certains disent trop nombreux, sont les universitaires qui font de la politique. Mais c'est précisément à ce « font » que je m'en prends. En entrant à la Chambre ou au Sénat, ils cesseront d'être des éducateurs pour embrasser une profession nouvelle, qui aura ses

avantages et ses aléas et qui leur vaudra d'être jugés, non seulement d'après leur caractère, mais selon leurs œuvres. Je n'entends, certes, pas condamner ceux qui franchissent ce pas. Ce sont là aventures dont personne n'est exempt. J'estime même qu'il y a de bonnes raisons pour que le corps des politiciens se recrute aussi bien parmi les professeurs que parmi les avocats, les médecins ou les gens d'affaires. Mais ce dont je suis sûr, c'est que l'activité des premiers ne sera en rien le prolongement, le terme de leur fonction d'éducateurs. Ils vaudront ce que vaudra l'homme; ils réussiront s'ils ont assez d'énergie, de réalisme et de souplesse. Mais ils entreront dans les mêmes cadres, subiront les mêmes attractions, pratiqueront la même tactique que des individus venus de régions absolument opposées. Je ne vois pas, pour ma part, qu'il soit un seul universitaire passé au Parlement — Jaurès excepté — qui ait élevé la politique au-dessus de ces contingences, qui ait élaboré de vastes aperçus constructifs orientant son époque vers des destinées nouvelles. Je n'en connais même que bien peu qui aient particulièrement servi les intérêts matériels de l'Université. Aucun n'a, par exemple, relevé, si ce n'est sous une forme platonique, la situation diminuée

que lui a faite l'après-guerre. Aucun n'a refusé de s'incliner devant le veto des juvéniles dictateurs qui dirigent les bureaux des Finances, aucun, en Conseil des Ministres ou à la Tribune, n'a osé dire : « C'est cela, ou je m'en vais ». Dans les ministres sortis de son sein, l'Université a trouvé des supérieurs, non des chefs.

La question que nous avons posée au début de ce chapitre reste donc entière. Nous croyons fermement qu'il n'est pour l'Etat moderne aucun progrès possible, en dehors du progrès technique qui se manifeste dans l'organisation de la production, si l'on n'applique à l'ensemble des problèmes contemporains les méthodes qui sont l'honneur de tout véritable enseignement. Croire que faire de la politique, cela revient à faire de la députation, c'est envisager le petit côté des choses. La vraie politique, c'est celle qui prépare l'individu à la vie de la Cité, qui lui indique comment ses institutions se sont formées, quelles sont les causes de leur grandeur et de leur faiblesse, et qui lui donne en exemple les pays où ces institutions ont atteint un plus haut degré de perfectionnement. La vraie politique, c'est celle qui, dans le livre aussi bien que dans l'enseignement verbal, ramène les événements et les hommes à leurs dimensions vraies,



s'insurge contre toutes les formes d'idolâtrie, tout en faisant confiance à ce qu'il y a de meilleur en notre nature. Cette politique-là fait corps avec la profession de l'éducateur, développe ses responsabilités, étend son champ d'influence. Elle n'est nullement dressée contre les formes présentes de l'Etat, mais, préoccupée d'intérêts qui dépassent ceux d'une génération, elle ne peut les séparer, dans son jugement, de celles qui les ont précédées et de celles qu'elles annoncent. C'est dans ce sens, c'est au cours de cette action constante, complétée par des interventions plus directes : conférences, articles de journaux, elles-mêmes dictées par les événements, que l'Université, dont l'indépendance se fonde sur le désintéressement, peut jouer un rôle d'arbitre et d'annonciatrice.

## VIII

### **La Femme, agent culturel.**

**D**ANS aucun domaine plus que dans celui de l'éducation, les différents facteurs : économiques, moraux, intellectuels qui tendent à l'égalisation des sexes ne se sont affirmés. Il y a là pour la femme une victoire qui surpasse en étendue toutes celles qu'elle a remportées dans d'autres régions de la vie sociale. La femme d'affaires demeure exception; la femme-médecin et la femme-avocat, quelle que soit leur réussite, restent spécialisées. La femme-artiste se contente de transposer dans des régions impersonnelles les émotions inhérentes à son sexe. En matière d'éducation, au contraire, les succès obtenus par la femme ne s'accompagnent d'aucune réserve, sont du même aloi que ceux remportés par les hommes. Toutes les barrières qui séparaient à une époque encore très proche de nous l'enseignement masculin de l'enseignement féminin sont aujourd'hui tombées. Les

mêmes examens couronnent, pour les deux sexes, le même cycle d'études. Jeunes gens et jeunes filles figurent sur les mêmes listes dans les concours auxquels prépare l'enseignement supérieur. En ce qui concerne les maîtres, l'égalisation est aussi complète que pour ce qui touche aux élèves ou aux étudiants, et bien que notre administration académique s'efforce de recruter dans l'élément masculin le personnel des établissements secondaires de garçons, les dérogations à cette règle ne se comptent plus. Les femmes siègeront désormais dans les jurys de baccalauréat. Rien ne s'oppose à leur accession aux plus hautes fonctions d'enseignement, et les titres qu'elles auront à présenter seront examinés avec la même attention et la même sympathie que s'il s'agissait de travaux masculins. La veuve d'un savant illustre apporte à la Faculté des Sciences de Paris une contribution dont celle-ci s'enorgueillit. Une Faculté des Lettres et une Faculté de Droit de province voient des professeurs femmes s'acquitter de leurs fonctions au milieu de la considération et du respect de leurs étudiants.

Cette transformation de nos mœurs qui fait de la femme, non seulement une réceptrice, mais une dispensatrice de culture, est un élément dont tous ceux qui cherchent à faire l'inventaire des forces

qui contribuent à l'édification de l'État moderne ne sauraient trop tenir compte en leurs calculs. Nous irons même jusqu'à dire qu'il y a là une révolution de même grandeur que celle, d'ordre technique, qui a bouleversé en ces dernières décades les conditions matérielles de vie de l'humanité. On peut soutenir que le fonds d'idées qui agit sur les destinées des hommes reste à peu près identique et que les mêmes lassitudes engendrent les mêmes renouvellements. Mais, cette fois, il s'agit d'un facteur tout à fait neuf. Pour marquer le progrès réalisé, point n'est besoin de partir des temps où la femme était confinée dans ses occupations ménagères; il suffit de songer à ceux, que les hommes de ma génération ont connus, où on lui permettait déjà de toucher à tout d'un doigt et d'un esprit légers. C'était l'époque où les filles de la bourgeoisie qui se hissaient jusqu'aux sommets arides du brevet supérieur faisaient figure d'isolées à l'égard de leurs compagnes, où la « littérature », les langues vivantes rejoignaient les arts d'agrément et étaient considérées comme un complément des études plus que comme parties intégrantes de celles-ci, où, par crainte des disciplines trop rudes du lycée — on l'appelait alors Cours Secondaire — et de son public composite, on voyait se multiplier ces « Ins-

titutions » dont le ton était en accord avec le rang social des jeunes personnes qu'elles attiraient et qui y recevaient moins une instruction véritable que des leçons de maintien intellectuel, n'atteignant pas directement les textes en littérature et se contentant, pour les sciences, d'une figuration lointaine des organes ou des matières étudiées. Les plus ambitieuses parmi ces jeunes filles, ou celles dont le mariage se trouvait retardé allaient chercher à la Sorbonne ou au Collège de France le complément d'une culture dont on eût vainement cherché les éléments. D'aimables personnes, qui n'avaient lu ni Voltaire ni Rousseau, allaient entendre Faguet parler des poètes secondaires du XVIII<sup>e</sup> siècle; d'autres, à qui le *Discours sur la Méthode* était aussi inconnu qu'un texte sanscrit, écoutaient avec enthousiasme Bergson dans ses premiers exposés du pragmatisme. C'était le temps où l'« affranchissement » des femmes était dans l'air, où nombre d'entre elles sentaient qu'il fallait faire quelque chose, quelque chose d'indéfinissable, mais qui romprait la chaîne des occupations anciennes. On pouvait toujours atteindre ainsi à une meilleure opinion de soi-même et briller auprès de ses voisins de table. Les hommes, entraînés à une nouvelle forme de galan-

terie, souriaient comme sourient tous ceux dont le bien est convoité sans être encore menacé.

Nous sommes en présence d'une situation radicalement changée. Le Féminisme a perdu tout caractère d'effervescence et de défi. Même dans les pays où l'importance du rôle social de la femme explique son peu d'insistance à revendiquer des droits politiques égaux à ceux de l'homme, il s'est incorporé dans les mœurs, a modifié sans bruit la structure intime de la plupart des milieux. Si bien qu'il s'agit moins de dresser la liste des métiers dont l'homme s'arroe encore le monopole et de ceux qu'il consent à laisser ouverts à la femme, que d'indiquer les colorations distinctes, les renforcements et les diminutions d'efficiencce que l'intervention féminine apporte dans l'ensemble des occupations sociales. En fait, les progrès du féminisme ainsi conçu semblent devoir être moins limités par les résistances de l'autre sexe que par celles qu'impose à la femme une évaluation exacte de ses goûts et de ses capacités.

Ces goûts et ces capacités se sont révélés, dans le domaine de l'éducation, de façon souveraine. La femme a cessé d'être l'élève-amateur qu'elle était encore au début de ce siècle. La culture lui apparaît comme autre chose qu'un surcroît de parure,

et si nombreuses sont maintenant celles de ses compagnes qui ont affronté avec succès des examens ou des concours auxquels les hommes ne réussissent qu'en fournissant leur maximum d'effort qu'elle a perdu à cet égard toute vanité. J'irai plus loin. Au foyer, qui reste le premier et l'ultime centre d'éducation, la femme tend de plus en plus à s'assurer la primauté. Naguère c'était, avec le développement physique de l'enfant, la croissance de ses facultés sensibles et imaginatives qu'elle contrôlait. Sa province était celle du corps et du cœur, mais l'intelligence lui échappait. Sur les conditions extérieures du travail de l'adolescent sa surveillance pouvait à la rigueur s'exercer, mais la constatation des progrès accomplis, la solution des difficultés que l'enseignement du lycée ou de l'Université avait oublié de résoudre, étaient exclusivement du ressort du père. Celui-ci refaisait à côté de ses fils le chemin qu'il avait autrefois parcouru lui-même. Mais aujourd'hui l'homme est tout entier, et de plus en plus tôt, engagé dans l'action. Et la seule culture qui l'intéresse est celle qui le mène aux réalisations rapides, qui lui ouvre les chemins du profit. Ses études secondaires ne sont pas encore achevées qu'il pense au moyen de se débrouiller. Quant aux

études supérieures, seules celles qui préparent directement à une carrière ou à une profession lucrative, ou qui, comme le droit, lui ouvrent toutes les portes en le laissant sur la porte, ont quelque attrait pour lui. Bien peu nombreux sont les jeunes gens chez qui les fonctions vraiment nobles et désintéressées de l'intelligence s'exercent encore, chez qui l'esprit de recherche demeure en éveil. Cette corruption de la jeunesse masculine par une fausse religion de l'action, qui affranchit cette dernière de tout contrôle spirituel, qui l'apparente à un pillage, est un des phénomènes dont l'État moderne doit le plus s'alarmer. Il ne s'agit pas de former des générations de saints ou d'ascètes, mais toute entreprise constructive restera vaine si l'idée de service ne pénètre pas parmi les éléments qu'elle utilise. Nous sommes arrivés à un point de l'évolution économique où tout contrôle sur les agents producteurs ou répartiteurs est devenu pratiquement impossible, où la loi et les règlements sont tournés par la plupart de ceux qu'ils devraient atteindre. La morale sociale de l'avenir dépendra moins d'impératifs catégoriques que des décisions intimes de chaque individu. A la poussée grossière des intérêts, à la recherche du profit immédiat et sans lendemain, la seule force qui puisse s'opposer



est celle de la culture. Le corps-à-corps avec un texte qui permet d'en dégager l'esprit ou la valeur esthétique, la détermination des lois qui règlent le fonctionnement de la pensée, l'examen passionné des civilisations qui ne nous ont pas encore révélé tous leurs secrets, deviennent ainsi les meilleures formes de préparation à la vie, dès l'instant où celle-ci est considérée comme une création continue, et non comme une suite d'ascensions entrecoupées de plongeurs.

Les temps qui vont venir modifieront peut-être la situation, mais il faut reconnaître que l'élément culturel est de plus en plus représenté au foyer par la femme. Que, dans des harmonies nouvelles, notre monde économique, régi à présent par la force et le hasard, retrouve quelque apaisement, que chez la prochaine génération renaissent les curiosités d'autrefois, et entre les fils et les pères tout contact se trouvera rompu. Ce sera alors à la mère que l'adolescent, qui aura repris le goût des choses de l'esprit, portera ses scrupules et ses inquiétudes. La version mal débrouillée, la leçon d'histoire mal comprise, c'est elle qui y versera les clartés nécessaires. Tout éducateur que ses fonctions mettent à même de mesurer et de comparer l'effort des deux sexes ne peut que constater la prédominance des préoccupa-

tions culturelles chez les femmes, qui seront les mères de demain, leur affaiblissement graduel chez les jeunes hommes. Dans nombre de ménages, l'équilibre est déjà rompu en faveur des premières. Par la prudence avec laquelle il esquive tout débat portant à fond sur les idées, on sent que le mâle a déjà renoncé à ce genre de domination, et c'est peut-être parce qu'il en éprouve une humiliation secrète qu'il cherche une revanche cynique dans les succès d'argent. En tout cas, il tend à n'être plus que le pourvoyeur de confort ou de luxe. L'héritage véritable, c'est la femme qui le sauve.

Je ne veux, certes pas généraliser à l'excès, ni laisser croire que toutes les femmes ayant moyens et loisirs sont aujourd'hui engagées dans une vaste croisade culturelle, rendue nécessaire par la désertion de l'homme. Je sais ce que, dans plus d'un cas, la recherche littéraire ou scientifique masque, chez les premières, d'engouements puérils ou de petites vanités. Je sais que nombre de jeunes filles viennent encore s'asseoir sur les bancs de nos amphithéâtres ou réclament l'accès de nos laboratoires pour « faire quelque chose », en attendant que sonne l'heure décisive du mariage. Mais je constate que ce « quelque chose », elles le font dans un esprit tel,

avec une telle application et une telle probité que, quoi qu'il arrive, tout ne se perdra pas des résultats qu'elles auront acquis ou des habitudes qu'elles auront développées. En outre, à l'heure où un esprit de force, grossièrement affirmatif, né de la systématisation hâtive et non contrôlée de données fournies par des individus chez qui la passion politique a oblitéré toute conscience, obtient la faveur d'une partie du public masculin de nos Facultés, la femme, elle, conserve la justesse, la mesure, la pudeur intellectuelle qui, appliquées à d'autres objets, ont toujours été l'apanage de son sexe. A voir les violences auxquelles se laissent entraîner, à l'occasion de toutes les discussions d'idées, certains étudiants d'aujourd'hui et les conseillers qu'ils suivent, on pourrait se demander quelle génération de forcenés nous serait préparée si le foyer restait demain soumis à l'influence intellectuelle du père, et si la femme n'y apportait, en même temps qu'un fonds de connaissances plus précis et plus souple, sa finesse critique et son humanité.

Il convient maintenant de se demander si cette substitution graduelle de la femme à l'homme comme agent d'éducation est un fait dont l'État moderne doit s'accommoder ou s'il se traduit pour

lui par une perte. Y a-t-il là une des multiples formes de spécialisation que nous voyons se créer autour de nous et que des préjugés sociaux ont pu seuls retarder?

Dans une large mesure, cette fonction nouvelle correspond à un prolongement des activités normales de la femme, d'activités qui ne lui ont jamais été contestées. Les limites assignées au foyer à la mère éducatrice ne provenaient nullement, en effet, de la découverte de certaines insuffisances inhérentes à son sexe, à son caractère, à sa texture mentale. Elles étaient simplement fonction d'une certaine méfiance à l'égard du fonds de connaissances positives qu'elle pouvait posséder. La mère gardait jusqu'au bout la haute main sur l'éducation de ses filles, pourvu, bien entendu, que son mariage n'eût pas entraîné une élévation de son rang social, donnant à ses enfants des facilités qui ne lui avaient pas été offertes. Par contre, un moment venait où ses fils, ainsi que l'on dit vulgairement, lui échappaient. C'est là un fait qu'elle constatait avec résignation et un peu d'orgueil. Les disciplines qui étaient imposées à ces futurs hommes, les leçons qui leur étaient données, lui étaient étrangères. La prépondérance des langues mortes, dont les femmes

étaient sevrées dans l'enseignement d'autrefois, accentuait cette sensation d'isolement. Mais ce qu'une convention d'ordre social avait créé, des modifications d'ordre technique pouvaient le supprimer. L'institution d'un enseignement féminin, d'abord distinct de l'enseignement masculin, puis doté des mêmes cadres, des mêmes programmes, des mêmes sanctions, l'admission sans réserve des femmes dans les Universités, libérèrent ainsi la femme d'une incapacité qui était de fait plus que de droit. Tout ce qui était gagné par la femme-élève ou étudiante s'inscrivait au crédit de la femme éducatrice. Rien ne s'opposait plus à ce qu'après avoir fait balbutier à l'enfant ses premières lettres ou lui avoir fait réciter, tout petit, une fable de La Fontaine, elle se penchât plus tard avec lui, s'il avait besoin d'aide, sur une version de Tite-Live ou sur une leçon d'histoire. Nous avons trop insisté sur le fait que l'éducation peut et doit être un processus continu pour nous insurger un seul instant contre cette extension de pouvoirs, et l'État a tout avantage à ce que, grâce à la femme, le foyer devienne la première forme d'École Unique.

Le problème se pose sous une forme tout autre, dès qu'après avoir quitté le foyer, nous franchis-

sons le seuil de l'école. Ce ne sont plus, cette fois, des individus isolés, mais des ensembles que l'éducateur se trouve avoir à contrôler. L'enseignement de la mère a son point de départ dans l'éveil de la sensibilité, dans un épanouissement graduel de la conscience de l'être auquel il s'adresse. Il trouve, nous venons de le dire, son prolongement naturel pendant les années où l'enfant, devenu adolescent, quitte le stade purement émotif, pour s'engager dans une voie où l'intelligence critique devient son seul guide. La mère peut, sans aucun doute, si elle est elle-même munie d'un bagage suffisant, tenir compagnie à ses fils et à ses filles au cours de leurs études secondaires ou supérieures, encourager, développer en eux le goût de la recherche, humaniser leur jugement, dépouiller de leur fausse auréole, par quelque trait d'humour ou d'ironie, les auteurs ou les personnages historiques pour lesquels ils s'enthousiasment à faux. Il n'empêche que, tout en étant qualifiée pour ranimer des énergies défaillantes, pour stimuler de jeunes ambitions, héritant ainsi d'un rôle qui hier encore était dévolu au père, elle est mal placée pour découvrir et diriger des vocations. Seul peut le faire avec profit celui dont l'observation porte sur des ensembles et qui possède assez d'autorité, est doué d'assez d'objec-

tivité pour exercer à l'intérieur de ces ensembles une rigoureuse sélection. Ceux, et surtout celles, qui sont mus par une pure loi d'amour sont à l'avance désarmés. Et la mère, moins encore que le père, semble apte à juger son enfant dans ses rapports avec les autres individus de même âge. Il représente pour elle une valeur absolue, dont elle entendra, aussi éclairée qu'elle soit, assurer le triomphe à tout prix. L'éducateur doit avoir, au contraire, une certaine dureté de cœur, il doit savoir éliminer les éléments qui retardent l'avance des groupes qu'il dirige. Plus il tire son autorité d'une délégation de l'État, plus il doit faire figure de témoin impartial. Les succès personnels ne le laissent pas indifférent, mais ce sont surtout les moyennes qui le préoccupent.

Cette objectivité, ce désintéressement, cette subordination constante des sympathies individuelles aux intérêts collectifs, cette défiance à l'égard des élans du cœur, qui sont les traits distinctifs de tout enseignement aux buts sélectifs, n'auraient pourtant qu'une valeur négative s'ils n'étaient mis au service d'une véritable passion intellectuelle, laquelle doit agir comme animatrice dans tout système d'études qui s'élève au-dessus du stade élémentaire. Ni la formation du caractère, ni le

développement des valeurs morales, ni la transmission directe de connaissances déjà élaborées, ne peuvent faire oublier ce but, aussi simple qu'essentiel : le maintien en éveil de l'esprit de l'enfant dans l'action constante de l'intelligence du maître. Tant que le second sait garder à ce ferment intellectuel toute son activité, tant que, s'interrogeant sans cesse, il obtient que sa classe soit elle-même suspendue à un perpétuel point d'interrogation, il remplit bien sa tâche. Aucune séduction, aucun rayonnement personnel ne peuvent tenir la place d'une telle action. « Brûlante comme une flamme, tranchante comme un fil d'épée » : tel est le point de perfection auquel il doit amener la pensée des hommes qu'il a pour mission de former. L'accession, de plus en plus large, de la femme aux fonctions d'enseignement public nous rapproche-t-elle ou nous éloigne-t-elle d'un tel but ?

La question porte en plein depuis que les dernières cloisons ont été abattues entre l'enseignement masculin et l'enseignement féminin, rendant possible, et même fréquent, le passage des maîtres d'un ordre dans un ordre. Ajoutons qu'elle demande une réponse d'autant plus urgente que nos gouvernements d'après-guerre ont traité l'Université avec tant de parcimonie, la dépouillant



matériellement du rang qu'elle occupait dans la nation, que la carrière professorale s'est trouvée délaissée par l'élite des jeunes gens, sollicités par d'autres métiers, où les chances d'avancement et d'enrichissement sont plus grands, et que les vides ainsi créés se sont trouvés, dans la plupart des cas, comblés, provisoirement d'abord, définitivement ensuite, par des femmes, dont les exigences à l'égard de la vie sont moindres que celles du sexe viril et qui, sujettes à plus de vicissitudes, font passer le besoin de sécurité avant toute autre considération. Au point qu'on est en droit de se demander si, dans un avenir assez proche, sauf dans de très hauts emplois où les satisfactions d'amour-propre compenseront pour quelques individus fortunés la modicité des traitements, la fonction éducative ne deviendra pas presque exclusivement féminine. Il est indéniable que le recrutement de nos professeurs-hommes, par les voies de l'agrégation — concours dont aucun autre pays ne fournit l'équivalent, et qui était hier encore l'honneur de l'Université française — ne s'opère plus qu'avec une difficulté extrême, en tout cas pas dans une mesure permettant de parer aux vacances créées par le départ des maîtres admirables qui ont façonné la génération précédente. On a, avec rai-

son, fait observer en ces derniers temps que l'agrégation ne tentait plus l'élite masculine, et que les quelques esprits distingués qui s'y essayaient avaient bien plus en vue le journalisme ou les hautes fonctions administratives, publiques ou privées, que la fonction professorale. La situation peut se modifier, soit du fait d'un relèvement substantiel des traitements, soit d'une crise économique qui agirait comme calmant sur certaines humeurs aventureuses; mais il faut prendre les choses telles qu'elles sont. Or, à moins de remplacer dans la plupart de ses lycées les agrégés par des chargés de cours, c'est-à-dire par des hommes qui n'ont pu développer tout leur effort, et d'amener ainsi un abaissement rapide du niveau des études, les autorités universitaires devront faire appel aux femmes avec une libéralité croissante.

La situation sera curieuse et ne manquera pas de piquant le jour où les jeunes gens auront à faire un choix entre des considérations d'amour-propre et des préoccupations purement techniques, entre une réaction d'ordre sentimental et le désir de s'assurer, quel que soit le sexe du maître, le meilleur fonds de connaissances positives. Qu'on ne vienne pas dire que nous nous perdons dans le romanesque. Certes, les chaires de rhétorique ou de mathématiques

spéciales de nos lycées de garçons ne sont pas encore occupées par des femmes, et nos philosophes imberbes attendront sans doute encore quelque temps la venue de modernes Hypaties. Mais la belle affaire si les classes terminales de notre enseignement secondaire gardent leur caractère viril, dès l'instant, où du fait de l'entrée, aujourd'hui réalisée, des femmes dans les jurys de baccalauréat, celles-ci concourent à donner à cet enseignement la seule sanction qu'il comporte à l'heure actuelle. Je reconnais que nos jeunes gens ont réagi assez vivement et que l'argument tiré de la similitude des programmes et du fait que, les hommes ayant jugé jusqu'ici les femmes, ces dernières pouvaient bien à leur tour juger les hommes, ne les a qu'à moitié convaincus. Il faudrait cependant savoir si cette révolte est simplement celle d'un orgueil blessé, si elle traduit des résistances analogues à celles qui ont, au début, rendu si difficile l'obtention par la femme-médecin ou la femme-avocat d'un statut que nous estimons à présent comme de stricte justice, ou si elle est en relation avec la perception, plus ou moins vague et plus ou moins sincère, de certaines insuffisances, qui tout en ne réduisant en rien le rôle de la femme-éducatrice, considérée comme dispensatrice de savoir, la

laisseraient dans un état d'infériorité vis-à-vis de l'homme en tant qu'agent culturel.

L'idée qu'on peut se faire des transformations profondes qui s'opèrent au sein de l'Université et qui sembleraient tendre à faire d'elle un matriarcat, ou tout ou moins une vaste famille où l'influence des deux sexes s'équilibrerait, est liée en fin de compte à des considérations d'ordre psychique et social, plus encore que pédagogique. Je ne ferai certes pas état de l'objection fondée sur l'autorité du professeur. Il est des femmes que n'importe quel auditoire écouterait avec respect, comme il est des hommes qui jamais n'ont su, jamais ne sauront s'imposer à une classe. Je n'établirai pas davantage, au point de vue de la conscience dans le travail, de l'assiduité, du soin dans les préparations, une comparaison, laquelle ne serait pas toujours en faveur des hommes. Moins sollicitée que ces derniers par le monde extérieur, lequel se réduit le plus souvent au petit monde de ses enfants, la femme-professeur a depuis longtemps fourni les preuves d'une minutieuse application. Elle a, en outre, sur son concurrent masculin l'avantage d'une plus profonde pénétration psychologique. Bien peu nombreux sont les maîtres auxquels leurs élèves apparaissent comme des

individus, dotés de réflexes personnels et d'idiosyncrasies. La classe reste pour la plupart une abstraction ou, si leur vision est moins lointaine, une hiérarchie d'abstractions. La femme, au contraire, ne connaît que l'individuel et le concret. Elle ira droit vers chaque élève, le fixera physiquement et mentalement, marquera son coefficient. Bref, elle introduira dans l'école sa science innée de la vie. Mais on peut précisément se demander si ce rayonnement d'une sympathie personnelle, ce dédain trop marqué des ensembles et des valeurs purement abstraites, n'altère pas, plus qu'il ne le fortifie, le processus éducatif auquel sont liées, nous l'avons dit, les destinées de l'État moderne. L'éducation doit être en rapports constants avec la vie, mais elle ne se confond pas plus avec la vie que la route ne se confond avec le paysage qu'elle traverse. Elle contribue, certes, au développement des facultés de l'individu, mais il est non moins certain que celui-ci n'atteindra sa configuration définitive qu'à travers les épisodes d'un drame personnel, dans lequel les facteurs passionnels, les appétits, les égoïsmes, toutes les formes du vouloir-vivre, interviendront à chaque heure. L'éducation n'est, elle, que le drame de l'esprit, et elle se préoccupe des destinées de l'espèce, dont elle enre-

giste les succès et les échecs, plus que de celles de l'individu. C'est ce désintéressement, cette faculté de s'élever au-dessus des données immédiates de la vie, tout en restant en contact avec elle, qui lui donne sa valeur souveraine. Qu'il s'agisse d'un texte ou d'un événement historique, elle doit dominer les sujets auxquels elle s'applique. C'est dans ce sens que l'État doit souhaiter qu'elle conserve son caractère viril, du moins lorsqu'elle a des hommes à former. La femme, quels que soient son courage et son élévation d'esprit, outre qu'elle ne pourra toujours faire taire ses préférences secrètes, entretiendra le plus souvent avec le monde extérieur des relations qui seront surtout de sensibilité. Déçue par la vie, frustrée dans ses attentes, elle s'isolera, mais ne s'élèvera pas. Religieuse, elle ira vers la cellule, et non vers la prédication. Aussi pourrait-on redouter, si l'école devenait demain un prolongement du foyer, et si la femme affirmait, en ces deux domaines, sa souveraineté, que l'enseignement ne fût, selon les cas, marqué d'une teinte trop activement personnelle ou ne pèchât par une sécheresse excessive. Entre le professeur et ses auditeurs, surtout quand ceux-ci approcheraient de l'âge viril, se développerait un malaise dû, non à un antagonisme sexuel, mais à la divergence

d'esprits diversement accordés. Faut-il ajouter, qu'à l'opposé de l'homme, lequel garde à l'égard de ses propres expériences, même les plus intimes, même les plus douloureuses, une faculté d'élaboration qui le conduit à des vérités d'ordre général, nourrit ses enthousiasmes, avive son ardeur critique, la femme est par nature hostile à tout rappel, à tout réveil public de ses sensations? Elle est hermétique ou verse dans la franche impudeur. C'est là un fait que le roman contemporain nous a permis plus d'une fois de vérifier. Toute fausse retenue mise à part, je vois mal *Bérénice* ou *Phèdre* commentée, la vie de Louis XIV ou de Louis XV explorée par une femme devant un public d'adolescents. Ce n'est pas à l'heure où le problème du sexe se pose d'une façon péremptoire devant la conscience contemporaine, où nous découvrons que des influences, demeurées jusqu'ici obscures, imprègnent et déterminent toute notre existence, que les éducateurs responsables de la nation doivent sacrifier à des illusions, qui, pour généreuses qu'elles soient et dictées en apparence par des nécessités d'ordre économique ou social, n'en seraient pas moins des illusions.

## IX

### **Les voies d'accès et les buts d'un Enseignement Supérieur.**

**L**E propre de l'Enseignement Supérieur français, c'est de répondre à des préoccupations strictement culturelles. A l'opposé des vieux centres universitaires anglais, où le « College » s'empare de l'individu tout entier, cherche à discipliner ses énergies, à lui inculquer certaines habitudes mentales et physiques, à le préparer, en dehors de toute spécialisation, à une vie qui se confondra avec celle du monde, nos Facultés françaises règlent leur enseignement comme si tout l'homme était dans l'intelligence. L'étudiant n'y est soumis à aucune autre exigence que celle d'une assiduité qui échappe, d'ailleurs, pratiquement à tout contrôle. Passé l'heure du cours, il redevient un homme ou une femme comme les autres, responsable envers lui-même, ou envers sa famille s'il vit encore dans le cadre de celle-ci. Aucune de ces



ruptures d'étiquette, aucun de ces péchés véniels qui disqualifient en Angleterre un *gentleman*, n'a d'effet sur la suite de ses études. Tout ce qu'on lui demande, c'est une participation active à des travaux qui révéleront son originalité d'esprit, ou sa présence à des leçons que le maître tiendra à marquer d'une empreinte personnelle. En fin d'année, il aura, en outre, à fournir la preuve, au cours d'un examen qui demeurera la chose la plus impersonnelle du monde, que les matières enseignées sont restées fixées dans son esprit. Un autre trait de notre Enseignement Supérieur, c'est son extrême spécialisation, marquée dès le début par le choix que fait l'étudiant entre les diverses Facultés et, dans le cas des Lettres et des Sciences, par une option entre les différentes matières qui figurent à leur programme. Toutes les conditions d'une saine recherche scientifique : division du travail, prédominance des méthodes critiques sur les méthodes mnémotechniques, séparation nette des deux zones d'influence, touchant l'une à l'intellect, l'autre au caractère, et dont la première seule intéresse l'éducateur quand il a atteint ce stade, se trouvent ainsi réalisées. Considéré en lui-même, détaché de ce qui le précède et de ce qui le suit, notre Enseignement Supérieur constitue la partie la plus

active, la plus neuve d'une organisation, dont tant d'autres ont été conçues trop hâtivement ou traduisent de graves fléchissements. Ainsi son influence s'accroît-elle chaque jour. Il est pour les fils et les filles de la bourgeoisie une école de perfectionnement, et un stimulant pour l'esprit de recherche. Les éléments les plus intelligents du peuple n'ont pas de souhait plus vif que de voir s'abaisser les barrières qui en interdisent encore l'accès. L'étranger, en venant s'asseoir sur ses bancs, montre qu'il n'est surpassé par aucun.

Mais si, dans son ensemble, l'Enseignement Supérieur français est orienté vers les buts culturels qui sont ceux de tout Etat ayant la conscience que le progrès technique est lié à une certaine effervescence de la pensée, si ses méthodes d'introspection apparaissent comme les plus saines de toutes, il s'en faut que le recrutement des éléments qu'il associe à son œuvre de recherche échappe à toute critique, et que la sélection qui s'exerce sur les jeunes esprits qu'il a pour mission de former s'opère dans des conditions qui en garantissent l'efficacité. Par lui-même, par l'équilibre qu'il maintient entre les études fondées sur la connaissance réfléchie du passé et celles qui ont le présent pour champ, par son

égal respect des valeurs esthétiques et des valeurs utilitaires, notre haut enseignement français est digne de la considération dans laquelle il est partout tenu. Mais, dès l'instant où l'on met le doigt sur le point où s'établit la soudure entre lui et l'Enseignement secondaire, dont, bon gré mal gré, on est contraint de le considérer encore comme le prolongement, les perspectives apparaissent tout autres, et d'une nature telle qu'elles peuvent donner naissance aux conclusions les plus pessimistes. Sans doute n'offre-t-il pas, comme c'est le cas pour les universités anglo-saxonnes auxquelles nous venons de faire allusion, un privilège au rang et à la fortune. La vie de l'étudiant est devenue chez nous des plus rudes, mais du moins s'organise-t-elle comme il plaît à celui-ci, dans la discrétion et le silence. Le jeune homme qui suit les cours d'une de nos Facultés n'a pas, comme son condisciple d'Oxford et de Cambridge, à s'occuper de « paraître ». S'il mène un certain train, s'il croit bon, comme le font les trop nombreux fils de famille qui vont chercher à l'Université un simple vernis, de mettre en station devant ses portes une voiture au nombre de chevaux excessif c'est pour des raisons où l'orgueil ou le sentiment entrent pour quelque chose, mais où les exigences scolaires ne

figurent pour rien. A presque tous égards, notre Enseignement Supérieur est tel que peut le souhaiter une démocratie. Les dépenses exigées de l'étudiant pour la poursuite de ses études proprement dites sont réduites à un minimum — les droits d'inscription n'ont pas même été doublés, alors que le coefficient de la vie s'établit à près de six — et, si l'on était sûr que nos Facultés s'ouvrirent aux plus dignes, tout ne serait que louanges et que félicité. Mais, répétons-le, l'Enseignement Supérieur n'est pas cet îlot de bonheur, détaché de toutes les autres terres. Il se rattache directement à notre Enseignement secondaire, lequel reste, quoi qu'on ait tenté, imprégné d'un esprit de classe, et dans lequel aucune sélection vraie ne s'exerce. Et le plus grave est qu'il s'y rattache par la planche vermoulue qui s'appelle le baccalauréat.

Deux conceptions s'opposent en ce qui concerne les voies d'accès de l'Enseignement Supérieur. La première est celle qu'on pourrait appeler la conception large. On peut voir nos Universités faisant accueil, sans qu'ils aient à fournir aucun compte sur leurs antécédents, aux esprits, d'où qu'ils viennent, quelles que soient leurs autres occupations, qui portent en eux le goût de la recherche désintéressée et du travail critique. De même que

l'Enseignement primaire met à la portée de tous la connaissance des faits élémentaires, l'Enseignement Supérieur pourrait offrir à tous les individus dont les facultés mentales sont en pleine activité, n'ont été éteintes ni par la routine ni par le travail quotidien, cette libre interprétation des mêmes faits, qui se fonde sur les découvertes, les théories, les travaux les plus modernes, et qui est sa vraie raison d'être. De telles leçons pourraient être du jour ou du soir selon les cas — elles sont d'ailleurs données dans de nombreuses Universités étrangères où elles reçoivent le nom d' « Enseignement par extension » — et ne conduiraient pas nécessairement à des examens, lesquels seraient réservés aux candidats éventuels à des fonctions publiques. L'autre conception est celle d'un enseignement plus restreint, dispensé à des jeunes gens et à des jeunes filles qui, au cours du stade précédent de leurs études, auraient témoigné d'une réelle curiosité d'esprit, qui ne se seraient pas borné à retenir les matières qu'on leur aurait enseignées, mais auraient manifesté des réactions originales, révélé des dons d'analyse ou de synthèse. Peu importerait qu'ils fussent sortis de telle ou telle école, peu importerait qu'ils fussent « classiques » ou « modernes ». Ce qui compte dans le genre d'études qui

marquent le terme du processus éducatif, c'est non la substance précédemment élaborée, mais l'instrument qui s'en est rendu maître. Que la qualité de cet instrument nous soit garantie par des éducateurs probes, qu'elle soit constatée au cours d'épreuves régulières et concluantes, et le problème se trouvera du coup résolu.

Les organisateurs de notre Enseignement Supérieur ont opté pour cette solution sélective et ont voulu que le baccalauréat, examen qui vise à la constatation d'un certain niveau de culture secondaire, conférât, et fût seul à conférer un droit d'entrée dans nos Facultés. Par la suite, un certain nombre de dérogations, connues sous le nom d'« équivalences » ont été consenties, soit en faveur d'étudiants étrangers, soit de jeunes Français ayant suivi la route, parallèle au secondaire, qui continue le primaire. Mais le terme même d'« équivalence » montre bien qu'aux yeux de nos autorités académiques, enseignement secondaire et baccalauréat restent le type, la norme.

Il serait absurde de médire en bloc d'un enseignement et d'un diplôme dont ont bénéficié et qu'ont conquis des individus dont les talents et l'activité ont, de toute évidence, contribué par la suite à l'enrichissement, spirituel et matériel, de la

nation. Il y aurait également beaucoup de cruauté à condamner l'instinct qui nous fait souhaiter que, quelles que soient leurs insuffisances, nos fils et nos filles ne descendent pas au-dessous du niveau où nous nous sommes nous-mêmes élevés et qu'ils se fixent même un peu au-dessus. Mais ces réserves, qui sont de bon sens ou de simple humanité, ne nous empêcheront pas de constater que, sauf dans certains établissements de grandes villes où les élèves sont en surnombre, la seule sélection qui s'exerce sur l'enseignement secondaire est, dans le stade initial, celle qui tient compte, sinon de la fortune, du moins d'une certaine aisance, et qu'ensuite il n'y a plus de sélection du tout. La vérité est que n'importe qui, pourvu qu'il puisse se passer du service de ses enfants et qu'il puisse subvenir aux frais d'externat, s'il vit dans un centre urbain, ou aux frais d'internat, s'il habite dans une zone rurale, peut les faire inscrire au lycée ou au collège du lieu, et n'a pas à fournir la plus petite preuve de leurs capacités. La vérité est qu'avec le régime autonome des lycées, dont les proviseurs sont devenus les hôteliers et sont notés par leurs chefs hiérarchiques d'après le nombre de pensionnaires qu'ils hébergent, les examens de passage, qui devraient éliminer en cours de route les élèves inca-

pables de suivre, sont devenus une formalité dépourvue de toute sanction. Je ne crois pas m'avancer en disant qu'on pourrait compter sur les doigts les établissements dont les chefs ont, pour des raisons tenant aux études et non à la discipline, prié certaines familles de reprendre en fin d'année un gamin dont on pouvait dès à présent dire qu'il serait plus à sa place derrière un comptoir ou sur une voiture de paille qu'en la compagnie de Virgile ou de Montaigne. Il n'est pas un maître qui n'ait gémi de voir ses classes encombrées d'une cohorte de jeunes éphèbes dont rien ne peut stimuler le zèle et qui, forts de leur seule inertie, se laissent remorquer de la sixième à la première. Et cette sélection à rebours, cette sélection qui crée un privilège en faveur de tout ce qui, dans la société française, possède une ombre de puissance économique, aboutit à une opération, qui a les apparences d'un filtrage, mais qui s'exerce dans de telles conditions que, non seulement les exigences de l'esprit, mais celles de la simple honnêteté doivent se déclarer vaincues. On a beaucoup critiqué le baccalauréat en ces dernières années. Tous ceux qui en ont l'expérience et qu'aucun intérêt ne guide s'accorderont pour estimer qu'aucun des jugements portés sur cette institution, qui consti-



tue, en matière culturelle, la pierre angulaire de la bourgeoisie française, n'a atteint à une sévérité suffisante. Certes, on s'en voudrait de faire place dans un livre de ce genre à un débat qui revêtait un aspect purement technique. Mais le verre grossissant qu'on paraît y appliquer est celui qui agit sur l'optique de la plupart des Français occupant une situation supérieure à celle de l'artisanat. Il faut, comme l'on dit vulgairement, être soi-même « de la maison », pour savoir quels remous peut susciter, quels drames intimes peut provoquer deux fois l'an, dans les milieux les plus intelligents aussi bien que dans les plus bornés, l'approche dudit examen. Je ne parle même pas des gens dont les fils ou les filles doivent, pour se faire inscrire dans une Faculté ou dans une Grande école, se plier à cette épreuve. Je veux parler de tous les autres. Avoir tant d'agitation, tant d'interventions, tant de suppliques, on croirait vraiment que l'honneur de milliers de familles se trouve en cause et qu'échec est ici synonyme de déchéance. Il y a quelque chose de pathétique et de puéril dans ce dernier hommage rendu à l'idée de culture par une bourgeoisie dont l'unique préoccupation est aujourd'hui de s'enrichir. Les sessions de baccalauréat, qui devraient à peine troubler la quiétude de nos Facultés, devien-

nent ainsi des événements d'ordre social. Les destinées d'une classe semblent s'y jouer.

On ne verrait aucun inconvénient au maintien d'une telle tradition et l'Université s'accommoderait, dans le peu de vanité qui lui reste, de ce baise-main, si les conditions matérielles dans lesquelles le baccalauréat s'organise et qui, en dépit de toutes les bonnes volontés, n'ont pu encore être modifiées, ne lui ôtaient toute moralité. On peut arguer que, pour des raisons qu'il serait intéressant de déterminer, qui tiennent aussi bien à un recul des limites de la bourgeoisie qu'au développement de l'enseignement féminin, le nombre des candidats s'est accru d'une façon telle (il était en 1928 de plus de onze mille à la seule Faculté des Lettres de Paris) que tout le monde s'est trouvé pris de court. L'insuffisance des jurys, qui ne permet plus que quelques sondages hâtifs, jointe à l'exiguïté des locaux, qui favorise toutes les fraudes, ont terriblement compromis notre grande épreuve scolaire. On a eu beau réagir par des exemples rigoureux, il est des pentes qu'on ne remonte pas, des réputations qui ont à jamais perdu leur lustre. L'importance excessive donnée à un examen, qui devrait simplement s'ajouter à ceux que l'élève est censé subir chaque année, lorsque son travail s'est avéré

insuffisant, et dont devraient être chargés les maîtres de l'établissement auquel il appartient, pourvu que leur indépendance fût hors de cause, rompt d'abord tout équilibre dans les études. L'« année du baccalauréat » se voit ainsi attribuer un coefficient double ou triple de celui des autres, et, si les premiers mois en sont fébriles, les derniers sont trépidants. Mais là n'est pas encore le défaut le plus grave. Ce qui nous apparaît comme une menace pour la bonne santé de l'Etat, que ces jeunes gens seront appelés avant peu à servir dans les occupations les plus diverses, c'est que là où le travail et l'intelligence devraient seuls prévaloir, la faveur et la fraude apparaissent comme des moyens normaux de parvenir. Le baccalauréat est moins condamnable à cause du « bourrage » dont il est immédiatement précédé que du fait qu'aux yeux du plus grand nombre, il semble offrir une prime à la recommandation, aussi bien qu'aux manœuvres dolosives. Et même les jeunes esprits qui restent sourds à toutes les sollicitations et marchent droit vers leur but, y trouvent une première leçon de scepticisme et de découragement. Il est certain que les faits sont très souvent grossis par la rumeur, mais cette dernière devient elle-même un fait quand elle circule avec trop de persistance. Les

précautions prises pour déjouer les fraudes — on va chercher, par exemple, à prévenir les substitutions de personnes par un système d'empreintes digitales — n'aideront pas ce malaise à se dissiper. Il est déplorable qu'un adolescent trouve, dans son premier contact avec l'Enseignement Supérieur, une atmosphère de mauvais lieu. Si le baccalauréat ne peut être sauvé par d'autres moyens, si le grouillement d'intérêts particuliers et sordides que l'on observe autour de lui ne peut être supprimé, il faut avoir le courage de tailler dans le vif et de lui substituer, comme nous le suggérons tout à l'heure, un ensemble d'épreuves graduées, d'un caractère vraiment scolaire, subies en dehors de toute pression, politique ou administrative, devant des maîtres ayant la connaissance personnelle de l'élève, ceci dans le cas où les notes additionnées des dernières années ne donneraient pas à celui-ci une moyenne suffisante.

En dehors de cette série de réserves touchant aux voies d'accès de notre Enseignement Supérieur, et après avoir insisté une fois de plus sur le fait que la sélection qui s'exerce sur ceux qui en sollicitent l'entrée doit porter, non sur un niveau *actuel* de connaissances, mais sur certaines tendances de l'esprit, garantissant sa vigueur critique,

son désir invincible de porter toujours plus loin les limites de la connaissance, nous apporterons un vœu : celui que les enseignements et les exercices qui ont la pure recherche pour objet aient la priorité sur ceux qui préparent à la fonction. Certes, à moins de laisser le champ libre à tous les charlatans venus, il est nécessaire que, pour la tranquillité du public, nos futurs avocats, nos futurs médecins, nos futurs professeurs reçoivent une estampille. Et, étant donné le personnel dont elles disposent, la documentation qu'elles ont pu rassembler, nos Universités semblent toute qualifiées, non seulement pour conférer les grades exigés, mais pour contribuer à la préparation des examens et concours. Mais ce n'est là qu'une partie, et peut-être la partie la moins importante de leurs fonctions. Celles-ci doivent être, en leur essence, désintéressées, et quand elles exposent à ceux qui viennent recevoir leurs leçons l'état présent du savoir humain, elles ne font que marquer un point de départ, qu'appuyersur le déclic destiné à mettre en mouvement les esprits, jeunes ou déjà mûris, qui sont par nature orientés vers des découvertes nouvelles. C'est dire que, si l'Enseignement Supérieur doit effectuer certains contrôles, avoir ses systèmes d'examens, permettant de répartir plus sûrement

les étudiants entre ses diverses disciplines et de décourager, s'il est nécessaire, des ambitions insuffisamment fondées, il ne doit donner qu'une place restreinte à cet appareil tout utilitaire, ne pas considérer, et surtout ne pas laisser considérer comme un but ce qui n'est qu'un moyen. Sa loi ne peut être que celle du mouvement. Il n'est ni conservatoire ni musée, et seuls les éléments dynamiques qui se dégagent d'une société en voie de reconstruction ont pour lui un prix véritable. Ce sont eux, qu'après bien des tâtonnements et des réajustements, il doit atteindre tôt ou tard, qu'il doit animer et utiliser.

## **Les tendances présentes de la Jeunesse universitaire.**

**A**INSI qu'il fallait s'y attendre après un événement aussi révolutionnaire que la Guerre, après un bouleversement d'intérêts et d'idées si total qu'il paraissait devoir établir une coupure entre deux générations, les enquêtes sur les tendances de la jeunesse actuelle se sont multipliées. Elles nous ont appris entre autres choses, que la jeunesse d'après-guerre ressemblait à toutes les jeunesses, dans sa résolution de prendre une position diamétralement opposée à celle de ses aînés et d'atteindre à vingt ans des objectifs dont nous nous sentons encore très éloignés à quarante. Ajoutons que, pour une fois, cette résolution ne concordait pas seulement avec le deuxième temps du rythme dont dépendent tous les progrès, tous les renouvellements, ne traduisait pas simplement une naturelle effervescence du sang et de la pensée.

Elle était dans une certaine mesure inspirée par la leçon des faits. La guerre s'était déroulée à une telle cadence, au bout de cinq ans si peu de choses étaient restées debout, qu'une vision catastrophique du monde et de la vie semblait plus indiquée qu'une conception évolutive. Tant de ruines s'élevaient sur l'univers que les conditions d'un nouveau départ paraissaient réalisées. Ou la jeunesse, consciente d'un tel désastre, se laisserait aller au désespoir, se réfugierait dans un romantisme aux tendances pessimistes, rappelant celui du début du XIX<sup>e</sup> siècle, ou elle relèverait le défi et, dans ce qu'elle estimerait être la faillite d'une civilisation, s'écrierait : « Arrière les anciens, et place nette pour nous ! » Quelque outrecuidance qu'elle ait mise dans la proclamation de ses droits et de ses ambitions, il faut se réjouir qu'elle ait opté pour la seconde de ces attitudes. Une aberration de l'esprit est peu de chose auprès d'une maladie de l'âme. Qu'est-ce qu'une expression de confiance excessive à côté du suicide qui était à redouter ?

Si l'on ne doit pas prendre au tragique la manifestation de tendances dont nous savons qu'elles auront, avant de devenir réalisations, à vaincre les volontés d'un monde dont les résistances demeurent innombrables, il s'en faut qu'il faille adopter à



l'égard des interprétations et des décisions de la jeunesse le ton d'ironique indulgence dont trop de gens sont coutumiers. Tout d'abord, parce que ses échecs sont plus pathétiques qu'aucun autre et qu'il en est dont elle ne se remet jamais. S'il est un épisode poignant dans l'histoire, c'est celui de la Croisade des Enfants. Qu'on se dise bien, que tous les mauvais bergers surtout se disent que c'est chaque jour, à chaque tournant des idées, à chaque moment d'inquiétude sociale que de semblables Croisades peuvent se mettre en marche. Mais la jeunesse doit être prise au sérieux, non seulement dans ses échecs, mais plus encore dans ses réussites. Il faut bien nous dire que nous avons beau nous arc-bouter, le monde sera ce qu'elle voudra, et qu'une idée qui n'a pas de prise sur elle est déjà une idée morte. Ceux qui ont enseigné devant un public juvénile, en même temps que devant un public adulte, savent que le jugement du premier est le seul qui les ait vraiment inquiétés. L'adulte accepte tout, au fond, dès que la présentation se trouve suffisante, mais la jeunesse ne réagit qu'en présence de notions vivantes, et il est des silences dans lesquels le maître ou le conférencier pourrait entendre son propre glas. Mais il ne faut pas seulement s'occuper de la jeunesse dans son action

éventuelle. Bien avant qu'elle ait construit ou simplement détruit, elle a, par son attitude critique, sapé les institutions qui nous entourent, ébranlé des réputations qui semblaient devoir longtemps encore se soutenir, mis un halo de doute autour des croyances qui étayaient notre vie spirituelle. C'est ce qu'exprime avec beaucoup de force, en l'une de ses préfaces, le grand Anglais H.-G. Wells : « On a tendance à voir le pays qu'on étudie sous un aspect un peu démodé. On voit tout de suite les institutions, mais il faut un esprit plus pénétrant pour découvrir les critiques qui sont en train de miner ou de modifier ces institutions. On voit des fonctionnaires et des uniformes. Les postes ont été créés il y a mainte année, les uniformes ont été dessinés il y a deux générations. On observe les coutumes, mais non le sourire irrévérencieux qui passe sur le visage des jeunes gens lorsqu'il est question de ces coutumes. On lit les livres d'hier et d'avant-hier, la « littérature courante », écrite par des gens qui ont maintenant quarante, cinquante ou soixante ans et dont les idées se sont fixées il y a vingt ou trente ans; mais il est un fait que l'on est trop porté à négliger : c'est qu'à cette « littérature courante », l'esprit du lecteur a déjà fourni une réponse, réponse que cris-

tallisera la littérature de demain ou d'après-demain ».

Si les tendances de la jeunesse, et en l'espèce celles de la jeunesse d'après-guerre, doivent nous préoccuper au premier chef, du fait qu'elles représentent le « devenir » de l'État moderne, il s'en faut qu'elles soient d'une évaluation facile. Mue par un instinct qui est sans doute de défense, chaque génération tend à un isolement relatif, chacune semble posséder un intime secret qu'elle refuse de livrer tout entier à celle qui la précède ou à celle qui la suit. Les jeunes s'en tirent avec une attitude qui est, selon les cas, de respect contraint ou de défi, les aînés avec sévérité ou humour. Cette absence de sympathie véritable entre des êtres qui devraient confronter leurs expériences est l'une des grandes tragédies de la vie, elle explique la répétition des mêmes erreurs, mais elle est indéniable. Les adultes, quoi qu'ils pensent, ne possèdent aucun poste d'observation d'où ils pourraient noter avec certitude les mouvements de la jeunesse. Et celle-ci, en dépit de ce qu'elle imagine, parvient rarement à l'idée claire de ce qu'elle porte en elle. Elle réagit avec brutalité contre les idées ambiantes, contre des institutions périmées, contre des influences qui s'attardent, elle proclame son

attachement à des personnalités qui lui semblent avoir mieux compris que celles qui exercent la direction du monde le sens des mouvements qui agitent ce dernier; mais il y a loin de là à la détermination de son propre apport, laquelle ne peut faire suite qu'à un effort vraiment créateur, à un ensemble de réalisations au cours desquelles l'individu découvre ses limites et franchit d'un seul coup l'énorme distance qui sépare la tendance du fait. Il s'agit, en somme, d'une période conceptionnelle, au cours de laquelle les intéressés prennent trop souvent pour des idées de simples chocs émotifs, cèdent à des attractions brusques doublées de phobies, sans que l'on puisse, ou qu'ils puissent eux-mêmes, rien dire de la configuration physique ou mentale de l'embryon qui se développe en eux.

On pourrait croire que ceux qui sont mêlés au Haut enseignement possèdent les données les plus complètes et les plus précises sur l'orientation de ces jeunes hommes, en train de devenir des hommes. Il n'en est rien. Tout ce dont nous pouvons être juges, c'est de leur application scientifique ou littéraire, de l'attrait que garde pour eux une culture dépouillée de tout mobile intéressé, de la vivacité avec laquelle se manifeste en eux

l'esprit de recherche. Toutes constatations qui sont d'un caractère presque exclusivement quantitatif, et s'appuient davantage sur des statistiques que sur une connaissance intime des êtres. Nous voyons tels amphithéâtres se remplir, tels autres se vider, la preuve visuelle nous est fournie que, pour certains enseignements, le nombre des étudiantes l'emporte de beaucoup sur celui des étudiants, nous pouvons noter que telle question ou tel texte inscrit à un programme suscite une demande plus grande de leçons ou d'explications qu'un autre, que les mémoires ou les thèses, au sujet desquels le choix des candidats s'exerce librement, portent de préférence sur une période ou sur une province de l'histoire, de la littérature ou de la philosophie. Mais tout cela ne mène pas bien loin. Outre que la jeunesse universitaire, chez qui le souci de l'examen prime dans l'ensemble tous les autres, peut craindre de s'engager à fond dans un jugement susceptible d'indisposer les hommes dont son sort dépend et n'aborde tout exposé critique qu'avec une extrême prudence, le Haut enseignement est organisé de telle sorte chez nous et conçu dans un tel esprit que les rapports personnels entre le maître et l'étudiant restent exceptionnels, n'ont en général pour objet que

l'orientation d'un travail ou quelques conseils rapides à la veille de l'examen. C'est un système qui diffère en tous points de celui du *tutorage* anglo-saxon, où une partie des maîtres ont un rôle de répétiteurs, et où ceux qui sont d'un rang plus élevé vivent également à l'intérieur du « College », en contact quotidien avec les étudiants, dont mille incidents leur révèlent les tendances et les sympathies. Nous croyons pour notre part que notre organisation française sert mieux les intérêts de la recherche scientifique que ce système britannique, qui est surtout préoccupé de la formation du caractère; il n'empêche qu'au point de vue de la documentation humaine les universitaires anglais ont de grands avantages sur nous. Peut-être nos facultés d'observation pourraient-elles mieux s'exercer dans des établissements d'Enseignement Supérieur plus fermés, tels que notre Ecole Normale, où les jeunes gens sont groupés, développent les mêmes habitudes de vie et où s'élabore ce que certains appellent « l'esprit de l'École ». Mais si les conditions internes sont, dans ce dernier cas, plus propices à l'observation que dans les Universités proprement dites, ce sont, malheureusement, les observateurs qui manquent. L'École Normale a cessé, en effet, d'être le centre d'enseignement

qu'elle était autrefois pour n'être plus qu'un cercle choisi, où l'élite de notre jeunesse studieuse trouve le couvert, le vivre et des instruments de travail, le plupart des leçons étant données à la Sorbonne. Cela ne veut pas dire que les Normaliens d'aujourd'hui soient incapables de manifester en corps sur des questions, ayant un caractère aussi actuel que brûlant, une opinion fondée sur de réelles décisions de l'esprit. Des incidents récents, tels que celui du refus d'un groupe assez important de ces jeunes gens, astreints à la préparation militaire, de servir ailleurs que dans le rang, ont, à cet égard, une valeur révélatrice. Mais il serait téméraire de fonder sur ce qui ne peut n'être qu'une effervescence passagère ou un mouvement de fronde les conclusions d'une enquête portant sur un état d'esprit véritable. Je répète que l'éparpillement de notre jeunesse universitaire, joint au fait que beaucoup d'étudiants, contraints de gagner leur vie, ne sont étudiants que durant très peu d'heures chaque jour, rend malaisé, sinon impossible, la besogne du maître qui voudrait être en même temps observateur. Et je ne crois même pas pour ma part que des institutions, admirables en elles-mêmes, telles que la Cité Universitaire, qui sont appelées à rendre moins précaires, dans un avenir prochain, les con-

ditions matérielles de vie d'une partie des jeunes gens, tant français qu'étrangers, que leurs études appellent loin de leurs familles, aident beaucoup à créer cette documentation humaine à défaut de laquelle le fossé qui sépare deux générations risque de n'être jamais comblé. La Cité Universitaire nous offre le spectacle de magnifiques hôtelleries, agrémentées de jardins et de terrains de jeu. Elle améliorera dans une large mesure l'hygiène de quelques étudiants non fortunés, elle permettra à la jeunesse française et à la jeunesse étrangère de se mieux connaître et de s'estimer. Les conséquences morales d'un tel fait pourront être considérables, mais maîtres et élèves ne s'en trouveront pas plus rapprochés, et la même inconnue, qui est d'ordre essentiellement intellectuel, continuera d'exister.

Ce n'est pas seulement l'attitude présente de la jeunesse à l'égard de l'ensemble des problèmes nés de la guerre, ses attirances, ses dédains, ses appels et ses résistances qui gardent pour nous ce caractère d'obscurité. La vie universitaire est réglée de telle sorte que même les positions adoptées par elle sur le terrain plus limité de ce que l'on est convenu d'appeler la politique n'apparaissent qu'avec une insuffisante netteté. Les gestes de quelques vio-



lents ne peuvent, à cet égard, faire illusion. Ils ne font que masquer le désarroi du plus grand nombre, la difficulté qu'éprouve ce dernier à comprendre les besoins du monde, caduc par certains côtés et par d'autres déjà rajeuni, où il servira demain, à raccorder des activités individuelles, qui demandent à s'exercer sous une forme plus véhémement que jamais, aux disciplines collectives dont l'urgence est partout sentie. Ces hésitations pourraient être diminuées s'il s'instituait entre étudiants de constants échanges d'idées, des discussions, que l'âge des interlocuteurs rendrait, certes, passionnées, mais qui n'en resteraient pas moins honnêtes. Les Universités anglaises ont créé dans ce but des clubs, où des jeunes gens de tendances les plus différentes confrontent leurs points de vue, découvrent les points faibles des doctrines auxquelles ils s'étaient déjà ralliés et développent en eux cet esprit public dont l'Angleterre a le droit de s'ennorgueillir. Rien de pareil chez nous. La politique ne pénètre pas dans l'Université, ou elle n'y pénètre que sous forme de horions. Des chefs de bande conduisent leurs troupes à l'assaut de formations opposées. Quelques centaines de braillards, mobilisés par un aventurier quelconque, parlementaire aux poses avantageuses

ou sous-diacre de journal spécialisé dans le chantage et la calomnie, peuvent empêcher ainsi toute expression libre de la pensée, cohorte épileptique qui voudrait faire croire qu'elle est, à elle seule, la jeunesse en marche vers les cimes. Mais sur les réactions, les opinions, les enthousiasmes, les incertitudes des innombrables esprits qui cherchent à lire en eux-mêmes, qui sentent que bien des constructions auxquelles nous étions habitués sont ébranlées, mais qui se demandent — avec la même foi, la même patience que s'il s'agissait de l'un des textes qu'ils ont l'habitude de scruter — quelles autres formes l'avenir tient en réserve, sur cette jeunesse-là, la seule qui soit sensible à une influence culturelle, que savons-nous? Car, enfin, les temps ont changé, mais pas au point d'avoir armé la *Penseroso* d'une matraque ou d'un coup de poing américain.

Si les régions demi-obscurcs où s'élaborent les idées qui imprimeront leur direction aux hommes de demain sont d'un accès difficile, si certains gestes théâtraux, que beaucoup de leurs auteurs désavoueront dès qu'ils cesseront de se mouvoir, ou d'être mus en troupeaux, doivent être dédaignés, on peut, par contre, assez aisément déterminer l'influence de quelques faits, qui sont d'ordre écono-

mique ou social, sur la composition et l'orientation des éléments qui sont aujourd'hui capables d'accéder à une culture supérieure. Deux phénomènes divergents peuvent être, à cet égard, relevés. D'une part, une poussée très forte s'exerce de la part des contingents issus du primaire qui cherchent, en faisant tomber la barrière du baccalauréat, à placer nos Facultés dans le prolongement direct des Écoles normales ou des Écoles primaires supérieures. Cette poussée, si elle est définitivement victorieuse, pourra entraîner un changement profond dans les habitudes mentales, aussi bien que dans le ton social de la clientèle de nos établissements d'Enseignement Supérieur, dont tout esprit de classe se trouverait éliminé du fait qu'un équilibre se créerait entre les jeunes gens issus de milieux plus ou moins attachés à l'administration — pour leur propre compte ou celui d'autrui — de la richesse acquise, et ceux dont les parents ne tirent leur revenu que d'une forme d'activité purement technique, intellectuelle ou manuelle. Mais cet accroissement, qui reste encore éventuel, du nombre de nos étudiants, outre qu'il semble ne devoir toucher que certaines Facultés : sciences, lettres, médecine, qui ont un débouché sur des emplois où le rang social n'intervient pas (un

enfant du peuple pourra devenir ingénieur, professeur, chirurgien, il n'a que peu de chances de devenir ambassadeur, préfet, magistrat, voire même avocat) risque d'être réduit par le jeu des différents facteurs qui rendent de plus en plus précaires les conditions matérielles de vie de la jeunesse estudiantine et offrent une prime incontestable aux sphères dont les ambitions nouvelles du monde artisanal tendent à réduire l'influence. L'exemple de l'étudiant qui, dans l'intervalle des cours, se fait garçon-coiffeur ou chauffeur de taxi est, à cet égard, plus pittoresque que probant. Il faut qu'un jeune homme ait une bonne dose d'optimisme pour croire à ses chances d'avancement dans une société qui hérissé de telles défenses les lieux réservés à l'initiation de ses enfants. Passe encore quand ledit avancement est assuré par des concours où la volonté et le travail suffisent à assurer le succès. Mais s'il est lié à l'ensemble des causes : aisance des parents, loisirs, relations, confiance en soi-même, que l'adolescent contraint d'exercer un métier pour subvenir à ses frais d'études voit agir déjà sous ses yeux, on ne peut douter, qu'à de très rares exceptions près, ce dernier n'opte pour des sources de profits plus concrètes et plus immédiates. La vérité est que si les choses vont leu<sub>r</sub>

train, si l'on refuse d'aborder de front la question du logement et de la nourriture de l'étudiant, si l'on n'établit dans l'intérêt des études supérieures un ordre de sélection différant en tous points du baccalauréat, qui n'en est que la parodie, et si surtout on ne démocratise, par des procédés qui ne sauraient plus être que révolutionnaires, les fonctions administratives, judiciaires et diplomatiques, on risque de voir sous peu une région étendue de notre Enseignement Supérieur se transformer en chasse gardée de la fraction la moins active de la bourgeoisie, la moins ouverte à la notion d'évolution, la plus farouchement, et on peut l'écrire, la plus stupidement conservatrice, de celle qui, comme Valois l'a si justement montré, ramène à présent, dans sa crainte et sa haine de toutes les forces ascendantes, la politique à une opération de police. De l'esprit qui règne, hélas! à notre École de Droit, d'où le nationalisme le plus obtus tire la majeure partie de ses recrues, on peut déduire les tendances qu'inculque à ses fils cette bourgeoisie conservatrice, qui — il faut avoir le courage de l'écrire, et tout paradoxal que cela semble — représente, dans la société française, un facteur éventuel de désordre à peine moins virulent que le communisme. Incapable de penser par

elle-même, elle agit moins, d'ailleurs, sur leur cerveau qu'elle ne développe en eux, pour la défense d'intérêts, dont, incapables de parvenir par leurs moyens propres, ils se sentent solidaires, une vigilance à court terme; elle cultive chez eux un certain snobisme de l'autorité, qui rejoint celui de l'habillement et des manières. Tantôt cette attitude, qui ne fait que traduire une peur instinctive, une ignorance profonde des grands mouvements contemporains, s'entoure d'un revêtement littéraire ou pseudo-philosophique. C'est ainsi qu'on voit des jeunes gens d'une physiologie un peu faible suivre, flattés d'être traités en hommes, l'enseignement d'un Maurras et s'adonner, dédaigneux de réalités que leur monde n'a jamais connues et qu'ils ne connaîtront sans doute jamais eux-mêmes, à une sorte d'onanisme mental, livrant en pensée la France à un parti qui, au bout d'un quart de siècle de propagande, n'a pas pu même s'assurer la gestion d'une grande ville; tantôt, au nom de l'ordre et de leurs bons poings, on les voit marcher en rangs serrés contre tous ceux de leurs condisciples qui osent prétendre que la culture dont ils sont les bénéficiaires est associée au libre jeu des idées, mêmes les plus subversives en apparence, et que la meilleure façon d'être bon Fran-

çais, c'est d'aider, à l'heure présente, dans une compréhension aussi parfaite que possible de la mentalité de tous les peuples, à la reconstruction de l'Europe.

Si ce développement d'une jeunesse qui limite sa doctrine à une recommandation de la force et tire de celle-ci ses moyens d'action est un phénomène que l'on aurait tort d'ignorer, il ne saurait, par contre, avoir une sérieuse influence sur notre diagnostic. En renonçant aux méthodes critiques auxquelles leurs devanciers étaient si fermement attachés, en ne se fiant plus à la contagion des idées et en lui substituant celle des attentats contre les personnes, en recevant d'éléments qui sont absolument étrangers aux établissements qu'ils fréquentent des mots d'ordre qu'ils exécutent aveuglément, nos jeunes apprentis dictateurs ne s'aperçoivent pas qu'ils se retranchent volontairement du milieu qu'ils prétendent influencer. L'Université a pu être, selon les temps, ardente ou pusillanime, jamais elle n'a été une école de coups de force. Elle confronte les thèses, mais n'en impose aucune, et son rayonnement vient de son égal respect pour toutes les manifestations de l'esprit. Même si l'on remonte aux époques les plus lointaines, on la voit dressée

contre tous les empiètements du temporel. Que ses buts soient inconciliables avec ceux de la dictature, le magnifique exemple donné récemment par les étudiants espagnols et par leurs professeurs nous en fournit la preuve. Ce respect des opinions sincères, cette subordination de toute raison d'État aux intérêts de la recherche libre, dans tous les domaines que peut explorer la pensée, est la première, et même l'unique forme d'allégeance que l'on est en droit d'exiger des gens qui viennent demander à nos Facultés un complément de culture.

Du jour où une contrainte quelconque s'exerce du dehors sur les maîtres ou sur leur auditoire, le Haut enseignement perd toute raison d'être, et mieux vaut que les portes de ses amphithéâtres soient tout de suite fermées. Les méthodes d'autorité peuvent trouver une application dans tous les lieux, sauf celui-là. Ceux de nos jeunes gens qui paraissent ignorer ces élémentaires vérités cessent d'être des étudiants, pour n'être plus que des éléments quelconques, menés par de quelconques aventuriers. Ils ont acheté par le versement d'un droit d'inscription le pouvoir de disloquer l'organisme qui les accueille, tout comme un maniaque achèterait, en même



temps qu'un billet de quai, celui de faire dérailler le train qui passe.

Mais, derrière ces manifestations tumultueuses et puérides, s'opère un reclassement d'idées et de tendances sur lesquelles il convient d'insister. Il est hors de doute que, même chez les jeunes gens pour qui les études retardent l'heure de l'action, le goût des réalisations rapides l'emporte sur celui des recherches ayant leur fin en elles-mêmes, et qu'une conception pragmatique de la culture s'ajoute à celle qui imprègne la vie moderne tout entière. Les sources d'intérêt sont restées les mêmes, les divers champs d'exploration n'ont pas été réduits, mais on aime que les conclusions des enquêtes ainsi poursuivies puissent être utilisées par le plus grand nombre et, dans une certaine mesure, se raccordent à celles qui sont conduites par des individus ou des groupements engagés dans des voies, ou ayant des préoccupations essentiellement différentes. Loin de se murer, comme ce fut trop souvent le cas autrefois, dans un splendide et pénible isolement, la jeune génération universitaire cherche à s'assurer le plus de vues possibles sur la vie contemporaine, à multiplier les échanges avec tous les organismes qui, pour des raisons tantôt égoïstes, tantôt désintéressées, concourent à

l'édification de l'État moderne. On se rend compte de cette évolution en parcourant le programme des cours, et davantage encore en relevant les titres des thèses ou des mémoires dans lesquels s'exprime un choix personnel. L'érudition d'avant-guerre, l'érudition « à l'allemande » a visiblement fait son temps. Aux lourds travaux qui pesaient sur l'auteur étudié comme une pierre tombale, ont succédé des enquêtes alertes, pleines de sève, d'un tour peut-être un peu trop journalistique, sur tous les sujets qui éveillent ou retiennent l'attention de nos contemporains. Qu'on entende bien qu'il ne s'agit pas là d'ouvrages de généralisation, que l'apport personnel est aussi grand qu'autrefois, la méthode aussi sûre, les fondations aussi solides. Mais la cadence n'est plus la même, l'intérêt, les enthousiasmes sont d'un autre ordre. Qu'il s'agisse de littérature, de législation, d'hygiène sociale, de géographie, de physique appliquée, on note le même désir de se servir de tous les matériaux fournis par la vie d'aujourd'hui et d'introduire, en échange, dans cette dernière plus de rigueur scientifique et plus de cohérence. C'est ainsi qu'entre l'esprit de recherche et la politique, la finance, l'industrie, sans oublier les différents arts, non seulement les points de contact sont

multipliés, mais les cas d'interpénétration deviennent plus nombreux. Beaucoup de maîtres, d'ailleurs, donnent l'exemple. Tels de nos collègues abordent les larges enquêtes économiques, tels autres servent les progrès de l'aviation, tels autres deviennent les conseillers financiers du gouvernement français ou de gouvernements étrangers; tels autres enfin, font, sans déchoir, œuvre de journalistes; et l'on sent, par l'intérêt que suscite leur action, que la plus grande partie de la jeunesse studieuse est prête à s'engager à leur suite. La Société des Nations, le Bureau International du Travail fournissent déjà à nos agrégés des débouchés que beaucoup préfèrent à celui que leur offre l'enseignement. Ce sont là des exemples pris entre mille, mais dont la valeur est probante. Le Haut enseignement agit à l'heure présente par rayonnement plus que par condensation. Le goût des synthèses s'y développe, celui des interprétations vivantes, et l'Universitaire perdu au milieu de ses lexiques, sourd à l'appel de la rue, tend à devenir aussi démodé que le commerçant dont la boutique constituait tout l'univers et qui subissait, sans les comprendre, l'action des lois économiques, ou que l'industriel « de droit divin », qui s'imaginait que le progrès social était lié aux seules

manifestations de sa bonne volonté. C'est là un mouvement qu'accentue très rapidement la jeunesse qu'abritent nos Facultés. Et c'est dans ce sens qu'on peut la dire amie de l'action.

Toutes ces tendances ne peuvent, bien entendu, être évaluées qu'avec une extrême prudence. Quand on parle, par exemple, d'un besoin d'action chez les jeunes, il faut prendre garde que souvent ce dernier ne naît que d'une inappétence à l'égard de tout ce qui est pensée. Il est toute une partie de la génération dont l'âge oscille autour de la vingtième année qui a vu ses études bouleversées par la guerre, sur qui la famille n'a exercé qu'un contrôle dérisoire, qui a le sentiment de son insuffisance, et qui voudrait pouvoir combler par des manifestations de volonté les vides de son développement intellectuel. Il est une autre fraction de la jeunesse, mieux douée et mieux dirigée celle-là, que le spectacle de certaines réussites rapides, tenant surtout aux conditions troublées de l'après-guerre ou qu'une interprétation erronée du succès de pays neufs, aux ressources et aux débouchés illimités, détourne de la recherche patiente et oriente vers une conception purement dynamique de la vie. Il est évident que, pour ces deux sections de notre public universitaire, l'exercice de la

pensée n'est qu'un pis-aller, un rite traditionnel, accompli ponctuellement par leurs devanciers et auquel elles ne se soumettent qu'avec impatience. De ces jeunes gens, on peut dire que, même appliqués, même consciencieux et respectueux des droits d'autrui, ils ont échappé à l'emprise de l'Université avant d'en avoir franchi le seuil. Ils restent, par l'échelle des valeurs qu'ils se sont fixées, par leur utilitarisme, qui précède l'exercice de la pensée au lieu de marquer sa prise de possession du domaine des faits, de l'autre côté d'un fossé que tous ceux qui parmi nous ont le sens de l'avenir s'appliquent à combler.

## **APPENDICE**

## L'Action Française et les Jeunes

(V. Ch. X, pp. 173-177).

*Que l'action positive exercée par les doctrinaires d'Action Française sur le développement social et économique de la nation soit pratiquement nul, c'est là un fait que personne, en dehors des intéressés, ne contredira. Ces prétendus réalistes semblent condamnés à n'avoir aucune prise sur le réel. Toute la propagande de MM. Maurras, Daudet et consorts se fonde, en effet, sur un unique postulat : Au centre du monde il y a la France, et, au centre de la France, il y a l'Action Française, avec ses sophismes et ses calomnies. Ces messieurs, qui ont, certes, donné à leurs contemporains des divertissements littéraires non négligeables et prolongé la vie du roman policier, cèdent ainsi, dans l'ordre national comme dans l'ordre privé, à une étonnante hypertrophie du moi. On peut dire de leurs recommandations qu'elles vont à l'encontre de tout ce qui se crée sous nos yeux, que tout ce qu'ils condamnent s'affirme victorieusement, que tout ce qu'ils approuvent est relégué au grenier. S'ils servent certains intérêts dont ils tirent leurs subsides, il n'est, par contre, pas un groupement de producteurs, pas une organisation de travailleurs qui prenne au sérieux leurs prédictions, pas une ville qui ait voulu leur confier ses affaires. Pour la quasi unanimité des adultes, le Trépied de la Pythie est devenu la baraque à cinq sous. Mais si les défaites subies par l'Action Française sur le terrain économique, comme sur le terrain politique s'avèrent sans appel, si elle ne fait plus trembler que quelques politiciens qui n'ont pas appris à répondre à la calomnie par un haussement d'épaules, les revanches*

qu'elle a su se ménager dans les milieux universitaires ne sont pas entièrement à dédaigner. L'article ci-dessous, publié le 1<sup>er</sup> novembre 1928 par La Volonté, en montre l'étendue et les dangers :

Ni dans ce journal, ni en d'autres lieux, nous n'avons fait entrer en ligne de compte, parmi les forces dont l'ajustement ou l'équilibre doit contribuer à la rénovation d'un État dont les imperfections apparaissent de jour en jour plus manifestes, le groupement dont MM. Maurras et Daudet sont les animateurs. Nous ne l'avons pas fait, parce qu'il est des gens pour qui le *ton* social qui rend une polémique possible n'existe pas, et qui, à l'égard des idées d'autrui, procèdent par effraction, mais bien plus encore parce qu'il s'agissait de politique et que l'*Action Française* se révèle comme un mouvement non politique, mais littéraire. Nul contact entre elle et la réalité. Il n'est pas un organisme, si petit soit-il, public ou privé, qu'elle ait pu soumettre à sa direction, pas un canton, pas une commune, pas un syndicat dans lequel elle se soit essayée. Les communistes ont géré ou gèrent, tant bien que mal, certaines municipalités. Ils ont éprouvé la résistance des êtres et des choses. Du côté de l'*Action Française*, rien si ce n'est un appel réitéré à des crédulités généreuses. Toute son ambition s'est bornée, dans le domaine de l'action, non à créer, mais à empêcher.

Non, ce groupe ne rejoint rien, ne s'apparente à rien. Les hommes les plus intelligents qu'il englobe ont créé, pour leur usage, une théorie de la royauté que contredit toute l'expérience du XIX<sup>e</sup> siècle. Il se peut que, dans l'abstrait, le monarque, s'élevant au-dessus des querelles de partis, confonde son intérêt, celui de ses héritiers, et



l'intérêt général. Mais le XIX<sup>e</sup> siècle nous a prouvé qu'aucun pouvoir, précisément, n'était doté d'une suffisante résistance pour s'opposer à cet empiètement des partis, partis politiques d'abord, économiques ensuite, dont le choc constitue l'essentiel du drame de l'histoire moderne. Les deux derniers souverains français ont fui pour n'avoir rien compris à leur temps. Le seul prétendant sérieux, Chambord, a su comprendre à temps qu'il ne comprenait pas. Quand M. Maurras parle du bienfait que pourrait nous apporter un roi de France, nous songeons à l'usage qu'on pourrait tirer d'une diligence à pétrole. Son roi n'est roi qu'*in abstracto*. Le fait, le fait essentiel, sur lequel ce soi-disant réaliste devrait appuyer sa doctrine, c'est la fuite chez nous, la capitulation autour de nous. Certes, nous sommes beaucoup à l'appeler, cette puissance qui s'opposerait aux prétentions excessives des uns, forcerait les autres à rendre gorge, harmoniserait les intérêts divergents. Mais nous pouvons faire des yeux, en remontant très loin, notre tour d'Europe. Nous ne la découvrons sur aucun trône.

Je le répète : dans l'*Action Française* je vois un mouvement, non politique, mais littéraire, des gens chez qui l'idée elle-même est subordonnée à la forme. Il y a une forme maurrassienne, d'apparence syllogistique, masquant en réalité les plus hasardeux postulats. Tout a l'air d'y être démontré, jusqu'au moment où la démonstration s'écarte pour faire place, par exemple, à l'affirmation qu'un tel est un traître ou fait consciemment le jeu de l'Allemagne, ce qui revient à dire qu'il ne pense pas comme l'auteur lui-même. Des arguments massifs, mais nulle

intelligence de ce fait essentiel que la santé et la force d'un pays sont liées à des activités diverses, au choc fécond d'idées dissemblables. Il y a une forme daudétienne, faite de répétitions, de l'emploi réitéré d'images cocasses ou poissardes, visant à créer chez le lecteur une suggestion du genre de celle que vise à exercer la réclame moderne. Ce trait est si évident qu'on se demande pourquoi les hommes qui sont visés refusent de jouer de bonne humeur leur rôle dans cette énorme « beffa », ne dépouillent pas un instant tout respect d'eux-mêmes pour entrer dans cette prose comme dans un mauvais lieu. Car personne ne donne une valeur *positive* aux pamphlets de M. Daudet. Excrémentiels à souhait, l'homme cultivé y trouve la volupté spéciale que certains goûtent en s'abaissant. On ne les prend pas au sérieux, car chacun sait ou devine que les vocables y ont un coefficient spécial, qui n'est pas celui de la vie, et que l'auteur, quand il le veut, peut dans d'autres écrits, devenir un critique raisonnable et assez délié des gens et des choses de son temps. L'étonnant est qu'il puisse y avoir des mystifiés; l'étonnant est que Rome se soit elle-même laissée mystifier.

Et quand nous disons que l'*Action Française* apparaît comme un mouvement où la forme, l'expression tient plus de place que les choses exprimées, nous songeons moins à un ensemble, chaque talent renforçant l'autre, qu'à une manifestation de tempéraments en contraste violent, unis pour une besogne qui apparaît moins essentielle que les moyens mis en œuvre pour la servir. Le divertissement que le journal royaliste donne encore à beaucoup — ses lecteurs sont pour moitié des dilettantes — tient en

grande partie à cette distribution très bien réglée des rôles. Que le tout vise à un certain effet, il suffit pour s'en convaincre de lire la revue des journaux offerte en troisième page. On dirait d'un guetteur auquel on aurait donné pour consigne : « Veillez surtout à qui parle de nous ». Toute citation, toute allusion, amicale ou hostile, est accueillie avec reconnaissance. Des hommes orientés vers la vie ne seraient pas atteints de ce narcissisme au second degré. C'est, dans un journal qui sait être un journal — il suffit de voir avec quelle vanité M. Coty s'ingénie à monter un scandale en épingle — l'esprit d'une revue littéraire d'avant-garde.

Le malheur de l'*Action Française* est de n'avoir pas pour lecteurs que des gens de sens rassis, pour qui la vie se confond avec le jeu des idées ou le miroitement des images, de n'avoir pas seulement visé à agir comme stimulant sur des organismes déjà fatigués. Son malheur, c'est qu'elle s'adresse aux jeunes, lesquels ont besoin d'action, et qui toujours tendront à traduire en gestes des émotions d'ordre sensible et intellectuel. Dites à des jeunes : « Pensez », ils agiront. Parlez-leur d'une royauté nécessaire, et ils verront aussitôt les coups à donner. Or, dans cette entreprise, répétons-le, les chefs ne sont pas eux, orientés vers l'action. Les joies qu'ils savourent sont des joies d'hommes dont la pensée se satisfait de son propre mouvement, n'a sur les choses de leur époque aucun pouvoir plastique. Ni leurs aspects les plus apparents, ni le drame souterrain dont elles sont l'expression ne leur sont accessibles. Leur imagination ne s'exerce que dans la construction de mélodrames laborieusement montés, au

cœur desquels ils vont jusqu'à se placer eux-mêmes. Ils sont incapables de jeter un pont entre eux et cette jeunesse qu'ils prétendent diriger. Ils n'inspirent chez elle ni démarche hardie ni vocation véritable. Ou plutôt ils l'épuisent en des simulacres d'action : parades, marches, et contre-marches. Ils l'aigüillent vers des manifestations puériles que l'accident seul rend sanglantes. Guets-apens, violences contre des individus isolés, gamineries auxquelles on confère une valeur allégorique, voilà à quoi se réduisent les états de service de ces forces juvéniles qui ne sont usagées ni dans un rude corps à corps avec la vie, ni dans un franc défi lancé à l'autorité que l'on prétend combattre. Tout ainsi se développe sur un plan qui tient de la scolastique et du mythe. Derrière soi, un État qui assura à la France une part de sa grandeur, mais qui semble dépassé, submergé par un afflux de forces que nul n'a pu jusqu'ici contrôler. Devant soi, un prétendant fantôme qui, pour sa part, n'a rien organisé, rien dirigé, brave homme dont aux dires de ses proches, l'activité s'épuise à rassembler des airs de tambour. Pour guides, des casuistes ou des frénétiques, tissant dans leur retraite de subtiles ou monstrueuses toiles d'araignée. Plus que la perversion des esprits, l'on peut déplorer chez des éléments frais dont la France aura besoin demain, cette corruption des sources de l'action.

ÉDOUARD GUYOT.



VERIFICAT  
2017

VERIFICAT  
1987

## Table des matières

---

	Pages
DEMAIN L'ÉDUCATEUR SERA LE MAÎTRE . . . . .	7
EDUCATION ET TECHNIQUE . . . . .	14
A PROPOS DU MONOPOLE. . . . .	26
L'ÉCOLE UNIQUE . . . . .	47
NOUVELLE QUERELLE DES HUMANITÉS. . . . .	65
LA FORMATION DES ÉLITES. . . . .	84
L'UNIVERSITÉ ET LA POLITIQUE. . . . .	100
LA FEMME, AGENT CULTUREL. . . . .	122
LES VOIES D'ACCÈS . . . . .	144
LES TENDANCES PRÉSENTES. . . . .	158
APPENDICE . . . . .	183

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 24 JUIN 1929  
— POUR LA LIBRAIRIE VALOIS —  
PAR L'IMPRIMERIE FLOCH A MAYENNE

VALOIS  
2007